

Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2008-2017

SYNTHÈSE

- **Les perspectives en bref**
- *Chapitre 1. Vue d'ensemble*
- *Chapitre 2. Les prix élevés actuels vont-ils se maintenir?*
- *Annexe A. Tableaux statistiques*



ORGANISATION DE COOPÉRATION
ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES



ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

L'OCDE est un forum unique en son genre où les gouvernements de 30 démocraties œuvrent ensemble pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux que pose la mondialisation. L'OCDE est aussi à l'avant-garde des efforts entrepris pour comprendre les évolutions du monde actuel et les préoccupations qu'elles font naître. Elle aide les gouvernements à faire face à des situations nouvelles en examinant des thèmes tels que le gouvernement d'entreprise, l'économie de l'information et les défis posés par le vieillissement de la population. L'Organisation offre aux gouvernements un cadre leur permettant de comparer leurs expériences en matière de politiques, de chercher des réponses à des problèmes communs, d'identifier les bonnes pratiques et de travailler à la coordination des politiques nationales et internationales.

Les pays membres de l'OCDE sont : l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, la Corée, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie. La Commission des Communautés européennes participe aux travaux de l'OCDE.

Les Éditions OCDE assurent une large diffusion aux travaux de l'Organisation. Ces derniers comprennent les résultats de l'activité de collecte de statistiques, les travaux de recherche menés sur des questions économiques, sociales et environnementales, ainsi que les conventions, les principes directeurs et les modèles développés par les pays membres.

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE et celle du Directeur général de la FAO. Les opinions et les interprétations exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de l'OCDE ou des gouvernements de ses pays membres ou celles de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Publié en anglais sous le titre :
OECD-FAO Agricultural Outlook: 2008-2017

Les corrigenda des publications de l'OCDE sont disponibles sur : www.oecd.org/editions/corrigenda.
© OCDE/FAO 2008

L'OCDE autorise à titre gracieux toute reproduction de cette publication à usage personnel, non commercial. L'autorisation de photocopier partie de cette publication à des fins publiques ou commerciales peut être obtenue du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com. Dans tous ces cas, la notice de copyright et autres légendes concernant la propriété intellectuelle doivent être conservées dans leur forme d'origine. Toute demande pour usage public ou commercial de cette publication ou pour traduction doit être adressée à rights@oecd.org.

Avant-propos

Les Perspectives agricoles ont été élaborées conjointement, pour la quatrième fois, par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) des Nations Unies. Elles mettent à profit les connaissances spécialisées des deux organisations sur les produits, les politiques et les pays, pour envisager à plus long terme l'évolution des principaux marchés agricoles mondiaux.

Publié tous les ans, ce rapport s'inscrit dans une démarche continue visant à promouvoir un débat solidement étayé sur les nouveaux enjeux commerciaux et stratégiques. La présente édition des Perspectives agricoles vise à évaluer les marchés des céréales, des oléagineux, du sucre, de la viande, du lait et des produits laitiers pour la période 2008-2017. Pour la première fois, elle comprend également une analyse et des projections se rapportant aux marchés mondiaux des biocarburants, et plus précisément du bioéthanol et du biodiesel, qui permettent d'examiner l'articulation avec les matières premières agricoles entrant dans ce type de production. Pour tous les produits, l'analyse des marchés repose sur un ensemble de projections découlant d'hypothèses précises qui englobent les facteurs macroéconomiques, les politiques agricoles et commerciales et les technologies de production; elle table aussi sur des moyennes en ce qui concerne les conditions météorologiques et les tendances de la productivité à long terme. À partir de ces hypothèses sous-jacentes, les Perspectives agricoles constituent un scénario plausible d'évolution des marchés agricoles pour les dix années à venir et servent de référence pour analyser les résultats qu'entraîneraient des hypothèses économiques ou stratégiques différentes.

Les Perspectives de cette année ont pour toile de fond les hausses de prix exceptionnelles d'un grand nombre de produits agricoles, d'où des difficultés considérables pour établir les projections et apprécier la « durabilité » des divers paramètres dont dépendent ces prix. Autrement dit, comment distinguer les facteurs de hausse ponctuels de ceux qui prendront un caractère plus permanent? Comment influenceront-ils à l'avenir, isolément et ensemble, sur les niveaux, les tendances et l'instabilité des prix? Comment les marchés vont-ils réagir aux prix élevés actuels, et à l'incertitude croissante entourant leur évolution ultérieure? Quelles sont les dispositions à prendre? Le rapport vient à point nommé et apporte des informations utiles, afin d'éclairer le débat sur la flambée des prix alimentaires, ses causes et les conséquences probables, pour les marchés agricoles comme pour le processus d'élaboration des politiques.

Grâce à une coopération étroite qui a associé les Secrétariats de l'OCDE et de la FAO et des experts de pays membres et de quelques pays non membres, les projections et évaluations contenues dans le rapport ont bénéficié du brassage de compétences théoriques et techniques d'un large groupe de participants. Un système de modélisation mis au point conjointement à partir des modèles respectifs de l'OCDE et de la FAO, Aglink et Cosimo, a contribué à assurer la cohérence des projections. La base de données complète des Perspectives agricoles, comprenant les données rétrospectives et les projections, est consultable sur le site Internet commun de l'OCDE et de la FAO à l'adresse www.agri-outlook.org. Ce rapport est publié à l'OCDE sous l'égide de la direction des échanges et de l'agriculture; à la FAO, il relève de la Division du commerce international et des marchés.

Remerciements. Cette édition des Perspectives agricoles a été préparée par l'équipe suivante des Secrétariats de l'OCDE et de la FAO :

À l'OCDE, l'équipe d'analystes de l'économie et des marchés de la Direction des échanges et de l'agriculture qui ont contribué à ce rapport se compose de Loek BOONEKAMP (chef d'équipe), Marcel ADENAUER, Alexis FOURNIER, Céline GINER, Franziska JUNKER, Garry SMITH, Pavel VAVRA (coordinateur) et Martin VON LAMPE.

Les recherches et l'assistance statistique ont été fournies par Armelle ELASRI, Alexis FOURNIER, Claude NÉNERT et Nicolas RUIZ. Les services de coordination de la publication et de secrétariat ont été assurés par Christine CAMERON, Nina DHUMAL, Anita LARI and Stéphanie MILOWSKI. L'assistance technique pour la préparation de la base de données des Perspectives a été assurée par Frano ILICIC. Beaucoup d'autres collègues du Secrétariat de l'OCDE et les délégués des pays membres ont apporté des commentaires utiles sur les versions préliminaires de ce rapport. Les contributions de Joe DEWBRE dans l'examen et la révision du chapitre 2 de ce rapport et de Linda FULPONI dans la rédaction de la Boîte 2.1 de ce chapitre sont particulièrement reconnues.

À la FAO, l'équipe d'économistes et de responsables produit de la Division des produits et échanges qui a contribué à cette édition est composée de Abdolreza ABBASSIAN, El Mamoun AMROUK, Concepcion CALPE, Kaison CHANG, Merritt CLUFF (chef d'équipe), Piero CONFORTI, Cheng FANG, Holger MATTHEY (coordinateur), Adam PRAKASH, Grégoire TALLARD, Peter THOENES, Koji YANAGISHIMA et Carola FABI de la Division des statistiques. Ali Arslan GURKAN et Alexander SARRIS ont initié le soutien du projet de modélisation Cosimo pour la FAO.

L'assistance en recherche et la préparation de bases de données ont été fournies par Claudio CERQUILINI, Berardina FORZINETTI, John HEINE, Marco MILO et Barbara SENFTER. Les services de secrétariat ont été assurés par Rita ASHTON.

Le chapitre 2 de cette édition a été rédigé par Wyatt THOMPSON (Université du Missouri) sur la base d'analyses réalisées par les Secrétariats de l'OCDE et de la FAO, Pierre CHARLEBOIS (Agriculture and Agrifood Canada), Frank ROSE (Lewis University, anciennement CBOT) et Pat WESTHOFF (Université du Missouri)

Finalement, l'aide du directeur de l'Organisation internationale du sucre, Peter Baron, et de son équipe dans l'examen des projections de sucre est particulièrement reconnue.

Table des matières

Sigles et abréviations	7
Les perspectives en bref	9
Chapitre 1. Vue d'ensemble	13
Principales hypothèses retenues	15
Principales tendances sur les marchés des produits	17
Principales évolutions des échanges des produits agricoles	25
Perspectives d'évolution des prix mondiaux	27
Grandes questions et incertitudes	29
Enjeux pour les pouvoirs publics	31
Quelles dispositions faut-il prendre?	31
Chapitre 2. Les prix élevés actuels vont-ils se maintenir?	35
Introduction	36
Les récentes hausses des prix des denrées alimentaires vues dans un contexte historique	43
Variations des prix des récoltes et de l'huile végétale : que s'est-il passé et que va-t-il se passer?	44
Incertitudes	55
Quelle est l'importance des hypothèses des Perspectives dans la fixation des prix futurs?	57
Bilan	61
Notes	62
Annexe A. Tableaux statistiques	65
Encadrés	
2.1. Mesure de l'impact de l'augmentation du prix des matières premières sur le prix des denrées alimentaires	37
2.2. Prix sur les marchés au comptant et sur les marchés dérivés	42
2.3. Effet de la hausse des revenus sur la demande de marchandises	52
Tableaux	
1.1. Ralentissement de la croissance démographique	15
2.1. Contribution du prix des denrées alimentaires à l'inflation des prix à la consommation (pays sélectionnés)	41
2.2. Offre de blé et de céréales secondaires	45
2.3. Demande de blé et de céréales secondaires	47
2.4. Offre d'oléagineux et d'huiles végétales	48

2.5. Demande d'huiles végétales	49
2.6. Indicateurs sous forme de ratios relatifs aux marchés mondiaux des céréales secondaires, du blé et des huiles végétales	52
A.1. Hypothèses économiques	66
A.2. Prix mondiaux	68
A.3. Projections des échanges mondiaux	70
A.4. Projections mondiales de céréales	74
A.5. Projections mondiales d'oléagineux	75
A.6. Projections mondiales de viandes	76
A.7. Projections mondiales du secteur laitier (beurre et fromage)	78
A.8. Projections mondiales du secteur laitier (poudres et caséine)	79
A.9. Projections mondiales de sucre (en équivalent sucre brut)	80
A.10. Projections mondiales de biocarburants : ethanol	81
A.11. Projections mondiales de biocarburants : biodiesel	82
Graphiques	
1.1. Prix mondiaux des produits de base plus élevés en moyenne	14
1.2. Croissance généralement vigoureuse des échanges mondiaux	25
1.3. Croissance des exportations mondiales dominée par les pays en développement	26
1.4. Évolution des prix mondiaux des produits végétaux jusqu'en 2017	27
1.5. Évolution des prix mondiaux des produits animaux jusqu'en 2017	28
2.1. Évolution du prix des matières premières agricoles entre 1971 et 2007 et projections jusqu'en 2017, en USD par tonne	36
2.2. Part des dépenses alimentaires et revenu par habitant	39
2.3. Écarts par rapport aux tendances de rendement pour le blé et les céréales secondaires	46
2.4. Ratios des stocks de maïs et de blé par rapport à l'utilisation	51
2.5. Analyse d'incidence des changements sur les prix mondiaux projetés selon cinq hypothèses, différence en pourcentage par rapport aux valeurs du scénario de base, 2017	58
2.6. Simulation stochastique du prix des récoltes en 2008 et en 2017 en termes nominaux	61

Sigles et abréviations

AAGU	Accord sur l'agriculture du cycle d'Uruguay
ACP	Pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique
AIE	Agence internationale de l'énergie
ALEAUS	Accord de libre-échange Australie et États-Unis
ALENA	Accord de libre-échange nord-américain
AMAD	Base de données sur l'accès aux marchés agricoles
BTL	Carburant de synthèse
CAFTA	Accord de libre-échange de l'Amérique centrale
CCC	Commodity Credit Corporation
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEI	Communauté des États indépendants
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
CO₂	Dioxyde de carbone
CRP	Programme de mise en réserve des terres fragiles des États-Unis
DBES	Régime d'exportation fondé sur la date
DCP	Dépenses de la consommation privée
E85	Mélange de carburants contenant 85 % de biocarburant en volume
ECOWAP	West Africa Regional Agricultural Policy
Epc	Équivalent poids carcasse
ERS	Service de recherche économique (ERS) de l'USDA
ESB	Encéphalite spongiforme bovine
ESP	Estimation du soutien aux producteurs
Est	Estimation
EU	États-unis d'Amérique
FAB	Franco à bord (prix à l'exportation)
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FMD	Fièvre aphteuse
FSRI Act	Loi sur la sécurité agricole et l'investissement rural de 2002 (États-Unis)
G10	Groupe de 10 pays (voir glossaire)
G20	Groupe de 20 pays en développement (voir glossaire)
GES	Émission de gaz à effets de serre
IPC	Indice des prix à la consommation
Kt	Milliers de tonnes
La Niña	Conditions climatiques associées à la température des principaux courants marins
LICONZA	Leche Industrializada
MERCOSUR	Accord multilatéral sur les échanges des pays du Sud
Mha	Millions d'hectare
Mn	Millions
Mt	Millions de tonnes
MTBE	Méthyl tertio-butyl-éther
NPF	Nation la plus favorisée
nv-MCJ	Nouvelle variante de la maladie de Creutzfeldt-Jakob

OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OCM	Organisation commune des marchés du sucre (UE)
OGM	Organisme génétiquement modifié
OIE	Office international des épizooties
OMC	Organisation mondiale du commerce
ONU	Organisation des Nations Unies
PAC	Politique agricole commune
Pac	Prêt à cuire
Pad	Poids au détail
Pcp	Poids carcasse parée
PIB	Produit intérieur brut
PMA	Pays les moins avancés
Pp	Poids produit
PPA	Parité de pouvoir d'achat
PROCAMPO	Programme mexicain de soutien direct aux agriculteurs
Pv	Poids vif
R-D	Recherche et développement
RFS	Normes sur les carburants renouvelables aux États-Unis, faisant partie de la loi de 2005 sur la politique de l'énergie
SDRP	Syndrome dysgénésique et respiratoire du porc
SEAC	UK Spongiform Encephalopathy Advisory Committee
SH	Système harmonisé de codage et de description des produits
SHTF	Isoglucose
SPM	Soutien des prix du marché
SPS	Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires
T/ha	Tonnes par hectare
TEC	Tarif extérieur commun
TSA	Tout sauf les armes
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
UE	Union européenne
UE-10	Les dix nouveaux membres de l'UE à dater de mai 2004
UE-15	Les quinze États membres de l'UE
UE-27	Les 27 États membres de l'UE (incluant Bulgarie et Roumanie à partir de 2007)
UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine
USDA	Ministère de l'Agriculture des États-Unis

Symboles

ARS	Peso argentin	kg	kilogramme
AUD	Dollar australien	KRW	Won coréen
BRL	Réal (Brésil)	l	litre
CAD	Dollar canadien	MXN	Peso mexicain
CNY	Yuan chinois	Mt	millions de tonnes
esb	équivalent sucre brut	NZD	Dollar néo-zélandais
EUR	Euro (Europe)	p.a.	Per annum
Ha	Hectare	RUR	Rouble russe
Hltr	Hectolitre	THB	Baht thaïlandaise
IDR	Roupie indonésienne	USD	Dollar des États-Unis
INR	Roupie indienne	ZAR	Rand d'Afrique du Sud
JPY	Yen japonais		

LES PERSPECTIVES EN BREF

- Les prix de référence mondiaux en termes nominaux de la plupart des produits agricoles visés ici ont atteint ou dépassé les niveaux record antérieurs, du moins en termes nominaux (voir graphique 2.1). Cette situation ne durera pas, et les prix sont appelés à descendre progressivement, étant donné le caractère ponctuel de certains des facteurs en cause dans les envolées récentes. Toutefois, il y a tout lieu d'ajouter désormais des facteurs permanents qui vont contribuer à maintenir les prix à des niveaux plus élevés en moyenne que dans le passé et à atténuer la tendance longue à la baisse en termes réels. Que ces facteurs aient un caractère ponctuel ou permanent, les dispositions prises pour faire évoluer l'agriculture et combattre la faim et la pauvreté doivent en tenir compte.
- La hausse spectaculaire des prix observée depuis 2005/06 tient en partie à des conditions météorologiques défavorables dans les grandes régions de production céréalière de la planète, dont les retombées se sont fait sentir sur les cultures et les activités d'élevage qui se disputent les mêmes terres. Dans un contexte où les stocks mondiaux sont peu abondants, ces rebondissements suffisent à eux seuls pour déclencher de fortes réactions en termes de prix. Ils n'ont rien de nouveau; en pareil cas dans le passé, les prix sont redescendus parallèlement au retour à des conditions plus normales et l'offre a fini par suivre. Il n'y a pas de raison de croire ici que ce schéma ne se reproduira pas dans les années à venir.
- Toutefois, lorsqu'ils auront baissé par rapport aux niveaux record actuels, les prix resteront, en moyenne, plus élevés à moyen terme que pendant la décennie écoulée. Mais les déterminants de l'offre de produits agricoles (les gains de productivité, pour l'essentiel) finiront par l'emporter sur ceux qui sous-tendent la progression de la demande, liée aussi bien à l'alimentation humaine et animale qu'à des utilisations industrielles, à commencer par la production de biocarburants. En conséquence, les prix se réorienteront à la baisse en termes réels, de façon cependant moins marquée peut-être que dans le passé (voir Vue d'ensemble, graphiques 1.1, 1.4 et 1.5).
- Du côté de l'offre, l'augmentation ininterrompue des rendements devrait jouer un rôle plus important pour l'offre de produits végétaux que les nouvelles superficies mises en culture. La lente progression des rendements dans la production laitière et animale favorise aussi la croissance de la production de lait et de viande. La présente édition des Perspectives table notamment, entre autres hypothèses clés, sur un certain raffermissement du dollar par rapport à la plupart des monnaies. Dans les pays concernés, une telle évolution renforcera les incitations intérieures liées aux prix dans le sens d'une augmentation de la production. Ensemble, ces facteurs soutiennent la croissance de la production agricole mondiale, bien que l'élan soit en partie freiné par l'effet de réduction de l'offre provoqué par les prix élevés du pétrole qui font grimper les coûts de production.
- Du côté de la demande, la modification des pratiques alimentaires, l'urbanisation, l'essor économique et la croissance démographique dynamisent la demande de produits d'alimentation humaine et animale dans les pays en développement. Globalement, et en termes absolus, l'alimentation humaine et animale demeurent les principaux moteurs de croissance en agriculture. Mais entre aussi désormais en ligne de compte la demande, en augmentation rapide, de matières premières agricoles destinées à un secteur bioénergétique porteur. Bien qu'elle soit moins forte que la progression des utilisations liées à l'alimentation humaine et animale, la demande de biocarburants est le principal élément nouveau sur des décennies et explique pour une grande part la montée des prix des produits agricoles.
- Compte tenu de ces facteurs en jeu dans l'offre et la demande, les Perspectives tendent à montrer qu'à moyen terme, les prix des produits de base – en termes nominaux – dépasseront en moyenne les niveaux qui ont prévalu pendant les dix années écoulées. Par rapport à la moyenne observée entre 1998 et 2007, les projections de prix pour la période 2008-2017 indiquent une augmentation de 20 % environ pour la viande bovine et porcine, de quelque 30 % pour le sucre brut et le sucre blanc, de 40 à 60 % pour le blé, le maïs et le lait écrémé en poudre, de plus de 60 % pour le beurre et les graines oléagineuses et de plus de 80 % pour les huiles végétales. Sur la période des Perspectives, le mouvement de baisse des prix reprendra en termes réels, à un rythme cependant plus lent. Toutefois, les impacts des différents éléments d'offre et de demande sur les prix continueront vraisemblablement de différer d'un produit agricole à l'autre.

- Par ailleurs, les prix pourraient aussi être plus instables que dans le passé : les niveaux des stocks ne devraient pas sensiblement remonter durant la période visée par les Perspectives; la demande est de moins en moins sensible aux fluctuations des prix à la ferme à mesure que la part des produits de base diminue dans la facture alimentaire finale et que la demande industrielle augmente; les conditions météorologiques et l'offre de produits agricoles pourraient devenir plus variables en raison du changement climatique; et des fonds d'investissement non commerciaux, à caractère spéculatif, opèrent sur les marchés à terme agricoles ou s'en retirent en fonction des perspectives de profit.
- Dans ce contexte général, l'épicentre de la production agricole mondiale continuera de se déplacer des pays de l'OCDE vers les pays en développement. Ces derniers affichent une progression plus rapide de la consommation et de la production pour tous les produits à l'exception du blé. À l'horizon 2017, ils devraient arriver en tête pour la production et la consommation de la plupart des produits de base, sauf les céréales secondaires, le fromage et le lait écrémé en poudre.
- Des rééquilibres correspondants se produisent aussi dans les courants d'échanges mondiaux. Les importations progressent surtout dans les pays en développement, et une part grandissante des volumes supplémentaires vient d'autres pays émergents et en développement. L'essor des exportations à partir des pays en développement est plus marqué, et parfois de beaucoup, pour la quasi-totalité des produits. Toutefois, bien que les pays de l'OCDE voient diminuer leur part dans les exportations mondiales, ils restent en tête pour le blé, les céréales secondaires, la viande porcine et tous les produits laitiers.
- Les prix élevés se traduisent par des gagnants et des perdants. Ils s'avèrent bénéfiques pour beaucoup de producteurs agricoles, dans les pays développés comme dans les pays en développement. Cependant, bon nombre d'agriculteurs des pays en développement ne sont pas reliés aux marchés, et ne tireront guère d'avantages, voire aucun, de la montée actuelle des prix. Pour les pauvres, en particulier dans les zones urbaines des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires, la situation va s'aggraver. Dans bien des pays à faible revenu, la nourriture représente en moyenne plus de 50 % du budget et le haut niveau de prix qui ressort de la présente édition des *Perspectives* entraînera davantage de personnes dans la malnutrition.
- Pour les pays les moins avancés, en particulier les pays à déficit alimentaire, les projections indiquent donc une vulnérabilité accrue et des approvisionnements alimentaires aléatoires dans une période caractérisée par la cherté des produits de base et une grande instabilité des prix. D'où la nécessité de développer leurs capacités d'approvisionnement intérieur, en améliorant l'environnement général dans lequel l'agriculture fonctionne par l'amélioration des systèmes de gouvernance et administratifs, des investissements dans les services d'éducation, de formation et de vulgarisation, des activités de recherche-développement et l'infrastructure physique. Outre ces solutions à long terme, il importe à court terme que le commerce des produits de base contribue efficacement à répartir les approvisionnements disponibles.
- Les Perspectives se fondent sur une hypothèse de politiques agricoles et commerciales inchangées. L'évolution effective des prix des produits agricoles et des denrées alimentaires dépend cependant largement des grandes orientations à venir. Dans ce contexte, une augmentation de l'aide humanitaire s'impose pour réduire les incidences négatives des hauts niveaux de prix sur les plus démunis, et serait possible selon des modalités dépourvues d'impact notable sur les marchés.
- En revanche, des mesures restrictives telles que les taxes et embargos sur les exportations ne seraient pas sans effet à cet égard. Elles peuvent apporter provisoirement un certain répit aux consommateurs des pays concernés, mais en fait, elles sont supportées par les producteurs nationaux et limitent la réactivité de l'offre, tout en contribuant aux incertitudes qui entourent les marchés mondiaux des produits de base. Parallèlement, la protection conférée aux producteurs de denrées agricoles par des mesures aux frontières pèse sur les consommateurs du pays; elle limite en outre les possibilités de croissance à l'étranger pour les producteurs, en compromettant une augmentation de l'offre agricole mondiale éminemment souhaitable.

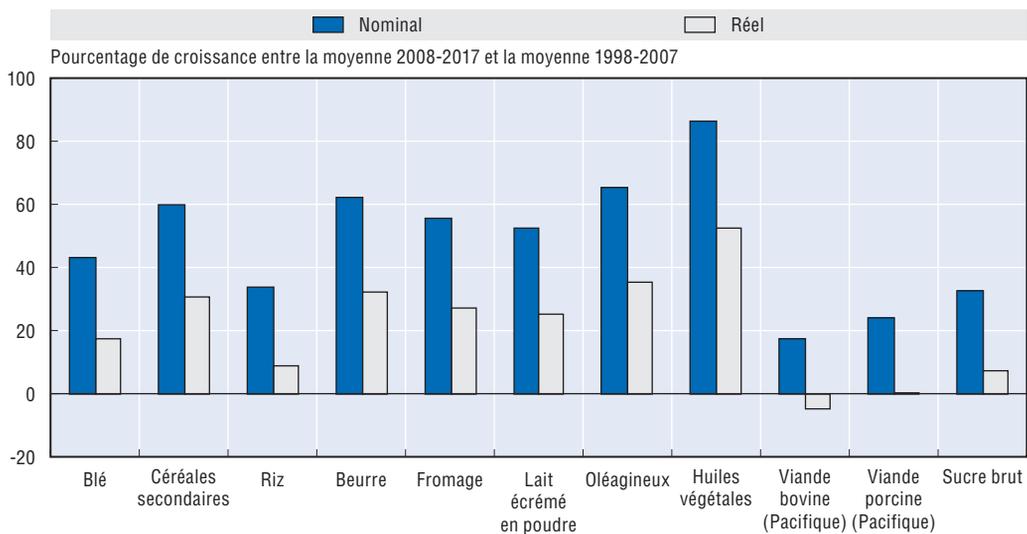
- Le soutien public, ainsi que l'évolution des prix du pétrole, influenceront grandement à l'avenir sur la demande de biocarburants issus de matières premières agricoles. A ce propos, ni la nouvelle loi des États-Unis 'Energy Independence and Security Act', ni les propositions pour une nouvelle directive de l'UE sur la bioénergie n'ont été prises en compte. Des changements intervenant sur l'un ou l'autre facteur ou de nouveaux progrès technologiques pourraient également avoir des conséquences pour les projections de prix des produits agricoles, de même que pour le potentiel mobilisable à des fins d'alimentation humaine et animale. Dans ce rapport, sur l'horizon des Perspectives, il n'est pas prévu que les biocarburants de seconde génération soient produits sur une base commerciale.
- Enfin, à plus long terme, l'offre agricole est confrontée à des incertitudes et à des obstacles quant à la superficie des nouvelles terres susceptibles d'être mises en culture. Des investissements publics et privés dans l'innovation et l'accroissement de la productivité agricole, en particulier dans les pays en développement, amélioreraient considérablement les Perspectives en contribuant à élargir la base de production et diminueraient le risque de nouvelles variations brutales des prix des produits de base.
- La présente édition des Perspectives s'inscrit dans un contexte marqué par une instabilité croissante des marchés financiers, une plus forte inflation des prix alimentaires, des signes d'affaiblissement de la croissance économique mondiale et des inquiétudes quant à la sécurité alimentaire. Bien que les projections pour les marchés des matières premières agricoles aient toujours été soumises à un certain nombre d'incertitudes, ces dernières ont pris encore plus d'importance dans l'édition de cette année

Chapitre 1

Vue d'ensemble

La présente édition des *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO* s'inscrit dans un contexte où les prix de référence mondiaux de la plupart des produits agricoles considérés atteignent ou dépassent les niveaux record antérieurs, du moins en termes nominaux. Si certaines des causes sous-jacentes ont un caractère ponctuel, il y a tout lieu d'ajouter désormais des facteurs permanents qui vont contribuer à maintenir les prix à des niveaux plus élevés en moyenne que dans le passé (graphique 1.1).

Graphique 1.1. **Prix mondiaux des produits de base plus élevés en moyenne**



Source : Secrétariats de l'OCDE et de la FAO.

Les *Perspectives* tendent à montrer que l'épicentre de la production, de la consommation et des échanges agricoles continuera de se déplacer peu à peu des pays de l'OCDE vers les pays en développement. Cette évolution a pour toile de fond des prix sans précédent pour la quasi-totalité des produits agricoles au début de la période visée. Il ressort des *Perspectives* que les niveaux de prix actuels peuvent s'expliquer à la fois par des causes ponctuelles et par des facteurs permanents. Selon toute vraisemblance, les facteurs permanents détermineront une orientation structurelle à la hausse des prix réels des produits agricoles. Mais à partir de ces niveaux moyens bien plus élevés parfois que dans la décennie écoulée, les prix réels vont recommencer à baisser, à un rythme cependant plus régulier que dans le passé.

La situation envisagée ici se réfère à des hypothèses telles que la poursuite de la croissance économique dans le monde entier, le prix élevé du pétrole brut, des taux de change réels constants et des politiques inchangées. On suppose que les marchés ne sont pas touchés par des conditions météorologiques « anormales », et les éventuels effets du changement climatique et des pénuries d'eau n'entrent pas en ligne de compte. En cas d'écarts par rapport à ces paramètres supposés, les marchés pourraient se comporter très différemment.

Principales hypothèses retenues

Une croissance économique et démographique plus faible mais qui continue de sous-tendre la demande

L'activité économique est en perte de vitesse au début de la période couverte par les *Perspectives*, notamment aux États-Unis, première puissance économique mondiale. Ce ralentissement, également observé ailleurs dans la zone OCDE, contraste avec le maintien d'une conjoncture plutôt bonne dans d'autres parties du monde. Dans ces conditions, les perspectives de croissance à court et long terme dépassent à peine 2 % (moyenne annuelle) pour les pays de l'OCDE. D'après les projections, la vigueur de l'activité dans les principales économies émergentes demeurera un moteur essentiel de l'expansion économique mondiale à court terme. À moyen et long terme, une faible décélération est à prévoir. La Chine et l'Inde resteront à la pointe parmi les pays en développement, fortes de l'essor du marché et de la croissance du PIB qui devraient aller de pair avec le processus d'intégration dans l'économie mondiale et les échanges internationaux.

La dynamique des populations conditionne largement l'évolution future de la situation économique mondiale, en agissant directement sur la demande de produits agricoles. La croissance démographique va diminuer au cours de la prochaine décennie, par rapport aux dix années écoulées, pour descendre à 1.1 % par an en moyenne, et la planète devrait compter approximativement 7.4 milliards d'habitants en 2017. La progression la plus rapide est attendue en Afrique (plus de 2 % par an en moyenne), tandis que la tendance devrait être fondamentalement à la stabilisation en Europe durant la décennie à venir (tableau 1.1).

Tableau 1.1. **Ralentissement de la croissance démographique**

Croissance annuelle moyenne sur 10 ans, en pourcentage

	Population	
	1998-2007	2008-2017
Monde	1.23	1.12
Afrique	2.37	2.21
Amérique latine et Caraïbes	1.28	1.14
Amérique du Nord	1.01	0.88
Europe	0.30	0.10
Asie et Pacifique	1.27	1.11
Pays d'Océanie développés	1.18	0.92

Note : Croissance annuelle moyenne : taux de croissance des moindres carrés.

Source : *Perspectives de la population mondiale des Nations Unies* (révision 2006).

Pas de grande poussée inflationniste, même si les prix du pétrole se maintiennent à un niveau élevé

Malgré la flambée récente des prix alimentaires, la poursuite de la croissance mondiale et l'essor des échanges internationaux, le niveau général des prix est resté plutôt stable dans bien des pays. Cette situation va dans le sens des prévisions indiquant une inflation faible dans les pays de l'OCDE à plus long terme. Mesurée par le déflateur des dépenses de consommation des ménages, l'inflation se maintiendra à un niveau peu élevé durant la décennie à venir. Pour les pays de l'OCDE dans leur ensemble, on suppose qu'elle sera toute juste supérieure à 2 % par an. Une forte inflation des prix à la consommation continuera de sévir dans certains pays émergents et en développement, notamment dans

la Fédération de Russie et en Inde, à des niveaux dépassant 5 % par an. L'inflation russe devrait néanmoins être ramenée à moins de la moitié du taux atteint durant la période 2005-07. Une baisse sensible est prévue aussi en Argentine, l'inflation descendant au-dessous de 5 % par an.

L'hypothèse concernant les prix mondiaux du pétrole qui sous-tend la présente édition des *Perspectives agricoles* reprend celle des *Perspectives économiques de l'OCDE* n° 82 (décembre 2007). Elle suppose une lente progression au cours de la période considérée, de 90 USD le baril en 2008 à 104 USD en 2017. Cela n'exclut pas la possibilité de variations substantielles autour de ces niveaux au cours de la période ou d'une année. Or l'avenir des cours du pétrole constitue ici un facteur d'incertitude important. Selon certains analystes, la cherté du pétrole devrait ralentir la demande, et en faire tôt ou tard baisser le prix. D'autres font valoir l'inélasticité relative, à court terme, de la consommation, de la production et des capacités de transformation, ce qui maintient les prix à un haut niveau, voire les élève encore. Les *Perspectives agricoles* se réfèrent cette année au scénario de prix élevés. La pression sur les prix du pétrole perdure jusqu'à présent car les tensions géopolitiques se conjuguent aux problèmes de capacités de transformation pour maintenir l'offre globale des principaux pays producteurs de pétrole au-dessous de la demande effective.

La situation reste propice à un essor continu de la production de biocarburants

Pour la première fois, les *Perspectives* incluent explicitement des projections concernant l'offre, la demande, les échanges et les prix pour l'éthanol et le biodiesel issus de matières premières agricoles. Les principaux ressorts d'une croissance ultérieure de la production de biocarburants sont les prix élevés du pétrole brut et le maintien d'un soutien public, en particulier dans les pays de l'OCDE. Toutefois, les dernières évolutions en date des politiques bioénergétiques de l'UE et des États-Unis ne sont pas prises en considération. Le passage éventuel à d'autres technologies de production n'entre pas non plus dans les projections et les évaluations des effets sur les marchés des produits de base. De tels changements modifieraient les caractéristiques économiques de la production de biocarburants et influeraient sur les performances des marchés et les résultats commerciaux.

Le dollar des États-Unis devrait se raffermir par rapport à la plupart des monnaies

Dans l'hypothèse de taux de change réels constants, les différentiels d'inflation vis-à-vis des États-Unis sont le principal déterminant des projections concernant les taux de change pour la période considérée. Cela suppose un raffermissement du dollar des États-Unis (USD) par rapport à la plupart des monnaies, même si, aujourd'hui, un nouvel affaiblissement semble plutôt s'annoncer à court terme. Tout au long de la période visée par les *Perspectives*, le taux de change euro/USD reste stable d'après les projections. Toutefois, les niveaux d'inflation étant très bas au Japon par rapport aux États-Unis, une nouvelle appréciation du yen est attendue. Les monnaies de pays à forte croissance/inflation, comme le Brésil, l'Inde, la Turquie et l'Afrique du Sud, vont plus particulièrement baisser à moyen terme.

Les Perspectives correspondent aux politiques en vigueur début 2008

Les politiques agricoles et commerciales jouent un rôle important sur les marchés nationaux et internationaux des produits de base et des denrées alimentaires. Tandis que les politiques agricoles sont de plus en plus découplées des décisions de production, les

mesures applicables dans d'autres domaines, tels par exemple ceux de l'énergie, l'environnement et le développement rural, ont un impact grandissant sur le secteur agroalimentaire. Les interventions modifient la composition et les niveaux de la production et de la consommation, non sans provoquer (ou parfois corriger) des distorsions du marché et influencer sur les prix. La réactivité des prix tend à devenir plus marquée du côté de l'offre du fait des réformes en cours dans certains pays de l'OCDE. En outre, l'élasticité relative de l'offre et de la demande dans un nombre croissant de pays en développement, dont la part augmente dans les échanges mondiaux, facilite les ajustements sur les marchés agricoles. Comme auparavant, la présente édition des *Perspectives* table sur des politiques inchangées d'ici à 2017. Autrement dit, les changements que pourraient notamment entraîner la nouvelle loi agricole des États-Unis, qui remplace la loi sur la sécurité agricole et l'investissement rural (FSRI), le « bilan de santé » de la politique agricole commune (PAC) de l'UE ou l'aboutissement des négociations du cycle de Doha, ne sont pas pris en considération. De plus, ni la nouvelle loi des États-Unis 'Energy Independence and Security Act', ni les propositions pour une nouvelle directive de l'UE sur la bioénergie n'ont été prises en compte. Toutefois, il est tenu compte de la récente augmentation des taxes sur les exportations en Argentine.

Principales tendances sur les marchés des produits

Les marchés céréaliers vont rester tendus

Malgré le chiffre record atteint par les cultures de blé et de céréales secondaires durant la campagne 2007/08 et une augmentation modérée mais constante de la production dans les années à venir, les marchés céréaliers devraient rester tendus jusqu'en 2017. La forte demande de maïs suscitée par l'essor rapide du secteur de l'éthanol aux États-Unis a profondément transformé le marché des céréales secondaires. À l'horizon 2017, 40 % des cultures de maïs du pays pourraient être destinées à la production d'énergie. La croissance de l'industrie de l'éthanol de céréales, surtout en Amérique du Nord et en Europe, de même que les besoins grandissants d'aliments pour des activités d'élevage florissantes, vont sans doute peser encore davantage sur des stocks qui sont déjà descendus à des niveaux critiques, de même que sur le ratio stocks-consommation, durant la période couverte par les *Perspectives*.

En raison des bas niveaux des stocks et des prix élevés, il y aura des incitations à consacrer davantage de terres aux cultures céréalières. Indépendamment de la reprise prévue de la production après la sécheresse qui a frappé l'Australie, plusieurs facteurs pourraient faire progresser la superficie céréalière totale. Il devrait y avoir notamment un changement d'affectation des terres dans les principales zones de production de l'OCDE, notamment au Canada, aux États-Unis ou dans l'UE. De plus, en 2008 il n'y aura pas de jachère dans l'UE. Enfin, de nouvelles terres seront mises en culture, surtout en Amérique latine, en Afrique subsaharienne et dans les pays de la Communauté des États indépendants (CEI). Toutefois, de façon générale, les possibilités d'exploitation de nouvelles terres arables seront limitées dans bien des pays, tandis que les terres et les ressources feront l'objet d'une concurrence toujours plus vive entre les céréales et les oléagineux, les cultures les plus rentables tendant à l'emporter. En conséquence, au-delà des premières années de la période couverte par les *Perspectives*, la croissance de la production céréalière mondiale devrait être imputable pour l'essentiel à des gains de productivité, même s'il ne faut pas s'attendre à une augmentation des rendements comparable à celle de la décennie précédente.

Les échanges de céréales atteindront de nouveaux sommets

Les exportations de blé sont restées moroses ces dernières années, compte tenu des conditions météorologiques défavorables dans plusieurs pays clés, notamment en Australie, et d'une série de mauvaises récoltes dans l'UE. Globalement, il est prévu que les échanges de céréales progresseront en moyenne de près de 1 % par an durant la période couverte par les *Perspectives*. L'Australie devrait revenir au deuxième rang des principaux exportateurs de blé, après les États-Unis. En ce qui concerne les céréales secondaires, le redressement des exportateurs traditionnels s'accompagnera d'un nouvel essor des exportations à partir de l'Ukraine.

Les pays en développement continueront d'entretenir la demande mondiale de blé, en particulier ceux d'Asie du Sud et de l'Est, de même que le Nigeria et l'Égypte. L'Arabie Saoudite devrait aussi prendre place parmi les grands importateurs en raison d'un changement récent de politique visant à supprimer progressivement les fortes subventions à la production. Les projections indiquent une augmentation des exportations en provenance des pays de l'OCDE, mais ce sont surtout les expéditions plus importantes de pays émergents et en développement, en particulier l'Ukraine et l'Argentine, qui répondront à l'accroissement de la demande d'importations. La hausse du revenu par habitant et l'essor des marchés de produits alimentaires expliquent la progression de la demande globale, plus rapide que celle des capacités de production intérieures. Toutefois, de façon plus générale, l'augmentation de la consommation de blé par habitant devrait rester faible, voire diminuer, notamment en Chine, car les produits transformés à plus forte valeur ajoutée gagnent peu à peu du terrain dans l'alimentation du fait de la forte hausse des revenus. L'augmentation de la demande internationale de céréales secondaires correspondra essentiellement à la demande croissante d'aliments du bétail émanant d'un secteur de l'élevage en plein essor dans les économies en développement. Les volumes importés par ce groupe de pays devraient être portés à 94 millions de tonnes, soit près de 75 % du total mondial, contre moins de 70 % durant la période de référence.

Les gains de productivité soutiennent l'offre de riz

La production mondiale de riz pourrait faire un bond de l'ordre de 10 % d'ici à la fin de la période couverte par les *Perspectives*, favorisé par des récoltes plus abondantes dans les pays d'Asie du Sud et du Sud-Est. Cet essor global de la production occulte la diminution attendue des superficies exploitées, particulièrement marquée à partir de 2011/2012, l'espace rizicole tendant à régresser dans les pays asiatiques à mesure que s'intensifie la course aux terres, convoitées pour d'autres cultures et pour des affectations non agricoles, à l'eau et à la main-d'œuvre. Une diminution des superficies consacrées au riz est également prévue dans les pays développés d'ici à 2017/2018, principalement sous l'effet des dispositions prises au Japon et dans le cadre de l'UE. Grâce à la diffusion de variétés améliorées et de pratiques de production plus satisfaisantes, l'augmentation des rendements sera plus déterminante pour le secteur durant la prochaine décennie, et devrait l'emporter sur la croissance observée au cours des dix années précédentes.

Le riz reste un produit alimentaire de base, qui s'est largement imposé en dehors de l'Asie. Cependant, la hausse rapide des revenus et la diversification de l'alimentation aidant, il faut s'attendre, surtout en Asie, à une baisse de la consommation par habitant. En revanche, le riz devrait prendre une plus grande importance dans l'alimentation en Afrique, la consommation par habitant passant de 22 kg à plus de 24 kg dans les dix années à venir. Rapportés à la production mondiale, les échanges internationaux de riz devraient

légèrement diminuer, signe d'une moindre dépendance à l'égard du marché mondial qui correspond au rétablissement dans plusieurs pays de politiques d'autosuffisance plus rigoureuses concernant le riz. Pour l'essentiel, l'essor des importations mondiales viendra d'une progression de la demande en Afrique et en Asie, et la Thaïlande représentera d'après les prévisions un tiers environ de la totalité des exportations de riz. La tendance à la baisse des stocks mondiaux de riz pourrait s'inverser au cours de la période visée ici, car les inquiétudes suscitées récemment par la disponibilité de l'offre et l'instabilité des prix amènent à reconstituer les réserves dans certains pays.

Une forte demande dynamise la filière oléagineuse

L'expansion de la production animale mondiale continuera de dynamiser la consommation de farines protéiques dérivées des oléagineux, en faisant la part belle aux pays non membres de l'OCDE. Par rapport à la période de référence 2005-07, la consommation de tourteaux d'oléagineux dans le monde en développement enregistrera d'ici à 2017 une progression de près de 50 %, dont la Chine représentera à elle seule la moitié environ, compte tenu de ses activités d'élevage florissantes. Tandis que l'UE devrait rester en tête des importateurs de tourteaux d'oléagineux, elle deviendra vraisemblablement moins tributaire des importations car une proportion grandissante des farines protéiques utilisées dans la région proviendra de graines oléagineuses produites et triturées sur place, à commencer par les tourteaux de colza.

Nonobstant ce qui précède, les projections indiquent que la trituration des oléagineux sera entraînée à l'échelle mondiale principalement par la demande d'huiles végétales. Soutenues en grande partie par l'élévation des revenus, les huiles végétales tirées des graines oléagineuses et des palmiers à huile continueront d'afficher la progression la plus rapide, en terme de consommation, parmi les produits visés par les *Perspectives*. La croissance de la demande correspond pour l'essentiel à des utilisations alimentaires, mais les obligations en matière de bioénergies vont jouer un rôle de plus en plus important. D'ici à 2017, par rapport à la période de référence 2005-07, la demande dérivée d'huiles végétales destinées à la production de biodiesel pourrait faire un bond de 14.3 millions de tonnes, soit un tiers environ de l'augmentation totale de la consommation globale d'huiles végétales. L'utilisation d'huiles végétales à des fins bioénergétiques devrait fortement progresser, non sans modifier peut-être les courants d'échanges et la composition de l'alimentation dans certains pays, en fonction des politiques en vigueur. Cette remarque vaut particulièrement pour l'UE, où la production bioénergétique a été surtout axée sur l'utilisation d'huile de colza et pourrait représenter en 2017 plus de 8 % de la consommation mondiale d'huiles végétales, et 41 % de la consommation intérieure. Par ailleurs, la production de biodiesel est appelée à se développer dans plusieurs autres pays, notamment au Canada et en Australie. Cette nouvelle industrie mettra à contribution la production intérieure d'huile de palme en Indonésie et en Malaisie et d'huile de soja au Brésil, au détriment de l'exportation d'huiles végétales ou d'oléagineux à partir de ces pays.

Parallèlement à l'essor rapide des utilisations liées à l'alimentation du bétail, les biocarburants semble devoir jouer un rôle plus déterminant à long terme dans la filière oléagineuse mondiale, à la fois directement, par la demande d'huiles végétales entrant dans la production de biodiesel, et indirectement, car la demande accrue de céréales destinées à la production d'éthanol influe sur les prix relatifs des oléagineux, si bien que les terres arables font l'objet d'une concurrence entre cultures, en particulier aux États-Unis. En outre, le maïs étant relativement moins abondant, la part des tourteaux

d'oléagineux dans le total des aliments pour animaux devrait augmenter pendant la période couverte par les *Perspectives*.

L'élan donné par des prix relatifs élevés, ainsi que par le remplacement de cultures concurrentes, la conversion de pâturages et l'exploitation de nouvelles terres arables, pourrait faire progresser la production mondiale d'oléagineux de 28 % d'ici à 2017 par rapport à la période de référence. L'expansion prévue tendra à se concentrer au Brésil, dans les pays de l'UE et en Argentine. Grâce à un système de différentiel des taxes à l'exportation, l'Argentine est appelée à confirmer sa position de plate-forme régionale en matière de trituration des oléagineux, même si le développement de ses capacités intérieures ralentit. Elle devrait s'imposer comme centre mondial pour les expéditions de tourteaux et d'huile de soja, sur fond de croissance de la demande globale d'importations. La Chine continue d'importer des graines oléagineuses et à les triturer sur place pour récupérer la valeur ajoutée par la transformation en farine protéique et en huile végétale. La croissance de la consommation allant en diminuant, l'industrie chinoise de la trituration devrait connaître une progression moyenne de 3.5 % par an, contre 8.5 % par an durant la décennie précédente. En 2017, la Chine se situera au deuxième rang mondial pour l'importation de tourteaux d'oléagineux et d'huiles végétales, après l'UE, et aura confirmé sa position de principal importateur de graines oléagineuses. La part du Brésil dans les exportations mondiales de graines oléagineuses devrait passer de 30 % en 2008 à près de 40 % en 2017, et placer ainsi ce pays en tête, bien avant les États-Unis.

La croissance soutenue de la consommation et les réformes pourraient resserrer quelque peu les marchés du sucre

Le Brésil est, et restera, le plus grand producteur et exportateur de sucre et d'éthanol au monde, tout en se maintenant au cœur du processus international de détermination des prix du sucre. Compte tenu de la progression des véhicules à carburant modulable dans le parc automobile privé brésilien durant la période couverte par les *Perspectives*, la demande dérivée d'éthanol à base de canne à sucre devrait monter en flèche, surtout dans le contexte prévu de prix élevés du pétrole brut. Par conséquent, d'après les projections, la part des cultures de canne à sucre destinée à la production d'éthanol passera de 51 % en moyenne pendant la période 2005-07 à 66 % en 2017/2018. Néanmoins, cette évolution ne devrait pas limiter outre mesure la quantité de canne disponible pour la production et les exportations de sucre, car la production brésilienne de canne à sucre devrait augmenter de plus de 75 % d'ici à 2017 par rapport à la période de référence. Cependant, en raison d'une demande intérieure et internationale soutenue, les prix du sucre tendront à se raffermir au cours de la période considérée.

En ce qui concerne l'éthanol, plusieurs autres pays producteurs de sucre s'attachent actuellement à lancer, ou à redynamiser, des programmes axés sur les énergies renouvelables, notamment l'UE, le Japon, la Malaisie, l'Indonésie, l'Inde, l'Afrique du Sud, la Colombie et les Philippines, visant en particulier le secteur des carburants. La plupart des programmes qui se mettent en place pour l'éthanol devraient toutefois utiliser la mélasse ou la fécule comme matières premières, de préférence au jus de canne brut. La mélasse étant un sous-produit des opérations de raffinage du sucre, la production d'éthanol à base de molasse ne devrait pas trop nuire à la production sucrière dans ces pays, et pourrait même susciter un nouvel accroissement de la production de canne et de sucre. En outre, dans certaines régions, telles que l'UE, certaines cultures sucrières (betterave industrielle) sont spécialement programmées et développées à des fins non alimentaires telles que la production de bioéthanol.

À la suite de la réforme de son régime sucrier, l'UE va logiquement réduire la production, parallèlement à une augmentation des importations et à l'application des règles de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) aux exportations subventionnées, et pourrait tôt ou tard devenir le principal importateur mondial de sucre. Le total des importations de sucre réalisées par l'UE devrait nettement augmenter d'ici à 2017/18, surtout sous l'effet des exportations préférentielles en provenance des pays les moins avancés (PMA), dans le cadre de l'initiative Tout sauf les armes (TSA), et des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP). Toutefois, le niveau des importations préférentielles de l'UE à partir des pays ACP reste entaché d'une grande incertitude. Les exportations de sucre mexicain vers le marché des États-Unis, où les prix sont plus élevés, devraient progresser après la suppression des droits et restrictions, conformément à l'ALENA, à dater du 1^{er} janvier 2008. Compte tenu des livraisons en provenance de pays tiers et du Mexique, les achats des États-Unis pourraient dépasser le volume d'importations au-delà duquel cessent de s'appliquer les quotas de commercialisation fixés par la loi sur la sécurité agricole et l'investissement rural (loi FSRI) de 2002, pour toutes les années de la période couverte par les *Perspectives*. Sans doute faudra-t-il procéder à des achats publics de stocks (via la Commodity Credit Corporation, CCC) chaque année jusqu'en 2017/18, à un prix fixé en fonction du taux de prêt conformément au système de soutien des États-Unis, les prix intérieurs du sucre étant ramenés au niveau minimum du taux accordé.

L'augmentation de la production et de la consommation de sucre pendant la période visée est presque entièrement imputable aux pays en développement, où elle s'explique par la rapidité de la croissance démographique et la hausse des revenus. L'Inde et la Chine arrivent en tête dans l'essor de la consommation mondiale. En Chine, la demande de sucre avance à grands pas depuis le début de la décennie, par rapport à des niveaux de consommation par habitant relativement bas jusqu'alors. Les édulcorants artificiels étant plus rigoureusement encadrés, la consommation chinoise de sucre va augmenter de 2.5 % par an, ce qui suppose des importations au-delà du contingent tarifaire de 1.95 million de tonnes à partir de 2008.

En dépit de l'augmentation du coût des aliments du bétail, la production de viande continue de progresser

Sur fond de coûts élevés des aliments du bétail, de marges bénéficiaires faibles et de concurrence pour les ressources en terres, les perspectives générales concernant la viande indiquent une progression notable de la production et de la consommation dans les pays en développement et des caractéristiques d'évolution plus stables sur les marchés de l'OCDE arrivés à maturité; mais dans l'ensemble, la croissance devrait marquer le pas par rapport à la décennie écoulée.

Durant la période visée par les *Perspectives*, la production mondiale de viande est appelée à progresser en moyenne de 2 % par an, mais cette tendance occulte une forte disparité des taux de croissance d'une région économique à une autre. L'augmentation annuelle devrait se situer autour d'un-demi point de pourcentage dans les pays membres de l'OCDE, contre 2.5 % environ dans les pays non membres. La poursuite des investissements, la mise en place de capacités, le renforcement des infrastructures et la diffusion de technologies de production plus satisfaisantes sont les principaux facteurs en jeu dans cette évolution de la viande et des produits carnés, en particulier dans des économies en développement dynamiques comme la Chine, le Brésil et – surtout en ce qui concerne le porc et la volaille – l'Argentine. Certains de ces pays ont ainsi pu s'imposer plus largement dans l'approvisionnement des marchés internationaux de la viande. En témoignent le Brésil, où l'abondance des ressources en terres, des capitaux et des technologies devrait se conjuguer aux réformes pour assurer à ce pays un gain

de 30 % du total des exportations mondiales de viande à la fin de la période considérée. Cependant, des interrogations subsistent quant à la poursuite de cette expansion sur le long terme. Grâce au redressement des échanges, après les effets des flambées épizootiques, une poignée de grands pays exportateurs, à savoir les États-Unis, le Canada, l'Argentine et l'Australie, devraient, au côté du Brésil, rester les principaux fournisseurs des marchés mondiaux. En revanche, on s'attend à voir diminuer encore la part de l'UE au cours de la période visée par les *Perspectives*.

Avec l'augmentation du pouvoir d'achat et l'urbanisation, les denrées essentielles d'origine végétale tendent à laisser place aux protéines animales dans l'alimentation des pays en développement. La consommation de viande dans ces pays devrait représenter plus de 80 % de la progression mondiale. L'essor interviendra pour l'essentiel dans la région Asie-Pacifique, et correspondra surtout à la consommation accrue de sources de protéines relativement abordables, à commencer par la volaille et le porc. La consommation va particulièrement augmenter dans ce dernier cas en Chine, où le porc l'emporte traditionnellement sur les autres viandes et où une baisse des volumes consommés a fait suite en 2007 à l'apparition du syndrome dysgénésique et respiratoire du porc (SDRP). De même, la dépendance à l'égard des importations de produits carnés devrait s'accroître dans beaucoup de pays en développement dynamiques, la demande en plein essor dépassant les capacités intérieures de production pendant toute la période visée par les *Perspectives*. Parmi les pays développés, la Fédération de Russie va rester le premier importateur net de viande d'ici à 2017, suivie de près par le Japon.

Les marchés laitiers seront moins tendus

La principale incertitude entourant les perspectives mondiales dans ce domaine réside dans la manière dont la filière réagira aux variations de prix sans précédent observées en 2007 pour tout un éventail de produits. De l'avis général, un changement structurel est intervenu dans le secteur, puisque les marchés internationaux sont passés d'un modèle centré sur l'offre, accompagné par des politiques faussant le jeu de la concurrence qui utilisaient ces marchés pour écouler une offre excédentaire, à un modèle plus axé sur la demande, réceptif aux signaux du marché et aux des préférences des consommateurs. L'importance grandissante des facteurs liés à la demande tient en outre au processus d'urbanisation et à l'augmentation des revenus, qui ont modifié les habitudes alimentaires dans certaines économies en développement au profit d'un panier de produits laitiers plus diversifié, tendance favorisée par l'essor des circuits de commercialisation et de vente au détail.

Il ressort des *Perspectives* que les prix internationaux élevés des produits laitiers produiront d'importants effets du côté de l'offre, sur les exportateurs traditionnels et nouveaux. En outre, dès lors que les liens commerciaux contribuent à transmettre les hausses de prix vers les producteurs des pays en développement, des incitations propices à l'investissement, à l'expansion et à la restructuration peuvent en résulter. D'où une modification du secteur, qui sera de plus en plus axé sur l'obtention de produits transformés à plus forte valeur ajoutée. L'augmentation de la capacité potentielle d'offre permettra de développer la production à l'avenir et de renforcer les liens commerciaux intérieurs, ce qui améliorera la position concurrentielle de ces pays sur les marchés régionaux et mondiaux.

Les augmentations quantitatives attendues durant la période considérée viendront pour la plupart d'une croissance de la production dans les pays non membres de l'OCDE. L'essor du secteur laitier en Inde, premier producteur mondial, sera particulièrement

marqué, la progression soudaine de la demande suscitant une forte croissance de la production de lait et de beurre. L'amélioration substantielle des rendements devrait aussi faire augmenter sensiblement la production laitière en Chine. Cette situation contraste avec une croissance modérée dans la zone OCDE, où la production laitière enregistre des gains imputables pour l'essentiel à l'Océanie et aux États-Unis, mais augmente grâce à des restrictions intérieures dans beaucoup d'autres pays. Cette évolution de l'offre est l'une des principales tendances ressortant des *Perspectives* pour les marchés laitiers.

La réaction du côté de l'offre pourrait cependant être freinée par l'augmentation des coûts de production consécutive à la hausse des prix de l'alimentation animale et de l'énergie. Ces coûts se répercutent sur la production, la transformation et la distribution des produits laitiers, en améliorant la compétitivité des systèmes laitiers de type pastoral. Ils vont également nuire aux échanges, car des coûts de transport plus élevés avantagent la production locale. L'évolution des marchés laitiers mondiaux sera en outre sensible non seulement aux interventions publiques de grande portée et aux problèmes intérieurs de sécurité des aliments, mais aussi, progressivement, à des contraintes environnementales liées à la taille du cheptel, aux disponibilités en eau et à la concurrence dont font l'objet les pâturages. De plus en plus, l'accroissement de la production viendra dans bien des pays de l'augmentation des rendements laitiers, et non de celle des troupeaux laitiers. Tout dépend de la capacité d'adaptation des marchés laitiers face à une plus grande instabilité des prix et au bas niveau des stocks mondiaux de produits laitiers.

Les pays de l'OCDE continuent de jouer un rôle prépondérant dans les exportations mondiales de produits laitiers

Une augmentation des exportations mondiales est attendue pour tous les produits laitiers, et seuls quelques pays en développement devraient être en mesure d'empiéter sur les parts des exportateurs traditionnels de l'OCDE, à savoir l'Australie, la Nouvelle-Zélande et l'Union européenne. Les parts de cette dernière à l'exportation pourraient sensiblement diminuer, du fait d'un marché domestique tendu. Parmi les nouveaux pays exportateurs, l'Argentine devient un acteur de premier plan sur les marchés du lait entier en poudre et du fromage, grâce à l'accroissement de sa capacité de production laitière. L'Ukraine devrait elle aussi monter en puissance sur les marchés d'exportation, surtout dans le cas du fromage.

Les marchés d'importation demeureront relativement plus fragmentés que les marchés d'exportation. Les six plus grands importateurs de produits laitiers devraient représenter 50 % du marché mondial. En Chine, malgré un net essor de la production laitière, la demande continuera de croître plus vite que l'offre, d'où l'augmentation attendue des importations pendant la période visée par les *Perspectives*, concernant en particulier les poudres de lait, dont la Chine deviendra un des principaux importateurs. D'après les prévisions, la Russie gardera la première place pour les importations de beurre et de fromage, avec une augmentation de plus de 60 % par rapport à la période de référence 2005-07. Les importations mondiales de poudres de lait, à des fins de reconstitution, enregistreront une progression de plus de 3 % par an à moyen terme, essentiellement en Asie et au Moyen-Orient.

Phase ascendante pour la production et l'utilisation de biocarburants

La production et l'utilisation d'éthanol et de biodiesel ont fortement augmenté ces dernières années. S'agissant de l'éthanol carburant, la production a été multipliée par trois

entre 2000 et 2007, cette progression étant due en majorité aux États-Unis et au Brésil. Toutefois, beaucoup d'autres pays ont parallèlement lancé des programmes axés sur les énergies renouvelables ou augmenté leur production d'éthanol carburant. La production de biodiesel a connu dans le même temps une expansion encore plus marquée, puisqu'elle est passée de moins d'un milliard de litres à près de 11 milliards de litres. L'UE assurait initialement plus de 90 % de la production mondiale de biodiesel, mais les progrès enregistrés dans bien d'autres pays, en particulier aux États-Unis, ont ramené sa part à moins de 60 % en 2007.

Les prix, proches d'un niveau record, atteints par le maïs, le blé et les huiles végétales au début de la période considérée rendent la production de biocarburants économiquement moins viable dans bon nombre de pays, en dépit d'aides publiques substantielles et de la hausse des prix des combustibles fossiles. Diverses formes de soutien public, englobant des dégrèvements et crédits d'impôt, des obligations et réglementations relatives aux mélanges de carburants, ainsi que des droits sur les importations, sont largement mises en œuvre pour compenser les coûts de production des biocarburants, plus élevés que ceux des combustibles fossiles. Seule fait exception la production de bioéthanol à partir de canne à sucre au Brésil. Dans ce pays, la baisse des prix mondiaux du sucre, conjuguée à un fort excédent mondial, a accru la viabilité et la rentabilité de la production d'éthanol, qui soutient toujours la concurrence avec l'essence pour un prix du pétrole brut avoisinant 35 USD le baril. Les prix de la plupart des produits de base, actuellement élevés, devraient s'orienter en baisse au cours de la période visée par les *Perspectives*, parallèlement à l'augmentation de la production végétale. Compte tenu du niveau élevé des prix du pétrole brut et des biocarburants attendu pour les années à venir, la situation économique des producteurs de biocarburants devrait s'améliorer par rapport à 2007 mais demeurer moins favorable qu'en 2005 et en 2006.

La production d'éthanol va augmenter parallèlement à une stabilisation des prix à des niveaux plus élevés

D'après les projections, la production mondiale d'éthanol va marquer des progrès rapides et atteindre quelque 125 milliards de litres en 2017, soit deux fois plus qu'en 2007. Les prix mondiaux de l'éthanol devraient dépasser 55 USD l'hectolitre en 2009, parallèlement à la hausse des prix du pétrole brut, pour redescendre aux alentours de 52 ou 53 USD l'hectolitre pendant le reste de la période considérée car la capacité de production ira en se développant dans un certain nombre de pays. Par suite d'obligations toujours plus nombreuses, les échanges internationaux d'éthanol devraient croître rapidement pour représenter 6 milliards de litres en 2010 puis 10 milliards à l'horizon 2017, nonobstant une protection commerciale persistante. Ces échanges se feront pour l'essentiel à partir du Brésil et en direction des marchés de l'Union européenne et des États-Unis.

La production et l'utilisation mondiales de biodiesel seront principalement guidées par l'action gouvernementale

La production mondiale de biodiesel est appelée à croître légèrement plus vite que celle de l'éthanol – dont la part demeure prépondérante – pour avoisiner 24 milliards de litres en 2017. Cet essor intervient en dépit de prévisions indiquant que les prix mondiaux du biodiesel resteront bien supérieurs aux coûts de production du diesel d'origine fossile, dans une fourchette de 104 à 106 USD l'hectolitre, pendant la plus grande partie de la

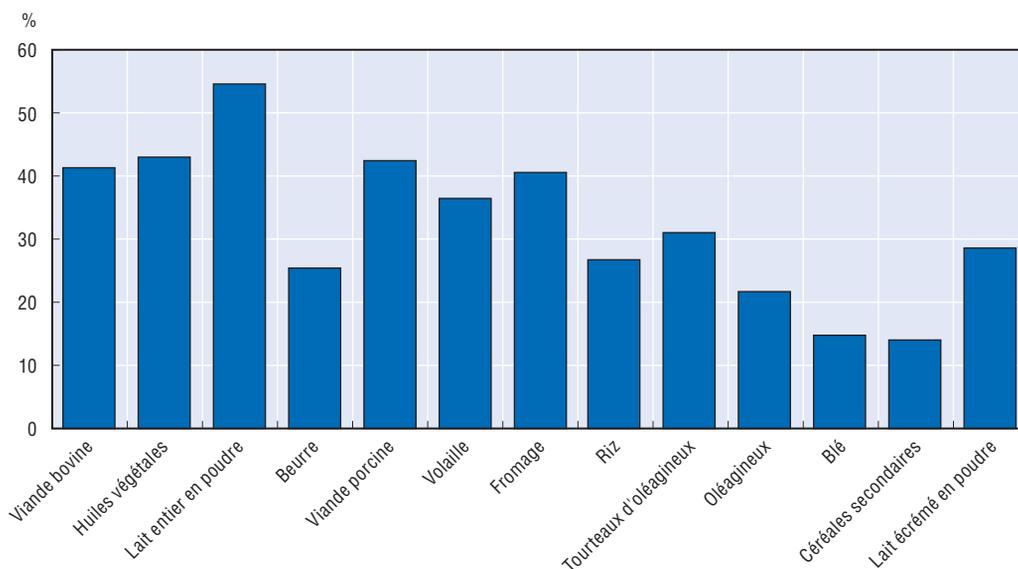
période couverte par les projections. Comme dans le cas de l'éthanol, le renforcement des obligations relatives aux mélanges de carburants devrait dynamiser la demande et favoriser les échanges internationaux durant les premières années de la période considérée. Toutefois, les échanges mondiaux devraient d'une manière générale se stabiliser dans les années qui suivent, en raison des contraintes techniques freinant l'utilisation de biodiesel issu d'huile de palme dans les zones froides et du fait que la production augmente dans les principaux pays consommateurs. La Malaisie et l'Indonésie devraient être à l'origine de la majorité des échanges, la principale destination étant l'Union européenne.

Principales évolutions des échanges des produits agricoles

Essor généralement rapide des échanges mondiaux, dominés par les pays en développement

Si on se réfère aux importations, les échanges mondiaux sont appelés à croître pour tous les produits pris en compte dans les *Perspectives*. C'est dans le cas du blé que la progression la moins forte est attendue, le total des importations à l'horizon 2017 dépassant de 15 % à peine la moyenne observée pour 2005-07. Les taux de croissance les plus élevés de la période considérée ici, entre 40 % et 50 %, correspondent surtout aux huiles végétales et à certains produits de l'élevage (graphique 1.2).

Graphique 1.2. **Croissance généralement vigoureuse des échanges mondiaux**
Importations en 2017 par rapport à la moyenne 2005-2007



Source : Secrétariats de l'OCDE et de la FAO.

S'agissant plus particulièrement de la production végétale, les projections indiquent que pour tous les produits visés par la présente édition des *Perspectives*, sauf les huiles végétales, les pays en développement l'emportent dans l'expansion des échanges. En ce qui concerne le blé, le sucre, les graines oléagineuses et les tourteaux, la croissance est surtout le fait des pays en développement d'Asie. Pour les graines oléagineuses, la croissance des importations en Asie dépasse même l'expansion totale des échanges, et se

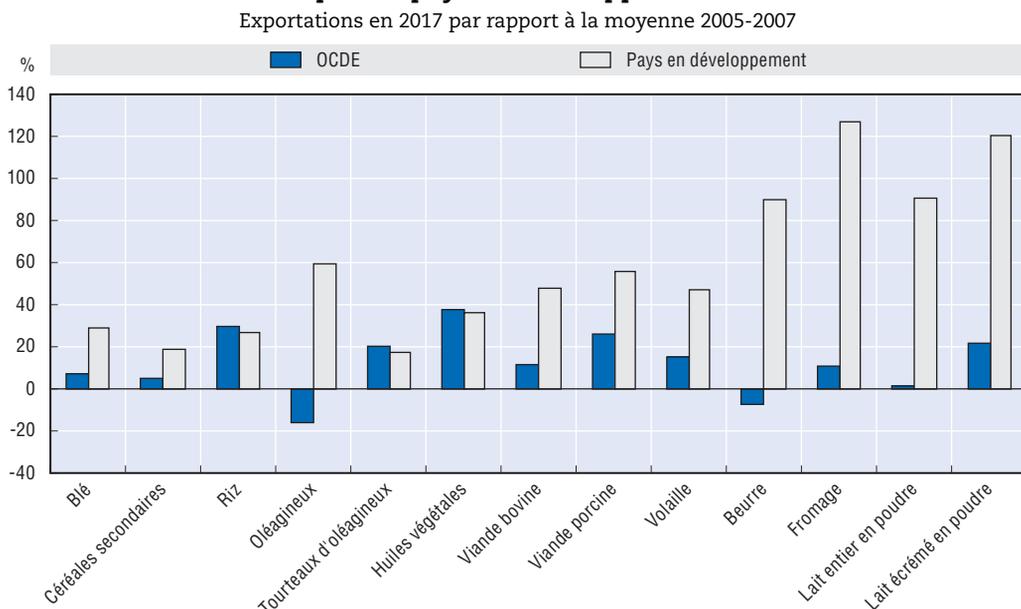
trouve compensée dans une certaine mesure par une baisse des volumes importés par les pays de l'OCDE. Pour le riz et les céréales secondaires, les importations progressent surtout dans les pays en développement d'Afrique, pays les moins avancés en tête¹.

Dans le cas de la production animale, la situation est très différente. Pour les produits relativement coûteux, comme le bœuf, le porc et le fromage, la croissance des importations est dominée par les pays de l'OCDE. Pour la volaille et les poudres de lait, l'augmentation mondiale vient surtout des pays en développement d'Asie. Si ces pays représentent également plus de 40 % de la croissance des importations de beurre, la plus forte contribution dans ce domaine est à mettre au compte des pays de la CEI.

Les nouveaux exportateurs disputent la première place aux pays de l'OCDE

Les pays en développement arrivent non seulement en tête dans l'augmentation des importations pour la plupart des produits pris en compte dans les *Perspectives*, mais affichent aussi, à de rares exceptions près, les taux de croissance les plus élevés à l'exportation. Pour tous les produits sauf le riz, le sucre et les huiles végétales, les exportations augmentent plus à partir des pays en développement. La plus forte croissance de l'OCDE concernant les trois produits cités s'explique par la faible intensité initiale des échanges, si bien qu'en 2017, sa part dans les exportations mondiales représente 6 % seulement pour les huiles végétales, 14 % pour le sucre et 10 % pour le riz. La croissance des exportations à partir des pays en développement est plus forte, et parfois de beaucoup, pour tous les autres produits, et fait reculer d'autant les pays de l'OCDE. Néanmoins, ceux-ci continuent de l'emporter dans les exportations mondiales, avec des parts allant de 58 % à 70 %, pour le blé, les céréales secondaires, le porc et tous les produits laitiers. Le bœuf et la volaille sont les seuls cas où la part à l'exportation des pays en développement, soit 60 % environ, dépasse celle de l'OCDE (graphique 1.3).

Graphique 1.3. Croissance des exportations mondiales dominée par les pays en développement



Source : Secrétariats de l'OCDE et de la FAO.

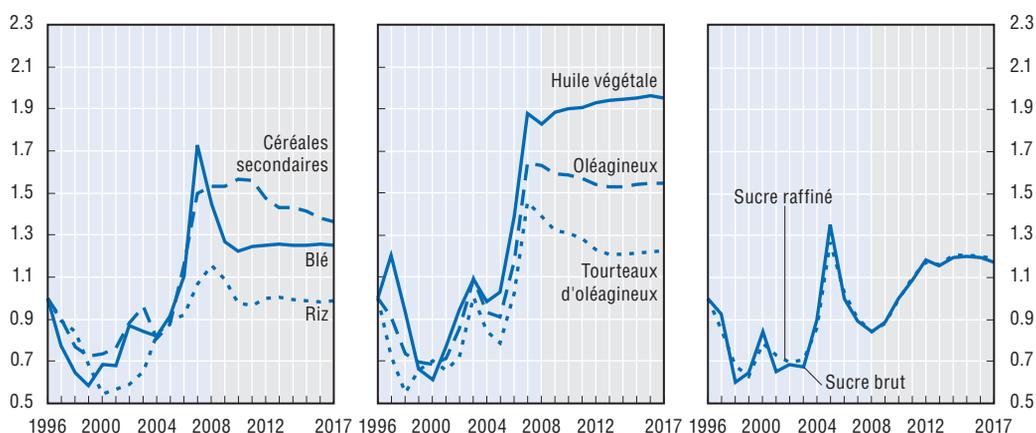
Perspectives d'évolution des prix mondiaux

Les prix mondiaux vont descendre, par rapport aux niveaux élevés actuellement observés, mais la fermeté devrait prévaloir à moyen terme

Dans un contexte marqué ces dernières années par une diminution générale des stocks mondiaux, les biocarburants font entrer un facteur supplémentaire dans la demande globale de céréales, de produits oléagineux et de sucre. Aux côtés de la croissance soutenue des revenus à l'échelle mondiale, dont dépend plus particulièrement la demande de produits destinés à l'alimentation humaine et animale, les obstacles à une augmentation de l'offre fondée sur les terres, la productivité et les prix élevés du pétrole qui augmentent les coûts de production devraient jouer un rôle déterminant dans les cours internationaux. Ces trois facteurs devraient porter les prix des productions végétales à des niveaux, en moyenne, bien plus élevés que ne l'indiquaient les projections passées. La hausse des prix moyens des produits végétaux et du coût correspondant de l'alimentation animale pourrait également se traduire par une élévation des prix des produits animaux pendant la période considérée. Par rapport à la moyenne observée entre 1998 et 2007, les projections de prix pour la période 2008-17 indiquent – en termes nominaux – une augmentation de 20 % environ pour le bœuf et le porc, de quelque 30 % pour le sucre brut et le sucre blanc, de 40 à 60 % pour le blé, le maïs et le lait écrémé en poudre, de plus de 60 % pour le beurre et les graines oléagineuses et de plus de 80 % pour les huiles végétales (graphiques 1.4 et 1.5).

Graphique 1.4. Évolution des prix mondiaux des produits végétaux jusqu'en 2017

Indice des prix nominaux, 1996 = 1



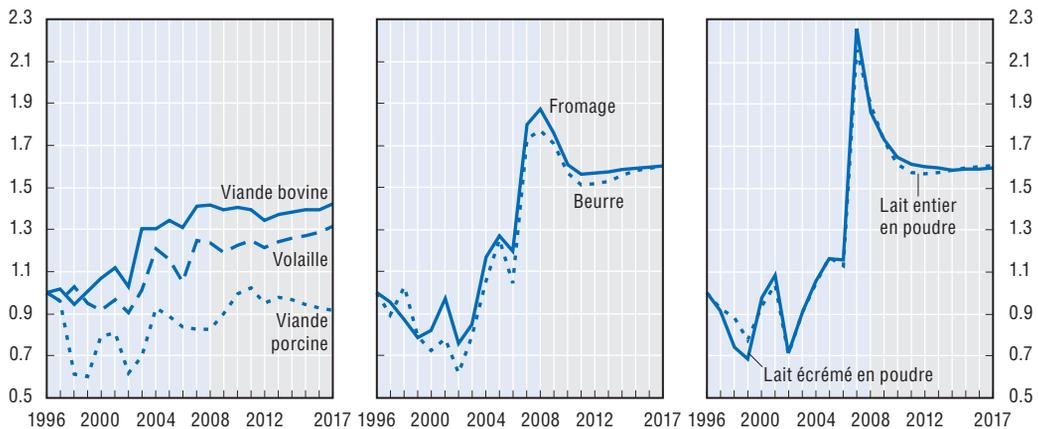
Source : Secrétariats de l'OCDE et de la FAO.

En termes réels, l'augmentation d'une décennie sur l'autre est bien entendue plus faible, mais reste très prononcée pour les produits végétaux et laitiers.

Malgré cette hausse moyenne, les prix de la plupart des produits agricoles devraient diminuer, d'ici à la fin de la période considérée et descendre au-dessous des niveaux record observés actuellement ou récemment. En outre, il ne faut pas s'attendre à une quelconque évolution structurelle dans le fonctionnement des marchés qui annoncerait une moindre variabilité des prix. Par le jeu d'un certain nombre de facteurs, les prix du marché pourraient même être plus variables qu'auparavant. Ces facteurs englobent; la persistance de faibles ratios stocks-consommation; l'éventualité de conditions météorologiques plus instables; une moindre réactivité de la demande des consommateurs aux fluctuations des

Graphique 1.5. **Évolution des prix mondiaux des produits animaux jusqu'en 2017**

Indice des prix nominaux, 1996 = 1



Source : Secrétariats de l'OCDE et de la FAO.

prix à la ferme à mesure que la part des produits de base diminue dans la facture alimentaire; une augmentation de la demande industrielle de produits agricoles qui tend également à être moins sensible aux prix que la demande de produits destinés à l'alimentation humaine et animale; et les apports ou retraits massifs possibles de fonds d'investissement non commerciaux sur les marchés à terme agricoles, avec des positions nettes longues ou courtes, selon les perspectives de profit.

Les faibles ratios stocks-consommation soutiennent les prix dans les filières céréalière et oléagineuse

Bien qu'une forte reprise soit attendue pour la production céréalière en 2008, les niveaux actuellement peu élevés des stocks laissent entrevoir des tensions persistantes sur les marchés, d'autant que l'évolution de la demande de produits d'alimentation humaine et animale ne donne aucun signe d'affaiblissement. Les marchés céréalières devraient rester proches de l'équilibre dans les années à venir, compte tenu du maintien prévu de faibles ratios stocks-consommation, malgré un accroissement de la production dans ce domaine. D'où des prix céréalières élevés pendant presque toute la période couverte par les *Perspectives*. Cependant, les gains de productivité ininterrompus, selon une tendance à long terme, ainsi qu'une certaine augmentation des superficies plantées, devraient faire baisser les prix par rapport à leurs niveaux record de 2007. Il en va ainsi pour le blé tout au long de la période considérée, tandis que les prix des céréales secondaires devraient demeurer élevés pendant quelques années encore, avant de descendre au-dessous des niveaux record observés aujourd'hui. En dépit de ce recul, les prix des céréales dépasseront en moyenne les niveaux médians de la décennie précédente, même en termes réels. À partir de ces hauts niveaux, le mouvement de baisse à long terme des prix réels se poursuit.

Les prix internationaux du riz vont rester fermes à court terme, tandis que les pays reconstitueront leurs stocks. Si un fléchissement est attendu à partir de 2010, les prix ne devraient pas fortement baisser eu égard à l'augmentation des coûts de production. Compte tenu de la diminution des stocks régulateurs et du manque d'activité sur les marchés mondiaux, les prix mondiaux devraient fluctuer beaucoup plus que dans le passé, le marché étant plus exposé aux chocs sur l'offre et la demande.

La progression de la demande d'huiles végétales, destinées à la fois à l'alimentation humaine et au secteur en expansion du biodiesel, devrait peser lourdement à moyen terme, et les ratios stocks-consommation vont s'en ressentir dans la filière oléagineuse. Ensemble, la vigueur de la demande et le bas niveau des stocks joueront résolument en faveur des prix, mais ceux-ci se replieront ensuite progressivement à mesure que l'offre et la demande s'ajustent. Comme dans le cas des céréales, les prix des graines oléagineuses et des produits dérivés, corrigés de l'inflation, sont appelés à diminuer en termes réels tout en restant bien au-dessus de leur tendance à long terme.

Les prix du sucre se raffermissent, moyennant une surcote de plus en plus importante pour le sucre blanc

À mesure que le marché mondial se rééquilibre et que les stocks excédentaires de sucre se résorbent, les prix indicateurs du sucre, brut et blanc, vont fortement augmenter en termes nominaux, mais s'orienteront néanmoins à la baisse en termes réels, d'après les projections. L'écart entre le sucre brut et le sucre blanc devrait se creuser durant la période considérée, parallèlement à l'augmentation attendue de l'offre de sucre brut et des coûts du raffinage. Les réformes ayant fait reculer l'octroi de subventions à l'exportation au sein de l'UE, en affaiblissant sa position de grand exportateur de sucre blanc, la surcote du sucre blanc dans les années à venir devrait rendre mieux compte du coût lié à l'évolution du raffinage.

Les prix de la viande vont rester supérieurs aux moyennes actuelles, tandis que ceux des produits laitiers devraient descendre progressivement par rapport aux niveaux record de 2007

Étant donné la hausse des coûts de l'alimentation animale et la forte demande de viande, les prix de la viande devraient à moyen terme atteindre des niveaux sans précédent. L'élevage de non-ruminants subit le contrecoup des prix élevés des céréales et des oléagineux, car il n'est pas facile d'intégrer des drèches de distillerie séchées, moins coûteuses, à la ration alimentaire de ces animaux. L'augmentation du coût des intrants devrait tirer les prix de la viande vers le haut au cours de la prochaine décennie.

Les prix mondiaux des produits laitiers devraient accuser un certain repli dans les deux années à venir, compte tenu de la réaction de l'offre aux fortes incitations de prix. Si une baisse est prévue par rapport aux niveaux élevés actuels, les prévisions indiquent que les prix resteront fermes tout au long de la période considérée et continueront de dépasser les niveaux de la décennie précédente. Comme pour les prix de la majorité des autres produits agricoles, en termes réels, un renversement complet de la tendance durablement orientée à la baisse s'est produit ces dernières années. Toutefois, les produits laitiers devraient de nouveau tendre à diminuer légèrement dans les années à venir, à partir cependant d'un niveau bien plus élevé que dans le passé.

Grandes questions et incertitudes

La présente édition des *Perspectives* s'inscrit dans un contexte marqué par une instabilité croissante des marchés financiers, une plus forte inflation des prix alimentaires, des signes d'affaiblissement de la croissance économique mondiale et des inquiétudes quant à la sécurité alimentaire. Sur les marchés des produits de base, chaque semaine a apporté son lot de hausses de prix spectaculaires pour tout un éventail de denrées, non sans retenir l'attention de la presse quotidienne et entretenir le débat qui oppose

l'alimentation humaine et animale à la production de biocarburants. Si les projections relatives aux marchés des produits agricoles ont toujours été entachées d'un certain nombre d'incertitudes, leur imperfection revêt cette fois une plus grande importance. Comme dans le passé, les conditions météorologiques, les flambées épizootiques, l'environnement macroéconomique et les politiques intérieures sont autant de facteurs lourds de conséquences pour les performances des marchés agricoles. Reste à savoir comment des facteurs et incertitudes aussi déterminants évolueront au cours de la période à venir, et dans quelle mesure ils modifieront l'évolution des marchés. Quelques-unes des incertitudes en jeu sont examinées plus en détail dans une section distincte du rapport.

Du côté de l'offre, les crises d'origine météorologique ont systématiquement pesé plus que tout autre facteur sur la production agricole, et le mauvais temps qui a sévi récemment dans plusieurs régions productrices importantes explique pour une large part la rareté de l'offre sur les marchés des produits végétaux. S'agit-il d'un événement isolé, ou est-ce le signe annonciateur de transformations plus profondes liées au réchauffement planétaire et d'une plus grande variabilité des régimes climatiques partout dans le monde? Face à des prix plus élevés et aux préoccupations grandissantes qui s'ensuivent concernant la sécurité alimentaire, est-il permis d'envisager d'autres gains de productivité, progrès technologiques et innovations en matière de production et d'exploitation ou encore une mise en culture de nouvelles superficies? Dans les pays en développement, jusqu'à quel point la stabilisation attendue des prix à des niveaux moyens plus élevés peut-elle se transmettre aux marchés intérieurs, en redynamisant les activités agricoles et en améliorant leur position concurrentielle sur les marchés locaux et internationaux? Dans quel délai les technologies de production de biocarburants de deuxième génération seront-elles disponibles? Par ailleurs, comment les fluctuations imprévues des prix du pétrole brut se répercuteront-elles sur la production de biocarburants et les marchés des produits agricoles?

Du côté de la demande, les incertitudes sont moindres du fait que la croissance d'une année sur l'autre de la consommation, entraînée par les revenus, reste une caractéristique fondamentale d'un grand nombre de marchés des produits de base. Néanmoins, les conditions macroéconomiques sont déterminantes pour le devenir des marchés, et un ralentissement de la croissance économique, par rapport aux hypothèses retenues dans les *Perspectives*, aurait un effet modérateur sur la demande, les échanges internationaux et les prix des produits agricoles. En outre, l'évolution des taux de change pourrait grandement influencer sur les marchés car la variation des monnaies nationales par rapport au dollar des États-Unis se répercuterait sur les avantages comparatifs des pays et sur les réactions des marchés intérieurs en fonction des modifications de prix à l'échelle internationale. Une incertitude particulière entoure la demande sur les marchés agricoles, étant donné le rôle et l'investissement croissants d'opérateurs non commerciaux, tels que des fonds financiers, dans les transactions à terme sur les marchés des produits de base. Dans quelle mesure l'essor des instruments financiers dérivés influe-t-il sur la demande, les stratégies de gestion des risques et les cours au comptant dans le cas des produits végétaux? Et comment la situation évoluera-t-elle à l'avenir?

L'intervention des pouvoirs publics peut aussi créer une incertitude sur les marchés des produits de base. La refonte des politiques applicables aux biocarburants, soit pour relever ou abaisser les objectifs nationaux, soit pour revoir en baisse les mesures incitatives en vigueur, pourrait être extrêmement importante pour les marchés agricoles car la production de biocarburants est l'un des points forts de ces marchés à moyen terme. De façon plus générale, il faut citer les réformes intérieures qu'opéreront les principaux pays

producteurs et partenaires commerciaux, passant par une nouvelle loi agricole aux États-Unis, les modifications qui pourraient résulter du « bilan de santé » de la politique agricole commune (PAC) de l'UE ou l'éventuel aboutissement des négociations commerciales multilatérales du cycle de Doha. Des changements de ce type, qui n'ont pas été envisagés dans la présente édition des *Perspectives*, influeraient sur les performances des marchés. Enfin, le niveau élevé des prix internationaux des produits de base a récemment conduit les gouvernements de plusieurs pays à prendre des dispositions pour limiter les exportations ou réduire les obstacles aux importations. Si ces politiques peuvent apporter provisoirement un certain répit aux consommateurs des pays concernés, dont les voisins sont soumis à de nouvelles privations, elles pèsent sur les producteurs nationaux, atténuent la réaction de l'offre dans ces pays et aggravent la situation pour les marchés mondiaux des produits de base.

Enjeux pour les pouvoirs publics

La présente édition des *Perspectives* met surtout en évidence le niveau sans précédent des prix d'un grand nombre de produits de base. Sont notamment en cause des facteurs à court terme comme la sécheresse qui a touché les principales régions de production céréalière, ainsi que l'activité spéculative. Lorsque ces facteurs ponctuels disparaîtront ou agiront différemment, les prix s'orienteront à la baisse. Toutefois, certains facteurs sont appelés à maintenir les prix bien au-dessus des niveaux moyens observés durant la décennie écoulée. La croissance régulière de la demande liée à l'augmentation de la population et des revenus, de même que la transformation des modes d'alimentation dans les économies émergentes, en particulier la Chine et l'Inde, en sont des exemples. S'ajoutent des facteurs dont l'évolution à venir est difficile à cerner – prix de l'énergie, réorientation des terres et des cultures en faveur des bioénergies et changement climatique.

La montée des prix se traduit toujours par des gagnants et des perdants. Les premiers à en bénéficier sont les producteurs agricoles, et dans bien des cas leurs employés, même si le niveau élevé du prix des céréales, par exemple, fait grimper les coûts pour de nombreux éleveurs d'animaux nourris à base de céréales. Ces avantages ne sont pas réservés à certains agriculteurs des pays de l'OCDE, mais peuvent aussi s'étendre aux producteurs agricoles des pays en développement. Dans la mesure où ces prix élevés viennent plus que compenser l'augmentation des coûts de l'énergie et d'autres intrants dans les pays en question, la hausse des revenus agricoles peut avoir d'importants effets multiplicateurs et tirer plus généralement vers le haut les revenus dans les zones rurales. En ce qui concerne les ménages agricoles produisant essentiellement pour leur propre consommation, ou les marchés locaux à l'abri des fluctuations de prix nationales ou internationales, les effets seront mitigés. Mais pour les franges les plus démunies de la population, en particulier dans les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires, les effets seront clairement défavorables, car une part encore plus grande de leur maigre revenu devra être consacrée à l'alimentation.

Quelles dispositions faut-il prendre?

Selon un vieil adage, la hausse des prix guérit le mal par le mal. Autrement dit, le niveau élevé des prix stimule l'offre et tempère la demande sur les marchés agricoles, d'où un rééquilibrage puis une baisse des prix. Or il ressort des *Perspectives* que les prix vont sans doute se maintenir en moyenne autour de niveaux nettement plus élevés que dans le passé, éventuellement avec des écarts plus importants par rapport à cette moyenne.

La perspective d'une baisse des prix dans un avenir prévisible, et peut-être d'un revirement plus rapide qu'on ne l'envisage aujourd'hui, incite à éviter toute action précipitée. Toutefois, le fait que des catégories données de population et certains pays pâtissent des prix élevés actuels et risquent de voir leur situation empirer si les prix restent ensuite à de tels niveaux constitue un enjeu de taille.

À court terme, une aide humanitaire doit être apportée sans délai aux populations des pays les plus gravement touchés. Avant les récentes hausses de prix, alors que les conditions s'étaient améliorées, des centaines de millions de personnes connaissaient déjà la faim parce qu'elles n'avaient pas les moyens de se nourrir. Les prix s'étant élevés, le nombre de personnes souffrant d'une faim extrême a encore augmenté, et le premier Objectif du millénaire pour le développement (OMD) des Nations Unies constitue un défi d'autant plus difficile à relever. Comme l'a récemment indiqué la Banque mondiale, l'aide en espèces ou en bons d'alimentation est préférable dans bien des cas à l'expédition de produits, sous réserve qu'il soit possible de s'approvisionner sur place. Cette aide peut aussi être plus efficace que des mesures à brève échéance, telles que les taxes ou embargos sur les exportations, qui limitent les exportations de manière à assurer une offre suffisante sur les marchés intérieurs.

À moyen terme, il faut impérativement favoriser la croissance et le développement dans les pays pauvres et contribuer à développer leur base d'approvisionnement agricole. Dans certains des pays les plus démunis, l'investissement dans une agriculture en perte de vitesse depuis quelques années, sans oublier la recherche, la vulgarisation et l'enseignement, est souvent le meilleur moyen de combattre la pauvreté et de stimuler l'activité économique. La perspective de prix agricoles élevés peut avoir un effet incitatif. Dans d'autres cas, s'il peut être utile d'investir dans l'agriculture, une diversification de la structure économique est par ailleurs indispensable. Des mises de fonds destinées à faire évoluer le cadre général dans lequel s'inscrit l'agriculture peuvent s'avérer particulièrement judicieuses. Il s'agit non seulement d'apporter des améliorations dans des domaines tels que la gouvernance et l'administration, la politique macroéconomique, les infrastructures, les technologies, l'enseignement et la santé, mais aussi de définir des droits de propriété et de les faire respecter.

Les politiques commerciales agricoles doivent être réformées plus avant. Les mesures visant à restreindre les échanges – à l'exportation ou à l'importation – ont des effets indésirables et souvent imprévus, surtout à moyen et long terme. En ce qui concerne les importations, la « protection » conférée aux producteurs de denrées agricoles par le soutien des prix et les mesures aux frontières – passant de plus en plus par des barrières non tarifaires – limite les possibilités de croissance à l'étranger pour les producteurs et pèse sur les consommateurs du pays. Par ailleurs, les taxes et embargos sur les exportations peuvent apporter provisoirement un certain répit aux consommateurs des pays concernés – y compris aux plus privilégiés qui n'en ont peut-être pas besoin –, mais ils constituent une charge encore plus lourde à supporter pour les producteurs nationaux et limitent la réactivité de l'offre, tout en contribuant aux incertitudes qui entourent les marchés mondiaux des produits de base.

Il importe également d'examiner de plus près les causes et les effets de la récente montée des prix. Du côté de l'offre, l'articulation entre la production et les baisses de rendement, le changement climatique et les disponibilités en eau doit être mieux analysée, en termes d'évolution, de variabilité et de risque. Les investissements dans la R-D, le

transfert de technologies et les services de vulgarisation, en particulier dans les économies moins avancées, pourraient grandement concourir à accroître la productivité et les volumes obtenus, et les pouvoirs publics ont peut-être un rôle à jouer dans ce sens, surtout là où des bienfaits plus largement répandus en résultent. De plus, les développements futurs en matière de génie génétique offre aussi un potentiel qui pourrait être davantage exploité, pour améliorer la productivité et les caractéristiques des cultures, vivrières ou non.

L'action gouvernementale a favorisé la progression rapide de l'offre et de la demande de biocarburants et explique en partie le niveau plus élevé des prix, actuel et à venir. D'après les analyses OCDE/AIE réalisées à ce jour¹, les retombées de la production de biocarburants à base de matières premières agricoles sur la sécurité énergétique, l'environnement et l'économie sont faibles dans le meilleur des cas, voire parfois négatives, et les politiques en vigueur, seules, ne sauraient apporter les bienfaits escomptés. Il y a peut-être lieu d'envisager d'autres démarches plus prometteuses ayant moins d'effets indésirables sur les marchés, telles que des politiques qui tendent à réduire la demande d'énergie et les émissions de gaz à effets de serre (GES), à libéraliser le commerce des biocarburants et à accélérer la mise en œuvre de technologies de « deuxième génération » permettant de se passer des matières premières utilisées aujourd'hui.

Note

1. Pour une analyse détaillée des impacts sur le marché des politiques des biocarburants, voir Évaluation économique des politiques de soutien aux biocarburants, OCDE/AIE (à venir).

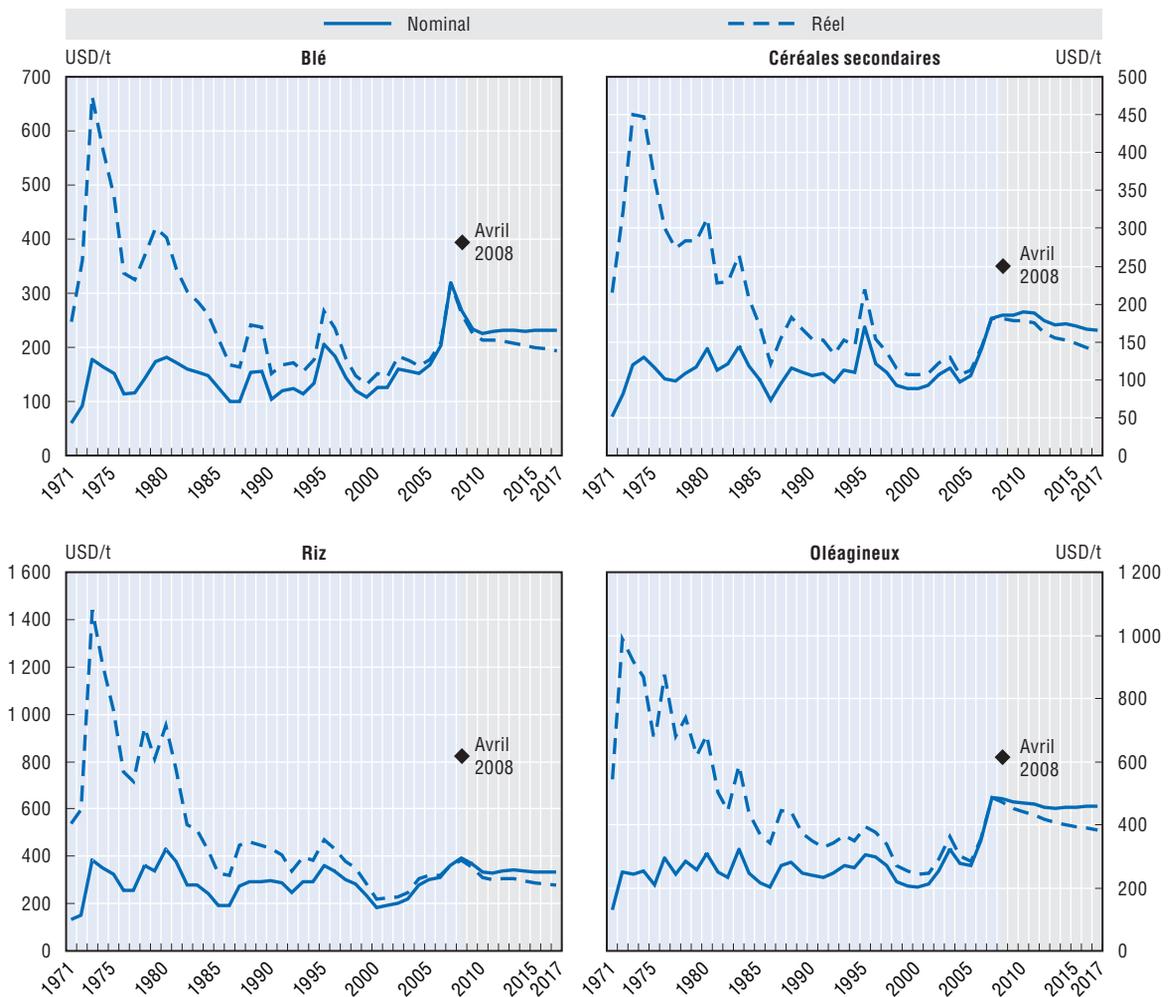
Chapitre 2

Les prix élevés actuels vont-ils se maintenir?

Introduction

Les prix mondiaux du maïs, du blé et des oléagineux ont presque doublé en terme nominal entre les campagnes 2005 et 2007 (graphique 2.1) et poursuivent leur envolée en ce début d'année 2008, rivalisant avec les hausses successives des prix du pétrole dans l'attention que leur prêtent les médias et les politiques. Cette évolution a conduit à une prise de conscience plus profonde et à un renforcement justifié des préoccupations autour de la sécurité alimentaire et de la faim, en particulier dans les pays en développement où l'accessibilité des denrées alimentaires à des prix raisonnables est précaire. L'analyse

Graphique 2.1. **Évolution du prix des matières premières agricoles entre 1971 et 2007 et projections jusqu'en 2017**



Note : Prix réels ajustés d'après le déflateur du PIB des États-Unis pour 2007 = 1 ; avril 2008 : prix mensuel.

Source : Secrétariat de l'OCDE, Secrétariat de la FAO.

présentée dans ce chapitre ne vise pas à donner une explication exhaustive de tous les facteurs responsables de l'envolée récente des prix. La discussion porte plutôt principalement sur la contribution – qualitative ou quantitative - des différents facteurs qui déterminent les évolutions de prix à moyen terme.

Les prix de la viande et de la volaille ont également subi des augmentations au cours de cette période mais seulement de façon modeste. Les augmentations de prix pour les produits laitiers ont été importantes en 2007 même si la pression sur les marchés internationaux des produits laitiers a déjà considérablement diminué. Le débat international ayant porté récemment sur les implications des augmentations de prix sur les marchés végétaux, ce chapitre se concentre principalement sur les prix des céréales et des oléagineux.

L'augmentation du prix des produits agricoles a été un facteur important mais il n'est pas le seul à l'origine de l'augmentation du prix des aliments. Le prix élevé du pétrole et l'augmentation des coûts de transformation, de transport et de distribution qui en résulte ont eux aussi contribué à la flambée des prix des denrées alimentaires. L'inflation des prix alimentaires devance généralement nettement l'inflation générale des prix, en particulier dans de nombreux pays en développement. (encadré 2.1) Les consommateurs les plus

Encadré 2.1. Mesure de l'impact de l'augmentation du prix des matières premières sur le prix des denrées alimentaires

L'augmentation du prix des matières premières agricoles fait les gros titres des journaux et suscite de nombreux débats, et elle soulève de nombreuses préoccupations quant à son impact sur le prix des denrées alimentaires, en particulier dans les pays en développement. Les décideurs politiques se montrent à présent extrêmement préoccupés par les récentes évolutions des prix en raison des implications sur la capacité des consommateurs à répondre aux plus élémentaires des besoins : l'alimentation. Il s'agit d'une question critique pour les pays en développement, dont de larges portions de la population ont un revenu faible ou proche du minimum vital. Mais l'augmentation des prix diminue aussi le pouvoir d'achat des ménages vivant dans des pays à revenu relativement élevé, particulièrement dans les foyers à faibles revenus. En général, ce sont eux qui sont plus lourdement pénalisés par une augmentation du prix des produits de première nécessité, car ils y consacrent une part plus large de leur revenu.

Cependant, d'un point de vue gouvernemental, l'augmentation du prix des denrées alimentaires ne se mesure généralement pas par rapport au changement enregistré sur une ou deux denrées de base ou dans une ou deux villes, mais par rapport à un panier type d'aliments consommés dans les zones urbaines au niveau national; cette mesure est appelée « indice des prix alimentaires ». Les changements de cet indice sont importants car ils contribuent aux taux d'inflation globaux, c'est-à-dire au changement de l'indice des prix à la consommation (IPC)^a. L'impact des prix alimentaires sur cet indicateur varie d'un pays à l'autre en fonction de la fraction de revenu que les consommateurs consacrent à leur alimentation et du taux d'augmentation des prix alimentaires.

Quelle est l'importance de l'augmentation du prix des matières premières sur le prix des denrées alimentaires?

Il est souvent difficile d'établir des liens directs entre le prix actuel des matières premières et le prix au détail des denrées alimentaires sans faire une analyse de la structure de production et de distribution des aliments ainsi que des coûts relatifs des intrants. Pour les pays importateurs, le lien entre le prix international des matières premières en devise locale

Encadré 2.1. **Mesure de l'impact de l'augmentation du prix des matières premières sur le prix des denrées alimentaires** (suite)

dépend d'une série de facteurs (notamment du taux de change, des frais de transport et des politiques frontalières ainsi que de la structure du système de distribution alimentaire). Pour le consommateur local, le prix du blé vendu sur le marché local n'est pas simplement le prix international en dollars des États-Unis (USD), disons, à son entrée dans les ports américains, mais le prix du blé à son entrée au port multiplié par le taux de change, plus les frais de transport et d'assurance jusqu'au lieu de livraison (en plus des droits d'entrée imposés par le pays). Aussi, dans le cas qui nous occupe, les récentes augmentations du prix intérieur reflètent non seulement l'augmentation du prix du blé mais également celui du fret (transport et assurance), qui a augmenté de 250 % depuis le début de l'année 2006, et qui atteint à présent un niveau record^b. Néanmoins, l'augmentation des prix en monnaie nationale peut être moindre que l'augmentation du prix du blé en dollars dans les pays où la valeur du dollar a reculé de manière significative par rapport à leur devise.

Les mesures de politique commerciale, tels que les droits à l'importation, alourdissent elles aussi le prix des matières premières importées. Les gouvernements peuvent modifier facilement ces coûts de manière à limiter l'augmentation des prix, par exemple en instaurant un régime où les droits à l'importation diminueraient automatiquement si le prix de la matière première importée atteignait un certain plafond, comme dans le cas du riz pour le Bangladesh, voire seraient suspendus si le prix mondial dépassait un certain seuil, comme pour l'Indonésie. Ces mécanismes visent à modérer les augmentations de prix lorsque les marchandises atteignent la frontière. Face à l'augmentation des prix intérieurs des matières premières de base, les pays exportateurs pourraient instaurer des taxes à l'exportation ou une interdiction d'exporter. L'Inde et le Viêt Nam ont récemment interdit les exportations de riz lorsque le prix atteignait un niveau jugé inacceptable sur leurs marchés domestiques.

Une fois que les matières premières ont atteint le marché domestique, c'est la question de la répercussion du prix, via la chaîne d'approvisionnement, sur les marchés de détail qui prédomine. Le lien entre le prix des matières premières et celui des denrées alimentaires vendues au détail est une question très controversée, et dépend de nombreux facteurs qui varient d'un pays à l'autre. En général, dans de nombreux pays développés, le prix des matières premières agricoles au départ de la ferme représente environ 25 à 35 % du prix de vente final au détail. Bien que cela ne soit pas négligeable, cette part est souvent bien inférieure, et varie selon qu'il s'agisse d'aliments frais ou transformés. La part de la matière première de base dans le prix final au détail est d'autant plus faible que le degré de transformation est élevé. Cela signifie que les prix alimentaires reflètent non seulement les changements du prix de la matière première, mais aussi celui des autres intrants (en particulier les salaires, l'énergie, le transport et le stockage). Cela signifie aussi que selon les circonstances, le prix au détail des denrées alimentaires peut être supérieur ou inférieur à celui qui serait déterminé par la modification du prix des matières premières si ces facteurs n'étaient pas concernés au même degré par ce changement.

Dans les pays en développement, la part des marchandises transformées dans le panier de la ménagère est en général faible, si bien que l'augmentation du prix des matières premières est susceptible d'être répercutée plus directement sur le prix de vente au détail. Ce fait, couplé à la part plus importante du budget consacrée aux dépenses alimentaires, implique que l'impact de l'augmentation du prix des matières premières agricoles sur les consommateurs des pays en développement est important. Ces deux éléments détermineront dans quelle mesure le changement des prix alimentaires intervient dans l'inflation.

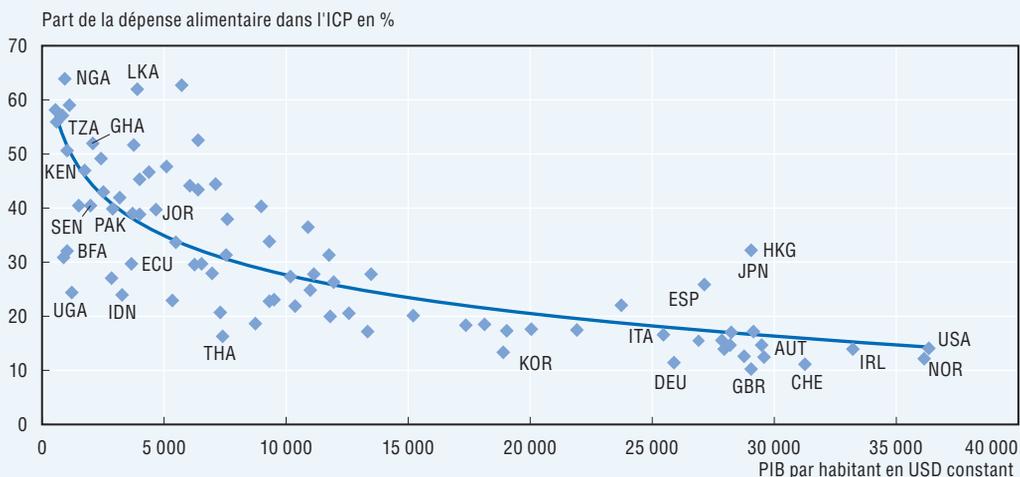
Encadré 2.1. Mesure de l'impact de l'augmentation du prix des matières premières sur le prix des denrées alimentaires (suite)

Quelle est l'importance de la composante alimentaire dans l'IPC?

Le poids que représente la composante alimentaire dans l'IPC varie considérablement d'un pays à l'autre, reflétant la structure des dépenses des ménages. La composante des prix alimentaires varie entre moins de 10 % aux États-Unis et plus de 30 % en Turquie et en Pologne, mais dans la majorité des pays de l'OCDE, la part des dépenses alimentaires varie entre 13 % et 20 %. Dans les pays en développement, elle pèse nettement plus lourd dans le budget des ménages: elle atteint par exemple 28 % en Chine, 33 % en Inde, et représente plus de la moitié des dépenses totales des ménages dans des pays tels que le Kenya (51 %), Haïti (52 %), le Malawi (58 %) et le Bangladesh (62 %).

Ces observations confirment la loi de Engel selon laquelle la part des dépenses alimentaires dans le budget familial diminue au fur et à mesure que le revenu s'élève (graphique 2.2). Cela signifie que dans les pays où les dépenses alimentaires représentent une part importante du revenu, le prix élevé des denrées alimentaires aura un impact négatif sur le pouvoir d'achat des ménages. Dans ces pays, la montée des prix alimentaires signifie une érosion de la capacité des ménages à satisfaire leurs besoins fondamentaux, ce qui est susceptible de devenir une source potentielle de tensions politiques et même de violence. Les ménages à faible revenu sont ceux qui seront le plus touchés par l'augmentation des prix alimentaires. La part de leur revenu qu'ils consacrent aux dépenses alimentaires étant relativement élevée, il ne leur en reste pas suffisamment pour leur permettre d'« abandonner » les autres types de dépenses et de les réaffecter à la satisfaction des besoins alimentaires. Ils seront peut-être simplement contraints de diminuer leur consommation alimentaire et celle d'autres produits de première nécessité, en conséquence de la hausse des prix de l'alimentaire.

Graphique 2.2. Part des dépenses alimentaires et revenu par habitant



Source : Secrétariat de la FAO (HLC/08/INF/1 : La flambée des denrées alimentaires : faits, perspectives, effets et actions. Avril 2008).

Rapidité de l'augmentation des prix au détail

Pour la plupart des pays, l'inflation du prix de vente au détail des denrées alimentaires a récemment dépassé l'inflation globale (voir le tableau 2.1 de pays sélectionnés), et

Encadré 2.1. **Mesure de l'impact de l'augmentation du prix des matières premières sur le prix des denrées alimentaires** (suite)

l'inflation du prix des denrées alimentaires dans les pays en développement a dépassé celle dans les pays de l'OCDE. Dans la majorité des pays en développement, ce phénomène est probablement dû à l'augmentation du prix des matières premières agricoles. Étant donné qu'une part plus importante des aliments consommés dans les pays en développement n'est pas transformée, la part des matières premières pèse plus lourd dans le prix de vente au détail. En outre, l'inflation du prix des denrées alimentaires dans les pays en développement a dépassé celle enregistrée dans les pays développés de l'OCDE.

Étant donné que le paramètre du prix des aliments est un agrégat, il peut occulter les variations de prix de produits spécifiques. Il est difficile de faire une synthèse des produits qui ont connu l'augmentation la plus rapide l'année dernière, puisque cela dépend largement de la situation pays par pays. Si l'on se base sur les données de février 2008 par rapport à celles de février 2007, le prix des produits laitiers a généralement connu une forte augmentation, comme le montre le prix du beurre, qui a augmenté de 50 % en Pologne, de 40 % en France, de 36 % en Espagne, de 32 % en République tchèque, d'environ 36 % en Jordanie et de quelque 12 % en Malaisie. Le prix des œufs a lui aussi monté en flèche (34 % d'augmentation aux États-Unis, 30 % au Royaume-Uni et en République tchèque et 10 % en Espagne). Le prix des huiles végétales a grimpé de 18 % en Inde et de 47 % au Botswana au cours de l'année dernière. Le prix de la viande s'est envolé dans certains pays comme la Chine, où l'augmentation a atteint 45 % même si elle est à attribuer en grande partie à des problèmes d'épizootie dans le secteur du porc. Pour ce qui est des céréales et des produits de boulangerie, la hausse des prix a été beaucoup plus modérée (augmentation de 5.7 % aux États-Unis, de 6.9 % au Royaume-Uni et de 3 % en France et en Corée, et d'environ 6 % en Chine et en Inde).

Quel est l'effet des augmentations de prix alimentaires sur l'inflation globale?

Il ressort clairement du tableau 2.1 que le prix de vente au détail des denrées alimentaires contribue au taux d'inflation global dans la plupart des pays. Pour les pays développés, où l'inflation du prix des produits alimentaires est modérée et où la part des dépenses alimentaires est faible dans le budget total des ménages, la contribution de l'inflation du prix des aliments au taux d'inflation global est donc moins importante. Dans la plupart des pays, elle a représenté moins de 1 pour cent de l'augmentation de l'IPC global entre février 2007 et février 2008. Mais, comme on peut s'y attendre, il en va tout autrement dans les pays en développement. Comme le montre le tableau 2.1, l'inflation du prix de vente au détail des denrées alimentaires contribue à hauteur de 6.5 points de pourcentage au taux d'inflation total de 8.7% en Chine, de 7.6 points à l'inflation totale de 10.6% au Pakistan, de 9.2 points à l'inflation totale de 10.3 % au Bangladesh, de 12.4 points au taux d'inflation total de 15.4 % au Kenya, et de 1.9 point de pourcentage à l'inflation totale de 4.6 % constatée en Inde.

La principale conclusion à tirer est que pour les pays en développement, l'inflation du prix des denrées alimentaires contribue fortement au taux d'inflation global. La situation est particulièrement pénible dans les quartiers urbains défavorisés, puisque la faiblesse des revenus – souvent guère supérieurs à 2 USD par jour – est associée à la hausse du prix des aliments et à une inaccessibilité des ressources foncières qui permettrait à la population concernée de subvenir au moins à une partie de ses besoins alimentaires. Les Perspectives, qui projettent des niveaux de prix durablement plus élevés, laissent à penser que le pouvoir d'achat et le bien-être de millions de personnes dans le monde entier vont connaître un déclin important.

**Encadré 2.1. Mesure de l'impact de l'augmentation du prix
des matières premières sur le prix des denrées alimentaires (suite)**

**Tableau 2.1. Contribution du prix des denrées alimentaires à l'inflation
des prix à la consommation (pays sélectionnés)**

	Variation de l'IPC en % ¹	Inflation prix alimentaire ¹	Part de l'alimentaire dans les dépenses	Contribution de l'alimentation dans la variation de l'IPC ³
Pays en développement				
		- % -		
Guatemala	8.04	11.6	38.9	4.5
Sri Lanka ²	19.37	25.6	62	15.9
Botswana	7.7	18.3	21.8	4
Inde ²	4.6	5.8	33.4	1.9
Indonésie	6.8	11.4	26.7	3
Pakistan ²	10.6	18.2	41.5	7.6
Afrique du Sud	8.6	13.6	21	2.9
Jordanie	5.4	9.1	39.7	3.6
Pérou	4	6.4	29.6	1.9
Sénégal	5.8	10.9	40.3	4.4
Égypte	9.5	13.5	41.5	5.6
Haïti	9.9	11.8	50.3	5.9
Kenya	15.4	24.6	50.5	12.4
Bangladesh	10.3	14.2	64.5	9.2
Chine	8.7	23.3	27.8	6.5
Pays développés				
États-Unis	4	5.1	9.8	0.5
France	2.8	5	16.3	0.8
Allemagne	2.8	7.4	10.4	0.8
Royaume-Uni	2.5	5.6	11.8	0.7
Japon	1	1.4	19	0.3
Grèce	4.4	6.6	17.8	1.2
Espagne	4.4	7.1	21.9	1.6
Suisse	2.4	2.2	11	0.2
Pologne	4.3	7.1	30.4	2.2
Suède	3.1	5.9	13.4	0.8

1. % de changement entre février 2007 et février 2008.

2. Dont boissons et tabac

3. La contribution correspond à la colonne 2 x 3/100, en pourcentage.

Source : Pour les pays membres de l'OCDE : OECD main economic indicators, avril 2008. Pour les pays non membres : Secrétariat de la FAO.

a) Dans la plupart des pays de l'OCDE, l'inflation de base, qui exclut les prix de l'énergie et des denrées alimentaires du fait de leur grande variabilité, est l'indicateur suivi pour élaborer les politiques monétaires et fiscales.

b) L'indice fret du Conseil international des céréales est passé de 4 125 au début de 2006 à 10 347 en mars 2008.

pauvres de la population souffrent naturellement davantage de l'augmentation du prix des denrées alimentaires, en particulier dans les pays en développement non autosuffisants, où la facture alimentaire constitue une part prépondérante des dépenses totales du consommateur.

Les causes de ces hausses de prix sont complexes; elles résultent d'une combinaison de facteurs qui entrent en jeu sur les marchés agricoles internationaux et qui se renforcent mutuellement. Parmi ces causes, on trouve : la sécheresse dans les grandes régions céréalières; la demande nettement accrue de denrées alimentaires destinées aux biocarburants; l'augmentation du prix du pétrole ainsi qu'une dépréciation continue du dollar, qui est la devise dans laquelle sont généralement exprimés les prix indicatifs des produits de base présentant un intérêt¹. Élément crucial, l'offre et la demande ont suivi cette évolution alors que les stocks avaient déjà commencé de s'épuiser, ce qui, dans des circonstances plus normales, aurait pu avoir pour conséquence de freiner les variations de prix. Enfin, les turbulences sur le marché des produits de base se sont inscrites dans le contexte d'une grave crise financière mondiale communément considérée comme ayant été l'élément déclencheur d'une augmentation substantielle des spéculations sur les marchés à terme des produits agricoles (encadré 2.2).

Encadré 2.2. Prix sur les marchés au comptant et sur les marchés dérivés^a

Les prix appliqués sur les marchés dérivés aux États-Unis, tels que les contrats d'options et les contrats à terme relatifs au blé, au soja et au maïs, sont largement cités comme étant des prix indicatifs et sont au centre d'une intense activité commerciale. Les investisseurs de longue date ont été surpris par les récentes augmentations et par les fluctuations quotidiennes – en 2008, il arrivait certains jours que les fluctuations dépassent les niveaux de prix atteints il y a quelques années. On constate que de nouveaux investisseurs apportent d'énormes sommes d'argent, et certains observateurs se demandent s'ils ne contribuent pas à la fois à la direction que prennent les prix sur ces marchés, et à leur variabilité.

La participation de nouveaux agents, que l'on perçoit comme motivés par la diversification des risques au détriment d'une évaluation sérieuse des niveaux de prix, constitue aujourd'hui une préoccupation majeure. Les investisseurs institutionnels sont connus pour protéger leurs portefeuilles d'un autre risque par un système de couverture, prenant habituellement des positions à long terme (une promesse d'achat) sur des contrats à terme, plutôt que des positions à court terme (promesses de vente). Les données concernant les activités des investisseurs non commerciaux sur les marchés dérivés américains fournissent certaines informations relatives aux profils spéculatifs des investisseurs institutionnels et à leur envergure^b. La position ouverte totale sur le maïs, par exemple, est passée de 0.66 million à 1.45 million de contrats entre février 2005 et février 2008, période durant laquelle la part des spéculateurs non commerciaux dans des positions à long terme est passée de 17 % à 43 %. Pour le blé, le nombre de contrats est passé de 0.22 million à 0.45 million sur la même période et la part des spéculateurs non commerciaux dans des positions ouvertes à long terme est passée de 28 % à 42 %. La situation du soja est similaire tandis que, pour le sucre, le volume de contrats a augmenté sur la même période, mais la part des spéculateurs non commerciaux dans des positions ouvertes à long terme s'est maintenue à environ un tiers. Pendant cette période, les volumes mensuels d'investissements ont augmenté de 85 % pour le maïs, de 125 % pour le blé et de 56 % pour le soja, tandis qu'ils ont triplé pour le sucre. Les informations supplémentaires provenant de cette source confirment que les investisseurs institutionnels ont tendance à prendre des positions unilatérales (à long terme ou à l'achat), et que ces entités, ainsi que d'autres participants non traditionnels tels que des banques, représentent une part croissante du marché.

Encadré 2.2. **Prix sur les marchés au comptant et sur les marchés dérivés^a** (suite)

L'analyse du rôle des investisseurs institutionnels ne devrait pas devenir caricaturale. Mais il n'est peut-être pas judicieux de généraliser une stratégie, aussi saine soit-elle pour une entreprise donnée. À court terme, l'effet cumulé de toutes leurs activités peut exercer une pression à la hausse sur les prix en vigueur sur les marchés dérivés. Pour le moment, la question se pose encore de savoir quel sera l'impact à plus long terme sur les niveaux de prix. Mais il semble qu'une volatilité accrue des prix soit une conséquence plausible compte tenu du volume de ces investissements non commerciaux, et du fait qu'ils sont susceptibles de s'engager ou de se désengager du commerce des produits de base selon ce que leur dictent les occasions de profit alternatives.

Idéalement, les marchés dérivés sont un moyen peu onéreux de rassembler des informations visant à découvrir les prix, et constituent un lieu se prêtant aux risques spéculatifs. Certains observateurs voient dans l'injection soudaine de capitaux provenant de sources non traditionnelles dans les marchés des matières premières un moyen de tester les projets institutionnels des marchés dérivés et le lien qui les unit aux marchés au comptant.

- a) La matière contenue dans cet encadré se base sur un article de Frank Rose, ex-premier vice-président du CBOT, actuellement maître assistant à l'Université de Lewis.
- b) Commitments of Traders Report, Commodity Futures Trading Commission.

Les projections contenues dans les présentes Perspectives se basent sur des suppositions implicites autour de la question de savoir lesquels des facteurs contributifs sont temporaires, et lesquels sont permanents. Une analyse plus approfondie examine de quelle manière les variations de ces suppositions affectent la solidité du point de vue selon lequel les prix vont se maintenir à des niveaux élevés, quoique moins élevés qu'ils ne le sont à l'heure actuelle.

Les récentes hausses des prix des denrées alimentaires vues dans un contexte historique

La forte augmentation du prix des denrées de base à laquelle nous assistons depuis ces deux dernières années, et plus particulièrement ces derniers temps, est exceptionnelle si on l'envisage à l'aune de ces quelque dix dernières années mais, dans un contexte historique plus long, elle n'est pas si exceptionnelle. Le graphique 2.1 montre l'évolution des prix moyens mondiaux annuels du blé, des céréales secondaires, du riz et des oléagineux entre 1970 et 2007, avec des projections pour la période 2008-17. Les prix moyens mensuels pour avril 2008 sont également inclus comme indicateur des évolutions les plus récentes².

Pour chaque denrée de base, il y a deux lignes : la première retrace l'historique de l'évolution des prix nominaux libellés en dollars, et la seconde retrace l'évolution de la même série, mais indexée sur l'inflation (« prix réels »). Les évolutions des prix nominaux sont des indicateurs commodes des évolutions de prix à court terme, mais pour en tirer un sens économique, il est nécessaire d'examiner les évolutions de prix à plus long terme et indexées sur l'inflation. Le premier élément qui ressort de ces quatre graphiques est la haute volatilité des prix qui caractérise les marchés mondiaux de denrées alimentaires de base, même en termes de moyennes annuelles. Il est notoire que les prix sont sensibles aux chocs à court terme sur l'offre et la demande provoqués, par exemple, par des décalages

entre la décision de produire et la production proprement dite d'une part et, de l'autre, la lenteur de l'ajustement des quantités demandées aux évolutions de prix qui en résultent. En outre, la volatilité des marchés internationaux est exacerbée par les interventions politiques, qui ont pour effet de transférer le risque lié aux prix pour l'enlever aux producteurs, voire pour le faire tout bonnement disparaître du pays.

Le second élément qui ressort des données du graphique 2.1 est que la récente flambée des prix n'est ni la seule, ni même la plus importante, de ces trente dernières années voire plus. En données corrigées par l'inflation, les prix actuels sont bien loin des sommets atteints au début des années 70, et ni les prix actuels du maïs, ni ceux du blé ne dépassent de beaucoup la moyenne des niveaux atteints pas plus tard qu'au milieu des années 90.

Certes, le fait d'avoir fait face aux précédentes tourmentes des prix des denrées alimentaires de base ne remet pas en cause la nécessité ou l'urgence d'une action politique pour remédier à celle que nous traversons actuellement. Mais, avant de décider quelles sont les actions politiques les plus adéquates, il est nécessaire de comprendre les différentes forces à l'origine des récentes évolutions des prix et de déterminer lesquelles peuvent être considérées comme temporaires, et lesquelles sont susceptibles d'être des caractéristiques permanentes des futurs marchés des produits de base.

Variations des prix des récoltes et de l'huile végétale : que s'est-il passé et que va-t-il se passer?

Ce qui s'est passé...

Blé et céréales secondaires

Entre la campagne de 2005 et celle de 2007, la superficie mondiale cultivée en blé et en céréales secondaires (maïs, orge, sorgho, avoine) est restée stable dans l'ensemble, en dépit de changements régionaux parfois très importants (tableau 2.2). Dans la zone OCDE, une forte diminution de la superficie consacrée à la culture de ces céréales dans l'UE a été compensée par une augmentation des plantations aux États-Unis. Le recul de la superficie cultivée en blé et en céréales secondaires dans l'UE défie l'augmentation des prix mondiaux, quoique dans une moindre mesure en euros, mais est peut-être compatible avec les mesures visant à stimuler le marché domestique prises à la suite de changements politiques. Une analyse des impacts relatifs de la réforme politique et des autres facteurs sur les changements récents dans les superficies cultivées de blé et céréales secondaires dans l'Union européenne irait au-delà de la portée de ce rapport.

L'impact des chocs météorologiques survenus pendant cette période est clair : le volume des récoltes de deux grands pays exportateurs, l'Australie et le Canada, a chuté d'environ un cinquième dans son ensemble. Dans le cas du Canada, le choc peut être considéré, dans une certaine mesure, comme une diminution par rapport à des récoltes exceptionnellement abondantes en 2004 et en 2005, mais en Australie, cette mauvaise récolte s'ajoute à une série de récoltes médiocres successives ces dernières années (graphique 2.3). Dans ce schéma, la tendance de l'évolution du rendement en Australie part d'une hypothèse plutôt que d'une estimation. Une estimation sur cet intervalle de temps donnerait une tendance d'évolution du rendement négative en Australie en raison de la sécheresse persistante. Pour réduire le risque d'incohérence par rapport aux tendances historiques plus longues et aux suppositions des présentes *Perspectives*, les calculs prennent pour base un taux de croissance tendanciel de 0 % sur cet intervalle de temps. Le

Tableau 2.2. Offre de blé et de céréales secondaires

	Valeur 2005	Valeur 2007	2005-2007		Valeur 2017	2005-2017	
			Variation absolue	%		Variation absolue	%
Prix, USD/t (nominal)							
Blé ^a	168	319	150	89	231	62	37
Maïs ^b	106	181	75	71	165	59	56
Superficie récoltée, m ha							
Monde	525	531	6	1	539	14	3
OCDE	177	177	0	0	177	-1	0
Australie et Canada	36	35	-1	-2	37	1	3
Union européenne	62	57	-6	-9	58	-4	-7
États-Unis	55	61	5	10	58	3	5
Pays non membres	348	354	6	2	362	14	4
Brésil	16	16	0	-2	17	0	1
Chine	52	52	0	1	48	-4	-7
Inde	52	56	4	8	60	8	15
Indonésie	4	3	0	-2	4	0	1
Afrique du Sud	4	4	-1	-13	4	0	-10
Rendement, t/ha							
Monde	3.1	3.1	0.1	2	3.5	0.5	15
OCDE	4.5	4.5	0.1	1	5.3	0.8	17
Australie et Canada	2.5	2.0	-0.5	-21	2.6	0.1	3
Union européenne	4.4	4.5	0.1	2	5.4	1.0	22
États-Unis	6.5	6.7	0.3	4	7.7	1.3	20
Pays non membres	2.4	2.4	0.1	3	2.7	0.3	14
Brésil	2.7	3.5	0.8	31	3.8	1.1	42
Chine	4.7	4.9	0.2	4	5.7	1.0	21
Inde	1.9	1.9	0.0	0	2.0	0.1	4
Indonésie	3.6	3.6	0.1	1	3.8	0.3	8
Afrique du Sud	3.3	2.6	-0.7	-22	3.2	-0.1	-2
Production, mt							
Monde	1 615	1 661	46	3	1 906	291	18
OCDE	792	801	9	1	928	135	17
Australie et Canada	90	70	-20	-22	95	5	6
Union européenne	277	256	-21	-8	313	36	13
États-Unis	356	407	51	14	446	90	25
Pays non membres	823	860	37	5	978	155	19
Brésil	43	56	12	29	62	19	44
Chine	245	257	11	5	276	31	13
Inde	102	110	8	8	122	20	19
Indonésie	13	12	0	-1	14	1	9
Afrique du Sud	14	10	-5	-32	12	-2	-12

a) Prix fab du blé rouge d'hiver de catégorie n° 2, protéine ordinaire, aux ports du Golfe.

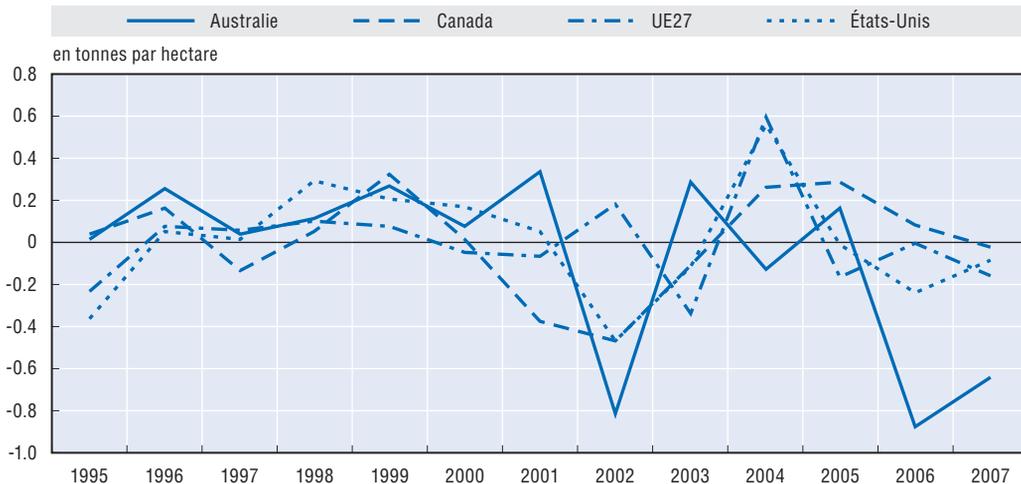
b) Prix fab du maïs jaune de catégorie n° 2, aux ports du Golfe.

Source : Secrétariats de l'OCDE et de la FAO.

graphique montre que, dans de nombreux pays, les rendements suivaient dans l'ensemble cette tendance ou étaient en deçà. En revanche, certains pays ont connu une amélioration de leur situation par rapport à l'année 2005, année où les rendements avaient été médiocres par exemple au Brésil.

Du côté de la demande, l'utilisation de céréales vivrières à des fins de transformation en biocarburants apparaît comme un élément important de l'augmentation de la demande entre 2005 et 2007 (tableau 2.3). L'utilisation totale du blé et des céréales secondaires a

Graphique 2.3. **Écarts par rapport aux tendances de rendement pour le blé et les céréales secondaires**



Note : Les tendances de rendement sont estimées, pour cette période, à 0.7% pour l'Union européenne à 27, à 1.0 % pour le Canada et à 2.6% pour les États-Unis, et supposées égales à 0 % pour l'Australie.

Source : Secrétariats de l'OCDE et de la FAO.

grimpé d'environ 80 millions de tonnes, soit 5 %. Sur cette quantité globale, la part consacrée aux biocarburants a doublé, accusant une augmentation de 47 millions de tonnes, soit plus de la moitié de l'augmentation mondiale de l'utilisation de céréales. À lui seul, l'usage des céréales à des fins de transformation en biocarburants aux États-Unis explique l'essentiel de cette évolution; l'augmentation atteint jusqu'à 41 millions de tonnes, même en tenant compte des drèches de distillerie coproduites avec l'éthanol et qui viennent s'ajouter aux aliments destinés aux animaux. Mais ces données montrent aussi qu'il serait incorrect d'attribuer la totalité des augmentations des prix des céréales à la fabrication de l'éthanol.

Malgré un doublement du prix de certaines céréales et d'énormes augmentations en général, la consommation mondiale par habitant de produits à des fins d'alimentation humaine et animale est restée soutenue, ce qui laisse entendre que le bilan économique solide affiché en général ces deux dernières années s'est manifesté par des transferts vers l'extérieur de la demande, qui viennent compenser l'impact de l'augmentation des prix sur les quantités demandées. En 2007, l'utilisation des céréales à des fins d'alimentation humaine dans les pays ne faisant pas partie de l'OCDE a dépassé de 3 % le niveau de 2005, et l'utilisation à des fins d'alimentation animale a dépassé de 2 % le niveau de 2005, indiquant la poursuite de la progression de la production et de la consommation de bétail dans ces pays, dont il avait déjà été question dans des éditions précédentes des *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO*. À l'exception des biocarburants, toutes les autres utilisations du blé et des céréales secondaires – non destinées à l'alimentation humaine ou animale, mais à des fins industrielles par exemple – ont stagné entre 2005 et 2007.

Oléagineux

La demande sur les marchés des huiles végétales a globalement suivi le même schéma entre les exercices 2005 et 2007, sans que l'offre subisse de véritable choc (tableau 2.4). La superficie mondiale cultivée en oléagineux a reculé, tandis que le rendement des cultures d'oléagineux a connu un accroissement plus rapide que celui des céréales. Le recul des plantations d'oléagineux s'explique par la réaffectation des superficies aux États-Unis, et

Tableau 2.3. **Demande de blé et de céréales secondaires^a**

	Valeur 2005	Valeur 2007	2005-2007		Valeur 2017	2005-2017	
			Variation absolue	%		Variation absolue	%
Prix, USD/t (nominal)							
Blé ^b	168	319	150	89	231	62	37
Mais ^c	106	181	75	71	165	59	56
Alimentation humaine, mt							
Monde	642	662	21	3	725	83	13
OCDE	166	175	9	6	178	12	8
Australie et Canada	7	7	1	9	8	1	17
Union européenne	86	85	-1	-1	87	1	1
États-Unis	31	34	3	10	34	3	10
Pays non membres	476	487	11	2	547	70	15
Brésil	16	16	0	-2	19	2	15
Chine	105	104	-1	-1	100	-5	-5
Inde	89	92	3	4	102	13	15
Indonésie	10	11	0	4	12	2	15
Afrique du Sud	7	8	0	1	8	0	4
Alimentation animale (dont les coproduits pour les États-Unis), mt							
Monde	749	761	12	2	840	91	12
OCDE	430	431	1	0	454	23	5
Australie et Canada	31	31	0	0	31	0	0
Union européenne	167	165	-2	-1	169	2	1
États-Unis	176	179	3	2	198	22	12
Pays non membres	318	329	11	3	386	68	21
Brésil	31	32	0	1	38	7	22
Chine	107	110	4	3	130	23	21
Inde	8	9	1	11	14	5	67
Indonésie	4	5	0	5	5	1	20
Afrique du Sud	4	4	0	-10	4	0	-8
Autres usages, mt							
Monde	232	279	47	20	365	133	57
OCDE	121	163	43	35	238	118	97
Australie et Canada	5	8	2	44	15	9	175
Union européenne	17	19	2	12	39	23	136
États-Unis	78	115	37	48	162	84	107
Pays non membres	111	116	5	4	127	16	14
Brésil	5	5	0	1	7	2	41
Chine	35	38	3	9	46	12	34
Inde	8	9	0	4	9	0	4
Indonésie	3	3	0	0	3	0	0
Afrique du Sud	1	1	0	-36	1	0	-16
<i>dont biocarburant</i>							
Monde	46	93	47	103	172	126	275
Union européenne	1	6	4	323	24	22	1720
États-Unis	41	81	41	100	131	91	222
Total, mt							
Monde	1 622	1 702	80	5	1 930	307	19
OCDE	717	770	53	7	870	153	21
Pays non membres	906	932	27	3	1 059	154	17
Stocks mondiaux de fin de période, mt	427	359	-68	-16	399	-28	-7

a) Les données historiques de l'utilisation de céréales pour les biocarburants sont des estimations et sont sujettes à révision.

b) Prix fab du blé rouge d'hiver de catégorie n° 2, protéine ordinaire, aux ports du Golfe.

c) Prix fab du maïs jaune de catégorie n° 2, aux ports du Golfe.

Source : Secrétariats de l'OCDE et de la FAO.

Tableau 2.4. Offre d'oléagineux et d'huiles végétales

	Valeur 2005	Valeur 2007	2005-2007		Valeur 2017	2005-2017	
			Variation absolue	%		Variation absolue	%
Prix, USD/t (nominal)							
Oléagineux ^a	269	486	217	81	457	188	70
Huile végétale ^b	556	1015	459	82	1055	499	90
Superficie récoltée (oléagineux^c), m ha							
Monde	145	142	-3	-2	164	19	13
OCDE	48	46	-2	-4	50	3	5
Australie et Canada	7	8	1	10	10	2	27
Union européenne	9	10	1	13	11	2	28
États-Unis	31	27	-4	-12	28	-2	-7
Pays non membres	97	96	-1	-1	113	16	16
Brésil	23	21	-3	-11	28	5	20
Chine	18	16	-2	-9	18	0	0
Inde	16	17	0	2	18	2	12
Indonésie	1	1	0	-19	0	0	-26
Afrique du Sud	1	1	0	-11	1	0	44
Rendements (oléagineux), t/ha							
Monde	2.0	2.1	0.0	1	2.3	0.3	15
OCDE	2.6	2.4	-0.2	-8	2.8	0.2	6
Australie et Canada	1.9	1.5	-0.4	-20	1.8	-0.1	-6
Union européenne	2.6	2.4	-0.2	-7	3.1	0.6	22
États-Unis	2.8	2.7	-0.1	-5	3.0	0.2	6
Pays non membres	1.8	1.9	0.2	9	2.2	0.4	22
Brésil	2.2	2.8	0.6	26	2.9	0.7	31
Chine	1.8	1.7	0.0	-3	1.9	0.2	11
Inde	1.0	1.0	0.0	1	1.1	0.1	15
Indonésie	1.3	1.3	0.0	1	1.5	0.2	15
Afrique du Sud	1.3	1.3	-0.1	-5	1.4	0.1	4
Production, huile végétale, mt							
Monde	99	106	7	7	143	45	45
OCDE	26	27	1	4	33	7	25
Australie et Canada	2	2	0	-3	3	1	72
Union européenne	11	12	1	8	14	3	27
États-Unis	10	10	0	3	12	2	19
Pays non membres	73	79	6	8	111	38	52
Brésil	6	6	0	-1	7	2	28
Chine	11	11	0	3	17	6	51
Inde	4	4	0	1	5	1	29
Indonésie	16	19	3	18	28	12	74
Afrique du Sud	0	0	0	-13	0	0	46

a) Prix moyen pondéré des oléagineux, port européen.

b) Prix moyen pondéré des huiles oléagineuses et de l'huile de palme, port européen.

c) Graines de colza (canola), graines de soja, tournesol.

Source : Secrétariats de l'OCDE et de la FAO.

par des diminutions au Brésil et en Chine. Les maigres rendements des oléagineux d'Australie et du Canada ne contrebalancent pas les meilleures performances enregistrées ailleurs. La production mondiale d'huile végétale, qui inclut l'huile de palme et les huiles extraites d'oléagineux, a grimpé de 7 % au cours de cette période de deux ans.

Entre les exercices 2005 et 2007, l'utilisation mondiale d'huiles végétales a augmenté plus vite que la production (tableau 2.5). L'utilisation des huiles pour la fabrication de biocarburants représente plus de la moitié de l'augmentation totale de la demande. En

Tableau 2.5. **Demande d'huiles végétales^a**

	Valeur 2005	Valeur 2007	2005-2007		Valeur 2017	2005-2017	
			Variation absolue	%		Variation absolue	%
Prix, USD/t (nominal)							
Oléagineux ^b	269	486	217	81	457	188	70
Huile Végétale ^c	556	1015	459	82	1055	499	90
Utilisation d'huile végétale, mt							
Monde	96	105	8.8	9.2	143	47.5	49.5
OCDE	34	37	3.1	9.2	50	16.3	48.2
Australie et Canada	1	1	0.0	0.8	2	1.0	85.8
Union européenne	17	19	1.9	11.4	29	12.3	72.5
États-Unis	10	11	1.3	13.1	12	2.5	25.2
Pays non membres	62	68	5.7	9.2	93	31.1	50.2
Brésil	3	3	0.0	-0.3	6	2.6	78.3
Chine	17	20	2.3	13.3	25	7.7	43.9
Inde	9	9	0.2	2.2	11	2.4	27.6
Indonésie	4	5	0.9	22.6	8	3.9	100.4
Afrique du Sud	1	1	0.1	11.7	1	0.3	32.8
<i>dont biocarburants</i>							
Monde	4	9	4.9	113.9	21	16.9	388.0
Union européenne	3	6	2.3	68.8	12	9.0	266.8
États-Unis	1	2	1.2	162.3	2	0.9	121.8
Stocks mondiaux de fin de période, mt	9	8	-1.1	-11.9	9	0.2	2.6

a) Les données historiques de l'utilisation de céréales pour les biocarburants sont des estimations et sont sujettes à révision.

b) Prix moyen pondéré des oléagineux, port européen.

c) Prix moyen pondéré des huiles oléagineuses et de l'huile de palme, port européen.

Source : Secrétariats de l'OCDE et de la FAO.

dehors des biocarburants, les autres types d'utilisation ont connu une hausse de plus de 4 % au cours de cet intervalle de temps, suivant à peu près le taux de croissance de la population. Face au niveau élevé des prix, cette augmentation indique un glissement de la demande en faveur des utilisations traditionnelles qui vient compenser l'effet du prix, s'ajoutant à la forte augmentation de leur utilisation en tant que matière première utilisée dans la fabrication de l'éthanol.

Ce qui va se passer...

Facteurs permanents et temporaires intervenant dans les prix futurs et la volatilité des prix

Étant donné les changements enregistrés en ce qui concerne l'offre et la demande mondiales entre 2005 et 2007, rien de très spectaculaire ne semble expliquer ce qui a bien pu déclencher les importantes hausses réelles des prix que l'on observe. Pourtant, il y a effectivement eu un écart suffisamment grand entre les taux de croissance de l'offre et de la demande pour provoquer une augmentation significative des prix sur les marchés où ni l'offre ni la demande ne peuvent répondre avec souplesse et élasticité aux changements de prix – en tout cas pas à court terme. Sur le marché des céréales (blé et céréales secondaires), la production s'est accrue de 46 millions de tonnes (3 %) entre 2005 et 2007, tandis que l'utilisation totale a augmenté du double de cette valeur, soit 80 millions de tonnes (5 %) sur la même période. Sur le marché des huiles végétales, l'écart entre la croissance de la production et de l'utilisation s'élevait aussi à environ deux points de

pourcentage. Si les stocks avaient été facilement accessibles, ils auraient peut-être permis de combler ces écarts. Mais cela n'a pas été le cas, comme indiqué ci-après.

La projection permet d'évaluer la nature permanente ou temporaire des divers facteurs contribuant aux récentes augmentations de prix. Les facteurs à court terme n'influencent pas les prix à venir, puisque les *Perspectives* ne les considèrent pas comme récurrents. Mais les facteurs permanents sont supposés influencer le niveau et les tendances des prix à venir.

Les *mauvais niveaux* enregistrés récemment pour les *rendements* de régions-clés de production de matières premières agricoles ont contribué à l'augmentation des prix. Ce phénomène particulier peut être considéré comme *temporaire* dans les *Perspectives*, à moins que le changement climatique sous-jacent ou les contraintes liées à l'eau ne donnent lieu à des réductions permanentes des rendements.

Les *conditions macroéconomiques* ont favorisé la flambée des prix mondiaux. Une bonne croissance économique a amélioré le pouvoir d'achat dans la plupart des pays ces dernières années, donnant lieu à une forte augmentation de la demande de la plupart des denrées agricoles de base. En outre, un dollar faible se traduit habituellement par la montée du prix des marchandises commercialisées libellées en dollars, car, libellées dans d'autres devises, elles ne sont pas aussi chères – même si le prix de la plupart des denrées est plus élevé qu'il y a deux ans, et ce dans la plupart des devises utilisées. Les *Perspectives* considèrent ce facteur comme *permanent*. Ces facteurs ne sont pourtant pas nouveaux, et, assurément, la croissance du PIB dans les pays en développement est une caractéristique des marchés de marchandises depuis de nombreuses années. Ces facteurs devraient être considérés comme susceptibles de *ralentir le déclin des prix en termes réels* à l'avenir, et non comme des facteurs induisant une hausse des prix moyens pour porter ceux-ci à des niveaux constamment élevés.

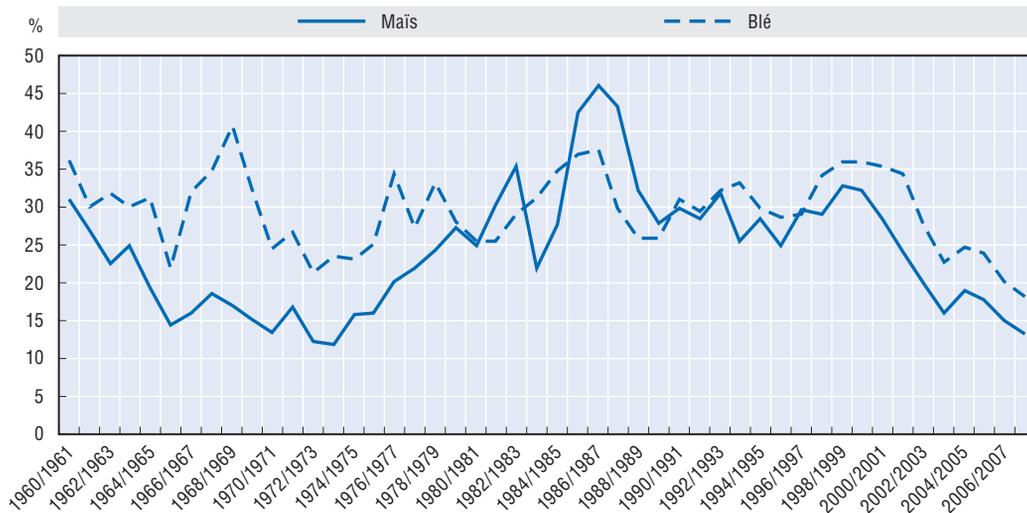
Le *prix du pétrole*, et plus généralement celui de l'énergie, sont des facteurs importants ayant contribué à la récente augmentation des prix des denrées de base agricoles. Si les effets de ces hausses de prix pétroliers sur la demande de biocarburants peuvent être au centre des discussions, les effets traditionnels des prix de l'énergie, notamment sur les coûts de production des denrées de base et sur les frais de transport, de transformation, de distribution et de commercialisation des produits intermédiaires et finaux sont eux aussi importants. Dans tous les cas, les projections des *Perspectives* reflètent l'opinion largement répandue selon laquelle les augmentations des prix du pétrole sont *permanentes* et qu'il est probable qu'elles continueront leur ascension graduellement. L'augmentation des prix du pétrole a pour conséquence une augmentation structurelle des coûts de production agricoles, ce qui contribuera à l'avenir à pousser vers le haut le niveau moyen des prix.

Les données disponibles semblent attribuer aux biocarburants plus de la moitié environ de l'augmentation de la demande de céréales et d'huiles végétales entre 2005 et 2007. Sur la base des projections des *Perspectives*, qui prévoient d'autres hausses modestes du prix du pétrole, la poursuite des politiques de soutien à la production et à l'utilisation de biocarburants et l'absence de changements technologiques spectaculaires, la demande de matières premières destinées à la production de biocarburants semble représenter un facteur *permanent*. Même si l'on s'attend à une diminution de la part de l'utilisation des céréales et des huiles végétales entrant dans la fabrication des biocarburants dans l'augmentation globale de la demande pour ces denrées alimentaires

de base, il s'agit néanmoins d'une nouvelle source de demande qui est considérée comme l'un des facteurs susceptibles de *pousser vers le haut le niveau moyen des prix* à l'avenir.

Le niveau des stocks de blé, de céréales secondaires et d'huiles végétales a chuté à des niveaux faibles par rapport à leur utilisation (graphique 2.4), affaiblissant la protection contre les aléas de l'offre et de la demande. Cela explique entre autres la récente montée des prix. Au cours de la période de projection des *Perspectives* s'étalant sur 10 ans, les stocks devraient rester à un bas niveau, ce qui implique que les marchés tendus constituent un facteur *permanent* dans les *Perspectives*. Cela ne devrait pas donner lieu au maintien permanent des prix à un niveau plus élevé, mais constitue certainement un contexte favorable à une plus grande *volatilité* des prix à l'avenir.

Graphique 2.4. **Ratios des stocks de maïs et de blé par rapport à l'utilisation**



Source : US Department of Agriculture PSD View database, avril 2007.

Les *marchés à terme de marchandises* ont, eux aussi, récemment connu l'arrivée d'une vague de nouveaux investissements provenant de sources non traditionnelles. L'effet cumulé à long terme de ces activités sur le niveau des prix sur les marchés dérivés et des prix qui leur sont liés sur les marchés au comptant reste très incertain. La rectification des procédures de marché et le comportement des participants indiquent que tout effet sur les *niveaux de prix* sera *temporaire* par rapport aux projections sur 10 ans des *Perspectives*. Mais comme ces fonds sont très étendus, et qu'ils peuvent entrer et sortir rapidement des marchés de marchandises au gré des opportunités de profit qui se présentent – chose qu'ils feront – cette évolution est peut-être bien un nouvel élément *permanent* de la future *volatilité* des prix (encadré 2.2)

Un point plus général à propos de la volatilité des prix concerne l'« étroitesse » des marchés, autrement dit la part des importations et des exportations par rapport au volume mondial de la consommation et de la production (tableau 2.6). Pour les céréales secondaires, la part des importations dans la consommation et celle des exportations dans la production sont de l'ordre de 10 à 12 %. Pour le riz, cette part est même inférieure, tandis que pour le blé, ces ratios sont supérieurs, bien qu'en deçà de 20 %. En revanche, la part de la production d'huile végétale qui est exportée et la part de la consommation importée sont d'environ 44 %.

Tableau 2.6. **Indicateurs sous forme de ratios relatifs aux marchés mondiaux des céréales secondaires, du blé et des huiles végétales**

	Ratio	2005	2007	2017	Taux de croissance (2005-2007)	Taux de croissance (2005-2017)
Céréales secondaires	<i>Exportation/Production</i>	11.1%	11.7%	10.4%	4.6%	-6.3%
	<i>Importation/Consommation</i>	10.4%	11.2%	10.5%	8.6%	1.1%
Blé	<i>Exportation/Production</i>	17.8%	17.4%	18.3%	-2.4%	3.0%
	<i>Importation/Consommation</i>	17.5%	17.9%	18.3%	2.1%	4.9%
Huile végétale	<i>Exportation/Production</i>	44.8%	44.1%	44.0%	-1.4%	-1.7%
	<i>Importation/Consommation</i>	44.0%	43.7%	44.1%	-0.5%	0.2%

Source : Secrétariats de l'OCDE et de la FAO.

L'étroitesse des marchés est l'expression d'entraves commerciales – qu'elles soient naturelles (par exemple les coûts de transport) ou politiques (par exemple les droits de douane à l'importation) – qui empêchent les agents de percevoir les signaux concernant les prix émis au niveau mondial. Aussi, les changements que doivent subir les prix pour s'adapter à un choc extérieur subi par les quantités faisant l'objet d'échanges, toutes choses égales par ailleurs, sont plus prononcés sur des marchés plus étroits. Les suppositions sur lesquelles se basent les *Perspectives* n'incluent toutefois pas de changement au niveau des entraves commerciales, naturelles ou politiques. Aussi, tandis que ces caractéristiques du marché sont considérées comme *permanentes* dans les *Perspectives*, aucun changement sur le plan de l'étroitesse du marché ni sur celui de l'impact sur la volatilité des prix au fil du temps n'est supposé.

La nature et la composition de la demande, par ailleurs, sont des facteurs susceptibles d'accroître la variabilité à venir des prix mondiaux. Comme indiqué ci-dessus, la demande industrielle de céréales et d'oléagineux – pour la production de biocarburants par exemple – constitue une part croissante de l'utilisation totale. Cette demande est généralement considérée comme moins réactive aux prix que la demande traditionnelle d'aliments destinés à la consommation humaine et animale. En outre, l'augmentation des revenus et la mise en place de chaînes de distribution alimentaire plus sophistiquées peuvent réduire un peu plus l'élasticité de la demande de denrées alimentaires. Ces types de changement sont considérés comme des éléments *permanents* dans les *Perspectives*, lesquels peuvent contribuer à renforcer la volatilité des prix mondiaux à l'avenir. (encadré 2.3)

Encadré 2.3. **Effet de la hausse des revenus sur la demande de marchandises**

Ces dernières années, la hausse des revenus a été forte et généralisée, malgré un ralentissement de l'économie américaine et certains cas de mauvaises performances économiques. Il en résulte une hausse du revenu par habitant dans de nombreux pays, y compris dans de nombreux pays non membres de l'OCDE. Les éditions précédentes des *Perspectives* soulignaient que les hausses de revenus étaient associées à une plus grande demande de denrées alimentaires, et constataient que la demande se tournait vers des produits d'élevage, à savoir la viande et les produits laitiers ainsi que vers les fruits et les légumes, se détournant des cultures vivrières. Mais elles peuvent aussi avoir d'autres implications : une demande moins élastique, et la création de nouveaux liens entre les prix de l'énergie et les marchés des matières premières agricoles et des denrées alimentaires.

Encadré 2.3. Effet de la hausse des revenus sur la demande de marchandises (suite)

La hausse des revenus tend à être concomitante à l'urbanisation. Souvent, les pays qui connaissent le taux de croissance le plus élevé sont aussi ceux qui connaissent un exode rural. Étant donné le fait que la population quitte les centres ruraux de production alimentaire et qu'elle devient plus dépendante de l'infrastructure des pays et des villes pour acheminer les denrées alimentaires dans sa région, la chaîne de commercialisation reliant la production de marchandises et la consommation d'aliments s'adapte. Ces changements peuvent donner lieu à des temps de transport plus longs, à une réfrigération des produits, et à d'autres activités dont les coûts varient en fonction des prix de l'énergie, de même que les salaires et d'autres coûts eux-mêmes indirectement affectés par le prix de l'énergie. Bref, quand le revenu augmente, c'est le prix du pétrole et de l'énergie qui détermine de plus en plus le prix des denrées alimentaires, indépendamment du prix des matières premières agricoles.

La part du prix des matières premières agricoles dans le prix des denrées alimentaires peut aussi diminuer à mesure que la chaîne de commercialisation s'allonge. Aux États-Unis, la composante « coût des matières premières agricoles » sur la facture alimentaire totale est passée d'environ un tiers dans les années 60 à environ un cinquième depuis le milieu des années 90^a. À mesure que la part du coût des marchandises de base dans la facture alimentaire diminue, le changement proportionnel attendu des prix alimentaires pour une variation donnée en pourcentage du coût des marchandises de base décroît lui aussi : si le coût des matières premières représente déjà au départ la presque totalité du prix des denrées alimentaires, le consommateur ressentira davantage les effets de son doublement, alors qu'il les ressentirait proportionnellement moins fort si le coût des matières premières ne représentait qu'une fraction de la facture alimentaire totale. Aussi, lorsque les revenus augmentent et que les chaînes de commercialisation s'allongent, la réactivité de la demande aux prix à la sortie de la ferme peut diminuer.

L'économie de la demande indique que les consommateurs ont tendance à accorder moins d'importance aux marchandises auxquelles ils consacrent une faible part de leur budget. À mesure que les revenus augmentent et que la part du budget consacrée à la satisfaction des besoins élémentaires, comme l'alimentation, diminue, les consommateurs sont censés être plutôt moins sensibles aux changements de prix, et si l'offre devait subir un choc d'une certaine ampleur, il faudrait un signal prix plus percutant pour contraindre les consommateurs à ajuster leurs achats. Les hausses de revenus qui ont tendance à réduire l'élasticité de la demande peuvent conduire à une plus grande variabilité des prix mondiaux.

Cela entraîne certaines conséquences. L'amélioration du niveau des revenus et du pouvoir d'achat qui conduit à une moins grande sensibilité aux prix signifie qu'un nombre moins important de personnes se retrouvent au bord de la famine à cause de l'augmentation des prix. Mais les groupes qui n'ont pas bénéficié du taux de croissance du revenu moyen seront plus vulnérables à la variabilité des prix, y compris aux pics plus élevés, sans disposer d'un supplément de pouvoir d'achat, et ces groupes seront plus défavorisés qu'auparavant. Aussi l'augmentation des prix alimentaires grève-t-elle le budget des pauvres, même s'ils achètent quand même de quoi se nourrir.

a) Service américain de recherches économiques (www.ers.usda.gov/data/FarmToConsumer/marketingbill.htm).

Blé et céréales secondaires

L'inventaire des facteurs permanents et temporaires (à court terme) et l'étude de la manière dont ils peuvent influencer les prix à l'avenir permettent de démêler ce qui est susceptible de se passer sur les marchés des céréales et des oléagineux. Les projections d'ici à l'exercice 2017, fin de la période couverte par les *Perspectives*, prévoient que le prix du maïs et du blé sera plus élevé qu'en 2005, mais qu'il sera inférieur à celui de 2007. D'après les prévisions, la superficie ne devrait pas être une source principale de production supplémentaire, même si on attend une certaine augmentation. Il est probable qu'il y aura une réorientation géographique des espèces, les États-Unis se concentrant sur la culture de céréales et l'UE sur les oléagineux, et la superficie totale cultivée en blé et en céréales secondaires dans l'UE diminuant. À l'échelle mondiale, cette dernière devrait augmenter un peu, mais certainement pas de manière spectaculaire malgré le niveau plus élevé des prix par rapport à 2005. La progression des rendements devrait suivre une tendance historique, mais cette hypothèse masque deux avertissements importants dont il sera question ci-après : les rendements connaîtront certainement d'importants aléas liés aux conditions météorologiques ; l'effet de la hausse des prix sur les rendements est incertain.

La demande de ces céréales à des fins d'utilisation comme matière première dans la fabrication des biocarburants ne devrait pas continuer à progresser au même rythme que ces deux dernières années³. Toutefois, d'après les estimations, l'utilisation de céréales dans la fabrication de biocarburants doublera quasiment entre 2007 et 2017, même si sa part dans l'augmentation totale des quantités de blé et de céréales secondaires utilisées devrait passer d'environ 60 % à un peu plus de 40 %. Les États-Unis resteront vraisemblablement la plaque tournante de la production d'éthanol à base de céréales, sauf si de nouvelles technologies remplacent les pratiques actuelles, mais l'UE devrait elle aussi connaître une progression dans ce domaine. Pour l'essentiel, l'utilisation croissante des céréales s'explique par l'augmentation de la demande de denrées destinées à l'alimentation humaine et animale, en particulier dans les pays non membres de l'OCDE qui enregistrent une progression moyenne de 15 % au minimum pour les deux catégories de denrées, tandis que dans les pays de l'OCDE la progression se fait à un rythme moins soutenu. La poursuite de la forte croissance économique de ces dernières années, envisagée dans ce scénario, sous-tend ces changements au niveau de la demande de céréales.

Oléagineux

Les projections de référence tablent sur une forte augmentation du prix des huiles végétales, même si à l'horizon 2017, le prix des oléagineux (et des tourteaux d'oléagineux) devrait théoriquement reculer par rapport aux niveaux récemment atteints. La hausse des prix enregistrée en 2007 apporte une réponse du côté de l'offre se traduisant par une extension des terres allouées à ce secteur et par une amélioration des rendements. La superficie cultivée en oléagineux devrait s'étendre au cours de la période de projection, de manière relative dans la zone de l'OCDE à l'exception des États-Unis, et de manière prononcée dans les pays non membres de l'OCDE, principalement au Brésil et en Argentine, mais la superficie consacrée à la culture des oléagineux s'étend aussi en Ukraine et en Russie. Pendant la période de projection, le rendement suit la progression historique moyenne. La production d'huile de palme devrait s'accroître rapidement, augmentant de 40 % environ entre 2007 et 2017.

L'utilisation des huiles végétales dans la fabrication de biocarburants représente plus d'un tiers de l'augmentation de l'utilisation des huiles végétales prévue entre 2005 et 2017.

Il s'agit d'une très forte augmentation en termes de pourcentage, étant donné que l'utilisation des biocarburants a quintuplé depuis 2005, où son niveau était très bas. Mais la progression des autres utilisations représente également une augmentation d'environ 33 % sur la même période. Les progrès de la consommation au niveau mondial se font à un prix mondial en terme réel presque constant, et tandis que les taux de croissance varient sensiblement, ils sont révélateurs d'un raffermissement de la demande. Les hausses de revenus en sont le moteur, et notamment au sein des pays non membres de l'OCDE qui devraient avoir augmenté de moitié leur consommation d'huiles végétales en 2017 par rapport à 2005.

Incertitudes

Les paragraphes précédents ont fait un examen des résultats du scénario de référence concernant le prix des céréales et des oléagineux sur la période couverte par les *Perspectives*. Les projections d'évolution de l'offre et de la demande de ces produits de base impliquent un maintien des prix à un niveau élevé, quoique moins élevé qu'actuellement. Mais ces résultats reflètent les hypothèses qui sous-tendent les projections, et il existe des incertitudes quant à la question de savoir si ces hypothèses deviendront ou non réalité. Certaines de ces incertitudes sont examinées d'un point de vue qualitatif dans les prochains paragraphes. La section suivante montre l'impact quantitatif possible de certains de ces facteurs.

La volatilité du marché des produits de base continuera à l'avenir, et la direction que prendront les changements est incertaine. Le fait que le niveau des prix batte actuellement des records historiques ne signifie pas qu'il faille exclure un retournement de la situation. À court terme, les faibles ratios des stocks par rapport à l'utilisation peuvent conduire, en cas de choc, à une poussée des prix à la hausse ou à la baisse. Les hausses de revenus dans la plupart des pays du monde peuvent non seulement conduire à une augmentation de la demande et à une modification du contenu de la demande, mais également à une moins grande réactivité de la demande aux évolutions de prix. Des marchés tendus avec des stocks limités et une rigidité croissante des composantes de la demande totale sont sujets à une plus grande volatilité des prix.

Les rendements et les conditions macroéconomiques, y compris le prix du pétrole, subiront des aléas qui auront pour conséquence une augmentation ou une diminution des prix mondiaux. Les récoltes peuvent être mauvaises. L'histoire récente abonde en prévisions tablant sur une croissance économique soutenue et constante d'un pays, lesquelles étaient loin de la vérité, et une perte de revenu induit un recul de la demande. Les perspectives répandues concernant le changement climatique conduisent à des prévisions de baisse des rendements, et l'amenuisement de l'approvisionnement en eau conduit à prévoir que des régions entières seront abandonnées. Souvent, des chocs systémiques et massifs sont considérés comme négatifs. Mais il existe aussi des « risques » allant dans une direction opposée. De bonnes conditions météorologiques peuvent donner lieu à des rendements exceptionnels; des investissements supplémentaires et des avancées technologiques peuvent améliorer de manière inattendue les rendements, et la croissance économique peut dépasser les prévisions.

La réaction politique à la situation des prix est elle aussi inconnue. En réponse aux préoccupations concernant les prix sur le marché intérieur, les pays seront-ils plus nombreux à mettre en œuvre des politiques commerciales ou des interventions sur le marché

intérieur pour réduire les augmentations de prix sur leur marché domestique? Si des pays protègent leur marché national des effets des prix mondiaux en appliquant des politiques protectionnistes au détriment d'autres pays, les prix connaîtront de nouvelles augmentations avant que les autres pays qui paient ces prix ou en tirent avantage n'ajustent les quantités de l'offre et de la demande et que les marchés s'équilibrent. Il existe aussi une certaine incertitude concernant les futures *politiques agricoles*. Par exemple, il existe des perspectives de conclusion d'un autre accord mondial concernant les échanges et il est prévu de prendre certaines décisions politiques, comme la nouvelle loi agricole (Farm Bill) américaine en attente d'être adoptée à la date de la rédaction des présentes *Perspectives*, ou bien le « bilan de santé » de la PAC devant être entrepris par l'UE. La *politique environnementale* continue d'être une source d'incertitude. Les producteurs de nombreux grands pays exportateurs respectent les normes visant à encourager les pratiques de développement durable. Les politiques environnementales engagées pour traiter la question du changement climatique potentiel, par exemple, la taxation du carbone ou les crédits d'émission de carbone, pourraient occasionner des changements rapides au niveau de la rentabilité des surfaces d'exploitation et des pratiques agricoles.

Les *politiques en matière de biocarburants* constituent aussi une source d'incertitude. Au moment de la publication des présentes *Perspectives*, la situation des politiques-clés en matière de biocarburant menées dans certains pays ne correspond plus à la réalité décrite dans les *Perspectives*. Celles-ci ne tiennent pas compte d'une série de nouveaux objectifs fixés par les États-Unis, ni des conséquences potentielles d'une directive de l'UE visant à promouvoir l'utilisation de biocarburants. Ces politiques, ainsi que d'autres politiques visant à promouvoir la production et l'utilisation de biocarburants, soit en fixant des obligations, soit par l'octroi de subventions, conduiront à une augmentation des achats de matières premières utilisées dans la production de biocarburants. À l'inverse, bien entendu, si les politiques visant à promouvoir la production et l'utilisation de biocarburants sont ajournées, abandonnées, ou revues à la baisse en exigeant moins d'efforts, les achats de matières premières diminueront, réduisant en conséquence les prix moyens dans le futur à un niveau inférieur aux prévisions du présent rapport.

Si les *nouvelles technologies de production de biocarburants* devenaient viables, via une quelconque combinaison de rentabilité commerciale et de subventions, le schéma des achats de matières premières pourrait connaître un changement radical par rapport au schéma actuel et par rapport aux prévisions. Les nouveaux processus de fabrication de biocarburants à partir de matières premières qui ne sont pas en concurrence directe avec les cultures commerciales existantes, ou qui sont même des coproduits de ces cultures, pourraient conduire à une modification des *Perspectives*, peut-être même radicale. Mais l'OCDE étudie cette possibilité à un autre niveau, étant donné les questions compliquées que cela engendre et qui défient toute analyse superficielle.

La *capacité à long terme de l'offre* est une question clé. Deux arguments s'affrontent : le premier réitère des messages à propos du changement climatique et de la surconsommation d'eau, suggère que les rendements sont en train d'atteindre leur niveau maximal, et estime que les possibilités d'offres supplémentaires sont limitées. Le second souligne les potentialités de l'innovation humaine à continuer, voire à accélérer, les évolutions des rendements, particulièrement lorsqu'elle est motivée par un prix élevé, et les potentialités encore inaccomplies des pays qui en sont encore aux stades de développement associés à une faible productivité. Les *Perspectives* n'ont pas pour rôle de répondre à cet argument, ni celui de chercher à apporter un soutien inconditionnel à l'un

ou l'autre de ces arguments. Les *Perspectives* adoptent le point de vue selon lequel, à moyen terme, l'évolution technologique continuera de suivre les tendances historiques.

Plus généralement, le pire ennemi des prix élevés sont précisément les prix élevés. Les augmentations de prix ont une influence sur l'offre et la demande qui se traduit par une diminution des prix. Un prix élevé incite les producteurs à trouver de nouveaux moyens d'augmenter la production et encourage les consommateurs à se tourner vers des solutions alternatives ou à utiliser les marchandises plus efficacement. L'introduction de changements extrêmes, tels que de nouveaux procédés de fabrication, l'utilisation d'un bien à un stade intermédiaire du processus de transformation, l'introduction de biens de substitution ou l'adaptation des styles de vie, peut prendre du temps. L'ampleur de ces réponses et le temps de latence entre leur mise en place et leur effet sur les prix élevés sont incertains. Par contre, une chose est sûre : les différents agents réagiront de manière à lutter contre les augmentations continues des prix.

Quelle est l'importance des hypothèses des *Perspectives* dans la fixation des prix futurs?

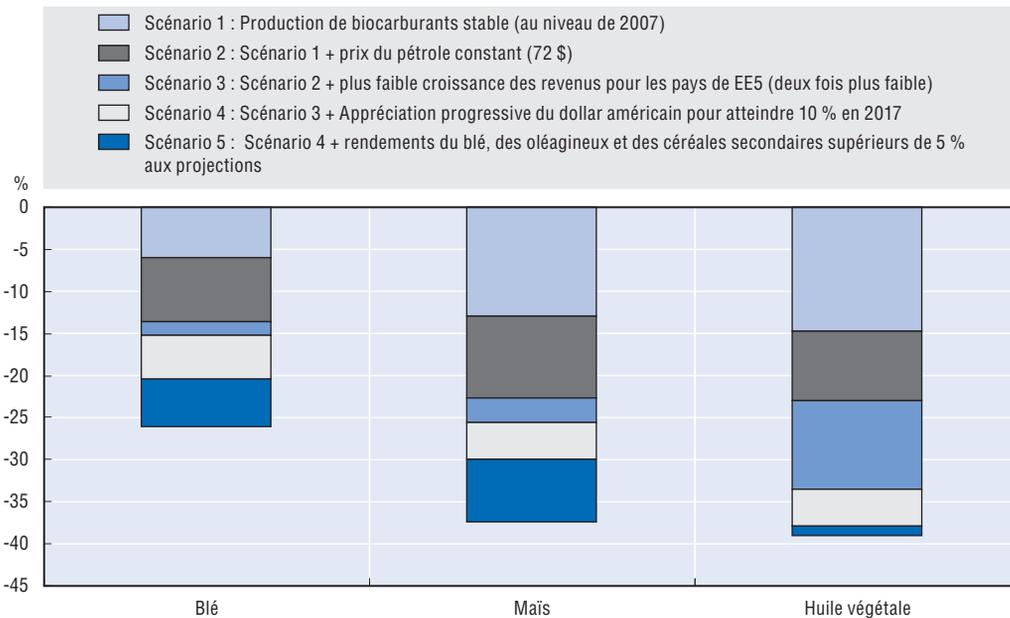
Après avoir envisagé sous l'angle qualitatif les impacts d'une série de facteurs aux conséquences incertaines sur le niveau et la variabilité des prix, les paragraphes suivants essaient de quantifier certains de ces effets. La récente envolée des prix des denrées alimentaires de base a surpris la plupart des prévisionnistes économiques, nous rappelant la vulnérabilité inhérente des projections aux évolutions non anticipées. Le scénario de référence qui repose sur des conditions météorologiques normales et une performance économique stable est nécessaire, mais l'avenir ne suivra pas un chemin aussi lisse. Les chocs négatifs et positifs subis par les rendements sont des éléments permanents des marchés des denrées de base agricoles. Il en va de même des aléas macroéconomiques qui influencent à la hausse ou à la baisse le niveau des revenus, qui faussent les taux de change, et qui provoquent ou limitent l'inflation. De même, il y a un débat croissant autour de la question de savoir si les gouvernements continueront à subventionner avec le même enthousiasme que ces dernières années la conversion des denrées alimentaires en matières premières pour la production de biocarburants.

Pour acquérir une certaine idée de la sensibilité du scénario de base aux hypothèses alternatives concernant ces facteurs, le modèle économique qui sous-tend ces projections a été utilisé pour réaliser une analyse d'incidence. Deux types de simulations ont été effectués. La première consistait à reproduire simplement cinq versions du scénario de base, en remplaçant progressivement les hypothèses originales relatives aux variables causales clés par des valeurs alternatives plausibles. La seconde consistait à effectuer une simulation stochastique dans laquelle les hypothèses sur des conditions climatiques normales ainsi qu'un environnement macroéconomique stable sont remplacées par un éventail de valeurs plausibles en terme de rendement et de variables macroéconomiques.

Résultats du scénario

Les cinq hypothèses clés qui ont été examinées sont : 1) l'utilisation des céréales et des oléagineux dans la production de biocarburants, 2) le prix du pétrole, 3) la hausse des revenus dans les principaux pays en développement : Chine, Inde, Brésil, Indonésie et Afrique du Sud (désignés sous l'appellation de « pays EE5 » dans le graphique 2.5), 4) le taux de change du dollar des États-Unis par rapport aux devises de tous les autres pays, et 5) les rendements des récoltes. Le graphique 2.5 montre les résultats de la première série de

Graphique 2.5. **Analyse d'incidence des changements sur les prix mondiaux projetés selon cinq hypothèses, différence en pourcentage par rapport aux valeurs du scénario de base, 2017**



Source : Secrétariats de l'OCDE et de la FAO.

simulations. Pour simplifier la présentation, tous les aléas choisis pour ces expériences ont été implémentés de manière à ce qu'ils abaissent les prix jusqu'à un niveau inférieur à ceux prévus dans le scénario. De toute évidence, le contraire aurait été possible également. Et en vue d'une illustration encore plus éloquent, l'accent a été mis uniquement sur l'effet produit sur les prix de la dernière année de la période de projection du scénario de base, à savoir 2017.

L'interprétation de ces conclusions doit tenir compte du fait que, prises individuellement, ces hypothèses alternatives peuvent sembler aussi réalistes que celles du scénario de base. Évidemment, la probabilité qu'elles soient conformes aux hypothèses faites ici est faible. Néanmoins, il est vrai que ces dernières années ont été le témoin de la simultanéité de tous ces facteurs, concourant tous à guider les prix dans la même direction haussière. Même si ces évolutions ne peuvent expliquer à elles seules la hausse totale des prix des denrées alimentaires de base depuis 2005, elles permettent certainement de l'expliquer en grande partie.

Il est intéressant de noter que même des changements apparemment modestes des hypothèses peuvent donner lieu à des différences importantes au niveau des projections de prix. Pour les céréales secondaires et l'huile végétale, les perspectives de prix seraient particulièrement différentes si le niveau de la production de biocarburants devait rester constant par rapport à 2007. Les évolutions de la demande pour ces denrées de base en tant que matières premières entrant dans la production des biocarburants sont une source d'incertitude, peu importe qu'il s'agisse d'une conséquence d'une évolution du prix du pétrole, d'un changement des politiques de soutien aux biocarburants ou d'une nouvelle avancée technologique qui amènerait les producteurs à acheter d'autres types de matières premières. Le maintien de la production de biocarburants à un niveau constant par rapport à son niveau de 2007 représente une réduction d'environ 12 % par rapport aux prévisions

de prix à l'horizon 2017 pour les céréales secondaires, et d'environ 15 % par rapport aux prix de l'huile végétale.

Le second scénario montre que les prix prévus pour le blé, les céréales secondaires et l'huile végétale sont tous extrêmement sensibles aux hypothèses relatives au prix du pétrole. Cela éclaire le rôle important que joue la récente escalade des prix du pétrole brut dans l'envolée du prix de revient des denrées alimentaires de base. Ce seul facteur externe constitue non seulement une caractéristique cruciale du contexte macroéconomique, mais il exerce un impact direct sur les coûts énergétiques de la production agricole, du transport et de la transformation des denrées alimentaires. De nombreux pays connaissent une meilleure croissance économique si le prix du pétrole est bas, mais d'autres tirent profit d'un prix élevé. En partant de l'hypothèse que le prix du pétrole reste constant, le prix du maïs et de l'huile végétale seraient inférieurs d'environ 10 % et celui du blé de 7 % en 2017, comparé aux prévisions du scénario de base.

La croissance du PIB dans les pays en développement est une source des récentes augmentations de la demande que de nombreux observateurs considèrent comme une caractéristique permanente du futur à moyen terme. Les extrapolations de la tendance de croissance du PIB d'un pays donné de l'ordre de 8 à 10 %, étendues à un avenir indéterminé, posent la question suivante : quand cette croissance s'arrêtera-t-elle ? La sensibilité des prix aux augmentations du PIB est analysée au regard de l'éventualité hypothétique selon laquelle le taux de croissance du PIB serait réduit de moitié par rapport au taux prévu dans les présentes *Perspectives*. Dans ce cas de figure, le niveau du prix du blé et des céréales secondaires se situerait à peine en deçà du niveau de référence (1 à 2 %). Pour les huiles végétales, la différence de prix simulée est supérieure à 10 %, ce qui reflète probablement une élasticité nettement plus importante de la demande par rapport au revenu et une influence plus importante des pays EE5 dans les échanges mondiaux.

Ces résultats sont peut-être moins surprenants qu'il n'y paraît à première vue. Premièrement, même si les pays EE5 sont des marchés en expansion rapide pour le blé et les céréales secondaires, ils restent néanmoins des acteurs relativement secondaires du commerce mondial. Ce n'est pas le cas pour les huiles végétales, secteur où la Chine et l'Inde sont de très grands importateurs et où une moindre croissance du PIB a un effet considérable sur les prix mondiaux. Deuxièmement, ce scénario ne tient compte d'aucune des retombées que peut avoir une moindre hausse des revenus dans les pays EE5 sur la croissance économique d'autres pays. Aussi, les résultats présentés ici peuvent comporter un certain biais à la baisse.

Un quatrième scénario a été défini pour simuler l'impact d'un dollar des États-Unis plus fort. Ainsi, les taux de change du dollar ont été progressivement appréciés pour atteindre en 2017 des taux plus élevés de 10% par rapport à l'hypothèse de base actuelle. Un dollar plus fort fait monter les prix libellés en monnaie nationale dans les pays exportateurs, renforçant les incitations à accroître l'offre. Dans le même temps un dollar plus fort diminue la demande dans les pays importateurs. La combinaison d'une offre d'exportation plus importante et d'une plus faible demande d'importation ajoute une pression à la baisse sur les prix mondiaux. D'ici à 2017, le prix du blé, des céréales secondaires et de l'huile végétale seront inférieurs d'environ 5% par rapport à ceux prévus dans l'hypothèse de base.

Le scénario selon lequel les rendements de céréales et d'oléagineux seraient supérieurs de 5 % conduit à des projections de prix pour le blé et le maïs à l'horizon 2017

qui sont inférieurs, respectivement de 6 et de 8 %, à la valeur de base correspondante dans l'hypothèse de base. Les tendances des rendements sont une grande source d'incertitude. Certains observateurs attribuent les contraintes pesant sur la productivité agricole à la disparition des ressources hydriques et envisagent même des contraintes potentielles plus lourdes sur la production agricole en conséquence du réchauffement climatique. On avance l'argument selon lequel le réchauffement climatique amplifie directement l'incidence des chocs négatifs subis par les rendements et qu'il maintient une pression négative durable sur la production dans les zones climatiques sujettes à de fortes chaleurs. Cependant les rendements pourraient augmenter dans les régions à climats modérés, ce qui rend l'effet net sur la production mondiale incertain. En outre, il pourrait donner lieu à l'introduction de politiques, telles que les échanges des droits d'émission, susceptibles à leur tour de réduire la production agricole en conséquence d'une augmentation des coûts énergétiques et des charges foncières.

D'autres observateurs notent que le maintien des prix à un niveau durablement élevé donne un sursaut aux investissements, et prévoient que les récents événements stimuleront les avancées technologiques. La perspective plus optimiste compte même sur une autre révolution verte qui augmenterait le rendement des récoltes dans certaines des régions les plus pauvres du monde dans une mesure équivalente à ce qu'ont connu certaines régions de l'Asie du Sud et du Sud-Est et de l'Amérique latine lors de la précédente révolution verte. Ces observateurs optimistes répondent aux préoccupations soulevées par la plus grande variabilité météorologique en attirant l'attention sur la motivation qui en résulte à développer des technologies et à se tourner vers des produits de base moins sensibles.

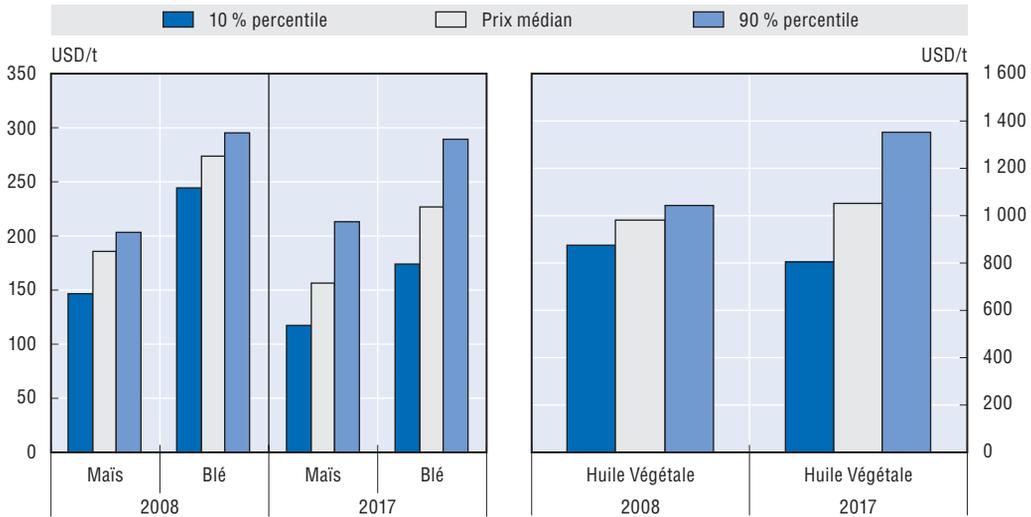
Résultats stochastiques

L'analyse stochastique, qui utilise un assortiment de variables intrantes essentielles à la place de valeurs fixes, donne un aperçu plus équilibré et plus complet de l'incertitude sous-jacente aux projections⁴. Ici, plutôt que d'introduire des modifications séquentielles discrètes tour à tour dans les cinq principales hypothèses, les variations y sont introduites simultanément (sauf en ce qui concerne la production de biocarburants). Les valeurs alternatives ont été choisies sur la base de schémas d'observation historique des données. Il en résulte que pour chaque année considérée dans le scénario de base, au lieu d'avoir une projection unique de prix, on obtient une répartition statistique des projections de prix pour chaque denrée de base.

Pour saisir l'essentiel des conclusions de cet exercice, il suffit d'examiner la répartition simulée des résultats de prix obtenus pour 2008 et 2017. Le graphique 2.6 résume les résultats obtenus pour ces deux années de projection pour ce qui est du prix médian, et les valeurs au 10^e et au 90^e centile des répartitions projetées des prix pour le blé, les céréales secondaires et l'huile végétale.

Les valeurs médianes de ces répartitions sont presque identiques à celles des projections déterministes du scénario de base. Le 10^e centile indique le bas de la fourchette; le 90^e centile indique le haut de la fourchette. Ces valeurs ne devraient pas être interprétées comme représentant des extrêmes supérieurs et inférieurs, mais comme une indication de futurs alternatifs plausibles basée sur les variations passées des variables essentielles qui déterminent les prix des denrées de base.

Pour ce qui est du prix projeté pour le maïs en 2008, le 10^e centile correspond à 146 USD la tonne, et le 90^e centile à 204 USD. Les valeurs correspondantes pour le prix du

Graphique 2.6. **Simulation stochastique du prix des récoltes en 2008 et en 2017 en termes nominaux**

Source : Secrétariats de l'OCDE et de la FAO.

blé sont respectivement de 244 USD la tonne et de 296 USD. Dans les deux cas, le 10^e et le 90^e centile sont séparés de manière plus marquée dans les résultats de 2017 que dans ceux de 2008, ce qui reflète les effets combinés de l'incertitude pour les premières années, en particulier sur le plan des tendances sous-jacentes. Dans les deux cas, la répartition accuse une tendance à la baisse. Le 10^e centile chute à 117 USD la tonne pour le maïs et à 174 USD la tonne pour le blé, tandis que le 90^e centile varie peu.

Le niveau inférieur de la répartition en 2017 reflète les hypothèses sous-jacentes des *Perspectives*. La possibilité que les écarts par rapport à ces hypothèses donnent lieu, en ce qui concerne les céréales, à des prix nettement inférieurs ou constants par rapport aux valeurs actuelles basées sur les variations historiques représentées ici expriment le degré d'incertitude qui est connu et aisément modélisable. La répartition des prix de l'huile végétale en 2017 indique que dans ce cas aussi, les hypothèses sur lesquelles se basent ces projections et les variations historiques qui peuvent être très aisément mesurées impliquent la possibilité pour les prix d'être inférieurs de 20 % ou supérieurs de 40 % aux prix projetés pour 2008 dans les *Perspectives*.

Bilan

Dans ce chapitre, un ensemble de facteurs temporaires et permanents ont été identifiés dans le but de comprendre l'évolution que les prix sur le marché des denrées de base sont susceptibles de connaître à l'avenir. Sur la base de l'analyse, à la question 'Les prix vont-ils rester aussi élevés qu'aujourd'hui?' La réponse du présent rapport est « très peu probable ». Même si on peut s'attendre à ce que les prix quittent les sommets auxquels ils sont parvenus aujourd'hui et à ce qu'ils s'engagent à nouveau dans un processus de diminution graduelle, le niveau de départ sera plus élevé que les niveaux historiques habituels.

Pour récapituler, les principaux facteurs qui ont contribué à l'envolée actuelle des prix et qui permettront de déterminer les évolutions à venir peuvent être résumés comme suit :

- La demande s'est accrue plus vite que l'offre, notamment à cause de l'augmentation de la production de biocarburant, mais pas exclusivement.

- L'offre aurait normalement dû augmenter davantage, mais en raison des mauvaises conditions météorologiques dans certains pays producteurs importants, la production a souffert et les exportations sur les marchés mondiaux ont chuté. L'évolution de l'offre sera d'autant plus réduite que les prix du pétrole sont élevés.
- La sensibilité de la demande aux évolutions de prix semble être éteinte pour diverses raisons. Aussi, un choc d'une ampleur donnée subi par l'offre nécessitera un changement plus important des prix pour entraîner l'ajustement de la demande nécessaire pour équilibrer le marché.
- Dans le même temps, les stocks mondiaux sont tombés à leur niveau le plus bas au cours de la dernière décennie si bien que toutes les variations des quantités produites et demandées ne peuvent pas être amorties; leur répercussion sur les prix du marché est donc proportionnellement plus importante.
- La forte augmentation de l'activité financière sur le marché des matières premières pourrait avoir contribué à cette récente montée des prix, mais la question se pose de savoir dans quelle mesure.
- Les mesures douanières adoptées par de nombreux pays pour tenter d'augmenter l'offre sur leur marché intérieur ont eu pour effet de diminuer l'offre sur les marchés mondiaux, amplifiant à leur tour le phénomène d'augmentation des prix.

Cette combinaison de développements a conduit à une envolée historique des prix. Toutefois, il semble qu'une certaine incertitude autour des évolutions à venir ait eu une forte incidence aussi, surtout ces derniers temps, sachant que les gouvernements et les investisseurs entreprennent des actions qui contribuent parfois à amplifier les hausses de prix et la future volatilité des prix. Sans ces éléments supplémentaires, les prix n'auraient très probablement pas atteint les niveaux qu'ils ont atteint en réalité.

En ce qui concerne les tendances futures des prix sur la période couverte par les *Perspectives*, les résultats des scénarios ont montré l'incidence relative sur les prix de différentes hypothèses, du point de vue des développements macroéconomiques, des taux de change, du prix du pétrole, de la production de biocarburants et des évolutions des rendements. Combinées, ces hypothèses modifiées pourraient entraîner une baisse des prix des céréales et des huiles végétales, à l'horizon 2017, à un niveau de 25 à 40% inférieur aux valeurs du scénario de base.

Même si ces scénarios ont été appliqués de manière à réduire les prix afin de démontrer leur contribution relative, ils peuvent très bien suivre une configuration différente amenant les prix à un niveau plus élevé que celui prévu dans le scénario de base. Toutefois, l'analyse stochastique réalisée dans le cadre de l'estimation proposée par les présentes *Perspectives* laisse supposer que, du moins pour les céréales, le risque de diminution des prix aura tendance à augmenter à l'avenir.

Notes

1. Les prix libellés en dollars ont connu une augmentation substantielle, mais l'affaiblissement général du dollar pendant cette période signifie que les augmentations de prix enregistrées ailleurs ont souvent été moins prononcées que les prix annoncés dans les grands titres. À l'exception de rares pays, les augmentations de prix des récoltes sur le marché domestique et à l'importation ont été substantielles mais, exprimées en dollars, elles sont moins spectaculaires. En outre, de nombreux pays, membres ou non de l'OCDE, mènent des politiques d'intervention sur les marchés agricoles, par exemple des politiques douanières, afin de compenser les effets du taux de change sur les prix des marchandises importées dans les marchés domestiques.

2. En ce qui concerne les prévisions de prix pour l'année 2008, il est clair qu'il était impossible pour le scénario de base des *Perspectives* de refléter la récente flambée des prix. Le scénario de base, établi pour donner une idée des évolutions possibles du marché à moyen et long terme, doit absolument faire abstraction de certains des facteurs à court terme inhérents aux marchés des marchandises. Ceux-ci peuvent se traduire par des variations mensuelles de prix nettement plus importantes que celles observées à partir des moyennes annuelles utilisées dans les *Perspectives*.
3. Il est à noter que la nouvelle loi des États-Unis « Energy Independence and Security Act » ainsi que les nouveaux mandats dans l'Union européenne n'ont pas été pris en compte dans cette analyse.
4. Des techniques de simulation stochastique et des résultats stochastiques ont été élaborés dans les précédentes *Perspectives*. Les prévisions annuelles des valeurs de rendement et des variables macroéconomiques (y compris le prix du pétrole brut) ne sont pas supposées être des valeurs définitives sur la période de projection, pas plus que dans le scénario de base. Ici, les perturbations aléatoires des niveaux de rendement, des tendances et des variables macroéconomiques sont déduites de distributions statistiques conditionnées par l'histoire, en respectant, dans toute la mesure du possible, la corrélation possible entre les erreurs et les relations entre les variables macroéconomiques. Plusieurs centaines de ces valeurs déterminées de manière aléatoire sont introduites dans le modèle résolu pour chaque ensemble de projections. Le résultat produit un large éventail de valeurs de rendement et de cadres macroéconomiques susceptibles d'être pertinents durant la période couverte par les *Perspectives*. Par exemple, concernant le prix du pétrole en 2008, le 10ème percentile est 73 dollars des États-Unis et le 90ème est 140 dollars. De plus amples détails sur la façon dont les analyses stochastiques partielles ont été réalisées sont donnés dans la section Méthodologie du rapport complet sur les *Perspectives*.

ANNEXE A

Tableaux statistiques

Tableau A.1. Hypothèses économiques

Année civile ^a		Moyenne 2002-06	2007 est.	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
PIB RÉEL^b													
Australie	%	3.2	4.3	3.5	3.0	3.2	3.2	3.1	3.0	2.8	2.8	2.8	2.8
Canada	%	2.7	2.6	2.4	2.7	2.7	2.2	2.1	2.2	2.1	2.1	2.1	2.1
UE15	%	1.6	2.6	1.9	2.0	2.0	1.9	1.8	1.8	1.8	1.8	1.8	1.8
Japon	%	1.7	1.9	1.6	1.8	1.5	1.2	1.2	1.2	1.2	1.2	1.2	1.2
Corée	%	4.8	4.9	5.2	5.1	4.7	4.2	4.0	3.9	3.9	3.9	3.9	3.9
Mexique	%	2.8	3.0	3.6	4.3	4.2	4.0	4.0	4.0	4.0	4.0	4.0	4.0
Nouvelle-Zélande	%	3.5	3.4	1.9	2.1	2.2	2.2	2.2	2.2	2.2	2.2	2.2	2.2
Norvège	%	2.4	3.4	3.6	2.4	1.7	1.7	2.0	2.1	2.0	2.0	2.0	2.0
Suisse	%	1.7	2.7	2.0	2.0	1.7	1.4	1.4	1.4	1.5	1.5	1.5	1.5
Turquie	%	7.2	5.1	5.4	5.7	5.5	5.5	5.5	5.5	5.5	5.5	5.5	5.5
États-Unis	%	2.7	2.2	2.0	2.2	2.7	2.6	2.4	2.4	2.4	2.4	2.4	2.4
Argentine	%	4.9	7.8	5.7	4.7	3.4	3.2	3.1	3.0	2.9	2.9	2.9	2.8
Brésil	%	2.8	4.8	4.5	4.5	3.9	3.6	3.6	3.6	3.5	3.5	3.4	3.5
Chine	%	10.1	11.3	10.8	10.5	8.2	8.2	8.2	8.2	8.2	8.2	8.2	8.2
Inde	%	7.7	7.7	7.2	6.9	6.7	6.4	6.1	5.9	5.6	5.3	5.3	5.3
Russie	%	6.5	7.5	6.5	6.0	5.4	5.4	5.4	5.4	5.4	5.4	5.4	5.4
Afrique du Sud	%	4.4	5.0	5.1	5.3	5.2	5.2	5.2	5.2	5.2	5.2	5.2	5.2
OCDE ^{c, d}	%	2.3	2.5	2.2	2.3	2.4	2.3	2.2	2.2	2.2	2.2	2.2	2.2
DÉFLATEUR DCP^b													
Australie	%	2.1	2.5	2.9	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5
Canada	%	2.7	1.6	1.4	1.7	1.9	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0
UE15	%	2.1	1.9	2.4	2.1	1.9	1.8	1.8	1.8	1.8	1.8	1.8	1.8
Japon	%	-0.8	-0.5	0.1	0.3	0.5	0.6	0.9	1.0	1.1	1.1	1.1	1.1
Corée	%	2.9	2.4	2.8	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0
Mexique	%	5.1	3.7	3.7	3.4	3.2	3.2	3.2	3.2	3.2	3.2	3.2	3.2
Nouvelle-Zélande	%	1.6	1.6	2.2	2.0	2.0	2.1	2.1	2.1	2.1	2.1	2.1	2.1
Norvège	%	1.6	0.5	2.5	2.1	2.1	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0
Suisse	%	0.9	0.9	1.5	1.4	1.0	0.8	0.8	0.8	0.8	0.8	0.8	0.8
Turquie	%	17.4	8.5	6.5	4.5	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5
États-Unis	%	2.4	2.5	2.4	1.7	1.9	1.9	1.9	1.9	1.9	1.9	1.9	1.9
Argentine	%	12.7	8.6	11.1	11.3	4.7	4.8	4.7	4.6	4.6	4.6	4.5	4.5
Brésil	%	7.7	4.0	4.1	4.2	3.7	4.4	4.4	4.4	4.4	4.4	4.4	4.4
Chine	%	1.8	4.6	3.9	3.0	2.6	2.8	2.9	3.1	3.1	3.0	2.9	3.0
Inde	%	4.1	6.2	5.5	4.5	5.8	5.8	5.8	5.8	5.8	5.8	5.8	5.8
Russie	%	6.5	10.4	8.9	7.6	5.5	5.2	4.9	4.7	4.4	4.2	4.0	3.8
Afrique du Sud	%	4.4	5.9	5.7	5.2	5.4	5.4	5.4	5.4	5.4	5.4	5.4	5.4
OCDE ^{c, d}	%	2.4	2.2	2.4	2.0	2.1	2.2	2.2	2.2	2.3	2.3	2.3	2.3

Pour les notes, voir en fin de tableau.

Source : Secrétariats de l'OCDE et de la FAO.

Tableau A.1. Hypothèses économiques (suite)

Année civile ^a	2007 est. (millions)	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017		
POPULATION													
Australie	%	20.6	1.04	1.00	0.97	0.97	0.97	0.96	0.95	0.94	0.93	0.92	
Canada	%	32.6	0.92	0.90	0.88	0.87	0.86	0.85	0.84	0.83	0.82	0.80	
UE27	%	491.7	0.22	0.18	0.16	0.14	0.13	0.11	0.09	0.08	0.07	0.05	
Japon	%	127.8	0.01	-0.02	-0.05	-0.09	-0.12	-0.15	-0.18	-0.21	-0.24	-0.28	
Corée	%	48.3	0.36	0.34	0.31	0.28	0.24	0.21	0.18	0.15	0.13	0.09	
Mexique	%	102.9	1.13	1.19	1.18	1.12	1.06	1.01	0.96	0.93	0.90	0.88	
Nouvelle-Zélande	%	4.1	0.94	0.86	0.83	0.82	0.82	0.81	0.78	0.77	0.77	0.72	
Norvège	%	4.7	0.62	0.62	0.61	0.61	0.63	0.60	0.60	0.59	0.61	0.59	
Suisse	%	7.5	0.39	0.37	0.37	0.36	0.37	0.34	0.34	0.35	0.34	0.35	
Turquie	%	73.9	1.29	1.27	1.24	1.21	1.18	1.14	1.11	1.08	1.04	1.01	
États Unis	%	299.4	0.99	0.97	0.96	0.94	0.93	0.91	0.89	0.88	0.86	0.85	
Argentine	%	39.1	0.90	0.89	0.88	0.96	0.94	0.93	0.92	0.90	0.88	0.88	
Brésil	%	188.6	1.14	1.12	1.10	1.29	1.25	1.22	1.18	1.14	1.11	1.07	
Chine	%	1324.1	0.63	0.62	0.62	0.64	0.67	0.69	0.69	0.68	0.66	0.63	
Inde	%	1151.8	1.50	1.47	1.44	1.41	1.38	1.35	1.32	1.28	1.25	1.22	
Russie	%	142.5	-0.53	-0.53	-0.54	-0.46	-0.47	-0.47	-0.49	-0.50	-0.52	-0.53	
Afrique du Sud	%	48.3	0.61	0.53	0.47	0.44	0.42	0.40	0.39	0.39	0.39	0.39	
OCDE ^c	%	1213.5	0.57	0.55	0.53	0.51	0.49	0.47	0.45	0.44	0.42	0.40	
Monde	%	6 607.1	1.19	1.18	1.16	1.6	1.5	1.14	1.13	1.11	1.09	1.07	
Année civile ^a		Moyenne 2002-06	2007 est.	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
TAUX DE CHANGE													
Australie	AUD/USD	1.47	1.19	1.20	1.21	1.23	1.24	1.25	1.27	1.28	1.29	1.31	1.32
Canada	CAD/USD	1.32	1.07	1.07	1.07	1.08	1.08	1.09	1.09	1.10	1.11	1.11	1.12
UE15	EUR/USD	0.87	0.73	0.73	0.73	0.74	0.74	0.74	0.74	0.74	0.74	0.74	0.74
Japon	JPY/USD	115.0	117.4	114.7	112.8	111.2	109.6	108.3	107.0	105.9	104.8	103.6	102.5
Corée	'000 KRW/USD	1.11	0.93	0.92	0.91	0.92	0.92	0.93	0.94	0.94	0.95	0.96	0.97
Mexique	MXN/USD	10.70	10.95	11.15	11.30	11.45	11.57	11.70	11.82	11.94	12.07	12.19	12.32
Nouvelle-Zélande	NZD/USD	1.67	1.36	1.39	1.39	1.40	1.40	1.41	1.41	1.42	1.42	1.43	1.43
Argentine	ARS/USD	3.02	3.10	3.30	3.40	3.45	3.52	3.61	3.68	3.75	3.83	3.91	3.99
Brésil	BRL/USD	2.66	1.90	1.90	2.00	2.04	2.09	2.13	2.18	2.22	2.27	2.32	2.37
Chine	CNY/USD	8.20	7.57	7.20	6.84	6.53	6.43	6.35	6.30	6.26	6.23	6.20	6.18
Inde	INR/USD	45.74	41.50	40.00	39.50	41.78	44.19	46.75	49.45	52.30	55.33	58.52	61.90
Russie	RUR/USD	29.3	26.4	26.1	26.1	27.2	28.1	28.7	28.7	29.5	30.1	30.7	31.3
Afrique du Sud	ZAR/USD	7.54	7.22	7.17	7.33	7.72	8.14	8.58	9.05	9.54	10.06	10.60	11.18
PRIX MONDIAL DU PÉTROLE													
Prix du pétrole brut (Brent)	USD/baril	42.30	72.30	90.00	90.00	91.10	92.80	94.60	96.40	98.20	100.10	102.00	104.00

a) Pour les pays de l'OCDE, les données historiques du PIB réel, de la consommation privée, du déflateur et du taux de change proviennent des *Perspectives économiques de l'OCDE* n° 82, décembre 2007. Pour les économies non membres, les données macroéconomiques historiques proviennent de la Banque mondiale, novembre 2007. Les hypothèses correspondant à la période de projection se basent sur les dernières projections macroéconomiques du Département économique de l'OCDE, les projections de la Banque mondiale, les réponses au questionnaire envoyé aux experts agricoles des pays membres et pour les données de population sur les *World Population Prospects: the 2006 Revision* (médium variant), des Nations Unies. Les données de l'Union européenne sont un agrégat de la zone euro.

b) Variation annuelle en pourcentage. L'indice des prix utilisé est le déflateur des dépenses de la consommation privée.

c) L'Islande n'est pas comprise.

d) Moyenne pondérée des taux de croissance annuels du PIB réel et du déflateur DCP dans les pays membres basée sur des poids utilisant le PIB et les parités de pouvoir d'achat (PPA) de 1995.

est. : estimation.

Source : Secrétariats de l'OCDE et de la FAO.

Tableau A.2. **Prix mondiaux^a**

		Moyenne 02/03- 06/07	07/08 est.	08/09	09/10	10/11	11/12	12/13	13/14	14/15	15/16	16/17	17/18
BLÉ													
Prix ^b	USD/t	167.8	318.6	267.0	233.6	225.9	229.7	231.0	231.2	230.2	230.9	231.6	230.6
CÉRÉALES SECONDAIRES													
Prix ^c	USD/t	113.2	181.3	185.3	185.0	189.0	188.4	178.5	173.0	173.2	170.9	166.6	164.6
RIZ													
Prix ^d	USD/t	262.3	361.0	390.6	367.9	330.7	326.7	337.2	340.3	335.6	333.8	332.5	334.5
OLÉAGINEUX													
Prix ^e	USD/t	293.4	485.8	481.9	470.6	468.3	464.2	455.8	452.4	453.2	455.6	457.6	457.2
TOURTEAUX D'OLÉAGINEUX													
Prix ^f	USD/t	219.5	365.7	348.2	331.5	328.4	321.6	308.4	302.6	303.4	304.0	305.8	307.0
HUILES VÉGÉTALES													
Prix ^g	USD/t	587.5	1 015.1	986.9	1 017.9	1 026.3	1 031.2	1 043.8	1 048.0	1 050.9	1 055.9	1 060.3	1 055.1
SUCRE													
Prix, sucre brut ^h	USD/t	237.1	229.3	216.0	228.0	257.6	280.4	304.5	298.0	307.1	309.6	308.2	301.7
Prix, sucre raffiné ⁱ	USD/t	291.2	289.1	268.1	280.8	317.8	351.8	374.5	371.3	384.9	385.0	383.4	379.1
VIANDE BOVINE													
Prix, UE ^j	EUR/100 kg pcp	256.5	276.0	275.3	279.2	281.2	282.9	285.9	288.8	295.0	300.4	303.2	305.9
Prix, US ^k	USD/100 kg pcp	291.0	327.1	327.2	323.1	325.4	322.7	310.7	317.1	320.5	322.9	323.1	328.7
Prix, Argentine ^l	ARS/100 kg pcp	120.7	151.7	143.3	142.3	138.6	138.1	136.2	138.1	143.1	144.5	147.9	147.5
VIANDE PORCINE													
Prix, UE ^m	EUR/100 kg pcp	131.3	130.6	148.5	149.6	149.8	147.7	150.8	149.7	147.5	150.5	148.4	151.6
Prix, US ⁿ	USD/100 kg pcp	137.3	143.5	143.5	156.0	172.3	176.9	164.6	169.8	167.5	163.2	160.8	158.8
Prix, Brésil ^o	USD/100 kg pcp	78.0	109.4	147.7	153.6	151.4	145.7	148.2	150.2	149.9	149.0	151.1	153.0
VIANDE DE VOLAILLE													
Prix, UE ^p	EUR/100 kg pac	101.5	111.7	115.9	118.5	120.9	117.7	115.7	120.3	121.4	122.5	123.6	124.8
Prix, US ^q	USD/100 kg pac	144.1	168.4	166.8	160.6	165.6	168.7	164.2	167.9	170.1	171.9	174.0	177.3
Prix, Brésil ^r	USD/100 kg pcp	95.1	143.8	156.0	137.7	137.4	140.1	140.3	143.4	146.2	148.1	149.7	152.8
VIANDE OVINE													
Prix, Nouvelle-Zélande ^s	NZD/100 kg pcp	379.0	318.8	313.2	344.6	365.8	379.9	386.1	392.4	398.8	405.3	420.1	435.6
BEURRE													
Prix ^t	USD/100 kg	161.6	293.8	300.6	290.1	265.6	256.1	257.1	259.8	264.4	268.1	269.6	271.8
FROMAGE													
Prix ^u	USD/100 kg	234.6	402.2	418.9	393.9	359.6	349.9	350.4	351.7	354.1	355.6	357.3	358.0
LAIT ÉCRÉMÉ EN POUDRE													
Prix ^v	USD/100 kg	191.2	431.6	355.2	331.2	314.4	308.3	305.8	304.7	303.4	304.2	303.9	304.6
LAIT ENTIER EN POUDRE													
Prix ^w	USD/100 kg	192.1	416.7	365.7	333.5	311.3	303.6	303.4	304.6	306.6	308.0	309.6	311.0
POUDRE DE LACTOSÉRUM													
Prix de gros, US ^x	USD/100 kg	54.1	133.8	92.1	87.9	93.3	96.1	100.9	102.4	104.2	108.9	111.0	114.3
CASÉINE													
Prix ^y	USD/100 kg	577.0	1 029.5	956.7	804.6	807.4	752.6	784.2	755.0	776.6	757.0	772.4	759.3

Pour les notes, voir en fin de tableau.

Source : Secrétariats de l'OCDE et de la FAO.

Tableau A.2. **Prix mondiaux^a** (suite)

		Moyenne 02/03- 06/07	07/08 est.	08/09	09/10	10/11	11/12	12/13	13/14	14/15	15/16	16/17	17/18
ÉTHANOL													
Prix ^z	USD/hl	31.4	42.0	53.0	55.6	54.0	53.7	53.6	52.9	52.8	52.7	52.0	51.3
BIODIESEL													
Prix ^{aa}	USD/hl	83.8	94.7	98.6	105.2	105.8	103.4	104.2	104.8	105.3	106.3	106.3	105.5

- a) Ce tableau est une compilation de l'information sur les prix présentés dans les tableaux détaillés par produits de cette annexe. Les prix pour les produits végétaux sont en année campagne et ceux pour les viandes et les produits laitiers sont en année calendaire (par ex. 07/08 représente l'année calendaire 2007).
- b) Prix fab du blé rouge d'hiver de catégorie n° 2, protéine ordinaire, ports des États-Unis (juin/mai), moins les paiements EEP, le cas échéant.
- c) Prix à l'exportation fab du maïs jaune de catégorie n° 2, aux ports des États-Unis (septembre/août).
- d) Prix du riz usiné, 100 %, grade b, quote du prix nominal fab Bangkok (août/juillet).
- e) Prix moyen pondéré des oléagineux, port européen.
- f) Prix moyen pondéré des tourteaux d'oléagineux, port européen.
- g) Prix moyen pondéré des huiles oléagineuses et de l'huile de palme, port européen.
- h) Prix mondial du sucre brut, New York n° 11, fab arrimé au port des Caraïbes (Brésil inclus), prix vrac au comptant, sept./août.
- i) Prix du sucre raffiné, Londres n° 5, fab Europe, au comptant, sept./août.
- j) Prix à la production.
- k) Bouvillons, 1 100-1 300 livres pv, Nebraska – le facteur de conversion pv vers pcg est 0.63.
- l) Prix de gros des bouvillons à Buenos Aires, jeunes taureaux.
- m) Prix à la production des porcs.
- n) Gorettes châtrés et cochettes, Iowa, So. Minn. n° 1-3, 230-251 livres pv – le facteur de conversion pv vers pcg est 0.74.
- o) Prix à la production.
- p) Moyenne pondérée des prix de référence de la volaille vivante, à la ferme, haute qualité, (conversion de pv à pac de 0.75), UE15 commençant en 1995.
- q) Moyenne pondérée des prix de gros des poulets de chair, 12 villes.
- r) Moyenne pondérée des prix de gros de différentes pièces de poulet.
- s) Prix du barème pour l'agneau, moyenne toutes catégories.
- t) Prix à l'exportation fab, beurre à 82 % m.g., Océanie.
- u) Prix à l'exportation, fab, fromage cheddar, 39 % d'humidité, Océanie.
- v) Prix à l'exportation fab, lait écrémé en poudre, 1.25 % de matière grasse, Océanie.
- w) Prix à l'exportation fab, lait entier en poudre 26 % de matière grasse, Océanie.
- x) Poudre de lactosérum comestible, Wisconsin, usine.
- y) Prix mondial, Nouvelle-Zélande.
- z) Brésil, Sao Paolo (en sortie de raffinerie).
- aa) Prix d'Europe centrale FAB net de droits de douanes.

est. : estimation.

Source : Secrétariats de l'OCDE et de la FAO.

Tableau A.3. Projections des échanges mondiaux

IMPORTATIONS		Moyenne 2002-06	2007 est.	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	
Blé	Échanges mondiaux	kt	109 363	111 003	121 070	115 943	116 958	118 354	120 578	120 885	122 913	124 106	125 294	126 465
	OCDE	kt	24 907	25 144	26 484	24 906	24 424	24 152	24 818	24 698	24 853	24 913	25 070	25 127
	Pays en développement	kt	85 114	87 062	96 495	92 824	94 400	95 863	97 699	97 976	99 778	100 858	101 793	102 849
	Pays les moins avancés	kt	10 445	10 590	13 271	11 822	11 853	12 292	12 710	12 809	13 009	13 173	13 369	13 605
Céréales secondaires	Échanges mondiaux	kt	105 924	119 616	111 697	111 197	111 423	112 858	114 921	116 832	119 567	122 072	125 101	126 943
	OCDE	kt	49 923	59 088	49 298	50 523	50 116	49 694	49 646	50 033	50 097	50 593	51 179	51 448
	Pays en développement	kt	73 297	76 900	79 529	78 276	78 858	80 639	83 000	84 940	87 352	90 165	92 497	94 151
	Pays les moins avancés	kt	2 553	2 057	2 287	2 506	2 655	2 885	3 156	3 409	3 692	3 715	4 025	4 277
Riz	Échanges mondiaux	kt	29 641	31 245	30 844	31 901	32 486	33 422	34 414	35 167	36 090	36 791	37 485	38 082
	OCDE	kt	4 242	4 436	4 463	4 510	4 793	4 812	4 861	4 954	5 116	5 252	5 421	5 475
	Pays en développement	kt	25 171	26 568	26 014	27 091	27 371	28 225	29 152	29 829	30 655	31 273	31 874	32 440
	Pays les moins avancés	kt	6 279	7 051	7 516	8 319	8 201	8 083	8 170	8 552	8 770	9 055	9 199	9 374
Oléagineux	Échanges mondiaux	kt	71 937	83 620	80 052	82 152	83 945	85 127	86 578	88 186	90 512	92 514	94 802	97 488
	OCDE	kt	33 788	34 199	30 982	30 855	31 084	30 188	29 397	29 141	29 427	29 751	30 261	31 280
	Pays en développement	kt	45 609	57 178	56 601	59 084	60 808	62 997	65 395	67 367	69 555	71 317	73 205	74 999
	Pays les moins avancés	kt	238	270	261	264	277	295	310	323	337	352	368	383
Tourteaux d'oléagineux	Échanges mondiaux	kt	52 056	61 773	64 787	66 941	69 238	70 192	71 501	72 734	73 614	74 249	74 866	75 329
	OCDE	kt	32 007	35 142	36 685	37 228	37 263	37 179	37 222	37 299	37 081	36 586	36 054	35 181
	Pays en développement	kt	20 873	27 347	29 091	30 619	32 902	34 061	35 422	36 535	37 680	38 993	40 142	41 555
	Pays les moins avancés	kt	271	408	444	494	510	535	567	604	626	642	659	678
Huiles végétales	Échanges mondiaux	kt	38 655	45 805	48 889	50 596	52 408	54 340	56 270	58 012	59 616	61 029	62 238	63 175
	OCDE	kt	9 275	11 883	14 075	15 495	16 874	17 547	18 434	19 290	19 831	20 480	20 833	21 141
	Pays en développement	kt	29 182	33 768	34 623	34 755	35 136	36 349	37 333	38 176	39 182	39 902	40 706	41 290
	Pays les moins avancés	kt	3 316	3 875	4 001	4 118	4 264	4 413	4 563	4 721	4 883	5 049	5 213	5 390
Sucre	OCDE	kt	11 261	10 130	10 911	11 764	12 120	12 481	12 631	12 845	13 023	13 239	13 495	13 768
	Pays en développement	kt	30 732	30 589	33 960	35 257	36 108	36 484	37 220	38 500	39 438	41 002	42 633	44 405
	Pays les moins avancés	kt	3 513	3 702	3 821	4 045	4 247	4 409	4 430	4 657	4 705	4 872	5 040	5 283
	Échanges mondiaux	kt	46 908	44 096	48 656	50 624	51 560	51 916	52 588	53 901	54 780	56 260	57 842	59 657
Viande bovine	OCDE	kt	11 261	10 130	10 911	11 764	12 120	12 481	12 631	12 845	13 023	13 239	13 495	13 768
	Pays en développement	kt	30 732	30 589	33 960	35 257	36 108	36 484	37 220	38 500	39 438	41 002	42 633	44 405
	Pays les moins avancés	kt	3 513	3 702	3 821	4 045	4 247	4 409	4 430	4 657	4 705	4 872	5 040	5 283
	Échanges mondiaux	kt	6 232	7 071	7 675	7 594	7 789	8 075	8 442	8 707	9 033	9 250	9 529	9 787
Viande porcine	OCDE	kt	3 536	3 478	3 692	3 853	3 930	4 052	4 216	4 317	4 407	4 444	4 441	4 509
	Pays en développement	kt	2 393	2 977	3 313	3 223	3 328	3 489	3 649	3 770	3 996	4 118	4 323	4 497
	Pays les moins avancés	kt	102	135	219	188	201	214	232	249	263	277	294	305
	Échanges mondiaux	kt	4 263	4 798	5 184	5 408	5 507	5 615	5 757	5 909	6 065	6 208	6 410	6 601
Viande de volaille	OCDE	kt	2 407	2 544	2 608	2 712	2 832	2 922	3 000	3 069	3 136	3 190	3 282	3 368
	Pays en développement	kt	1 464	1 818	2 060	2 295	2 305	2 290	2 367	2 442	2 541	2 630	2 764	2 883
	Pays les moins avancés	kt	44	57	70	71	82	95	101	112	121	132	139	153
	Échanges mondiaux	kt	7 635	8 568	8 827	9 277	9 682	9 778	9 977	10 258	10 409	10 544	10 831	11 102
Beurre	OCDE	kt	2 021	2 150	2 326	2 205	2 416	2 277	2 336	2 427	2 442	2 387	2 391	2 377
	Pays en développement	kt	4 248	4 906	5 131	5 537	5 835	5 968	6 150	6 393	6 509	6 652	6 949	7 238
	Pays les moins avancés	kt	420	453	479	542	571	587	596	593	594	617	632	652
	Échanges mondiaux	kt	738	735	745	761	778	800	817	835	856	875	897	916
Fromage	OCDE	kt	144	144	138	137	138	139	138	137	136	134	133	133
	Pays en développement	kt	436	458	443	457	471	482	490	500	512	522	534	544
	Pays les moins avancés	kt	12	14	14	20	21	22	24	26	29	31	33	35
	Échanges mondiaux	kt	1 418	1 564	1 623	1 680	1 732	1 799	1 854	1 902	1 949	1 995	2 046	2 113
Lait entier en poudre	OCDE	kt	754	778	792	809	833	857	881	903	925	948	971	994
	Pays en développement	kt	567	618	626	656	693	721	742	770	795	824	851	896
	Pays les moins avancés	kt	17	20	14	24	31	28	29	34	35	37	37	40
	Échanges mondiaux	kt	1 382	1 400	1 625	1 661	1 723	1 785	1 856	1 924	1 984	2 049	2 126	2 197
	OCDE	kt	85	76	77	78	78	78	78	78	78	78	78	79
	Pays en développement	kt	1 312	1 331	1 545	1 583	1 645	1 706	1 779	1 847	1 908	1 973	2 038	2 107
	Pays les moins avancés	kt	124	139	153	164	176	187	197	208	220	232	245	259

Pour les notes, voir en fin de tableau.

Source : Secrétariats de l'OCDE et de la FAO.

Tableau A.3. **Projections des échanges mondiaux (suite)**

IMPORTATIONS			Moyenne 2002-06	2007 est.	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Lait écrémé en poudre	Échanges mondiaux	<i>kt</i>	1 220	1 207	1 192	1 217	1 236	1 270	1 319	1 367	1 418	1 463	1 510	1 549
	OCDE	<i>kt</i>	211	210	213	216	209	212	216	219	220	224	227	230
	Pays en développement	<i>kt</i>	1 081	1 052	1 038	1 064	1 092	1 125	1 172	1 219	1 266	1 311	1 357	1 395
	Pays les moins avancés	<i>kt</i>	56	32	32	33	35	37	39	41	43	45	47	49

Pour les notes, voir en fin de tableau.

Source : Secrétariats de l'OCDE et de la FAO.

Tableau A.3. Projections des échanges mondiaux (suite)

EXPORTATIONS		Moyenne 2002-06	2007 est.	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	
Blé	Échanges mondiaux	kt	109 363	111 003	121 070	115 943	116 958	118 354	120 578	120 885	122 913	124 106	125 294	126 465
	OCDE	kt	71 994	64 315	81 900	75 891	75 752	76 396	77 232	75 394	75 600	74 946	74 731	74 776
	Pays en développement	kt	19 101	18 735	19 856	18 486	18 860	18 866	19 895	20 738	21 288	21 799	22 419	22 663
	Pays les moins avancés	kt	145	88	71	55	56	56	57	57	58	58	59	59
Céréales secondaires	Échanges mondiaux	kt	105 924	119 616	111 697	111 197	111 423	112 858	114 921	116 832	119 567	122 072	125 101	126 943
	OCDE	kt	72 984	86 515	76 856	72 763	72 300	73 485	76 506	77 500	79 184	81 871	84 160	84 694
	Pays en développement	kt	28 286	32 390	29 258	29 547	27 888	27 932	27 850	29 240	29 845	30 025	30 368	31 359
	Pays les moins avancés	kt	2 007	3 547	3 591	3 656	4 119	4 035	3 739	3 712	3 628	3 152	3 059	3 084
Riz	Échanges mondiaux	kt	29 641	31 245	30 844	31 901	32 486	33 422	34 414	35 167	36 090	36 791	37 485	38 082
	OCDE	kt	3 991	3 814	3 647	4 204	4 340	4 115	4 238	4 437	4 607	4 712	4 800	4 905
	Pays en développement	kt	24 544	26 540	27 167	27 676	28 124	29 284	30 153	30 707	31 459	32 055	32 660	33 152
	Pays les moins avancés	kt	537	1 652	1 825	1 336	1 432	1 768	2 188	2 023	2 210	2 255	2 439	2 213
Oléagineux	Échanges mondiaux	kt	71 937	83 620	80 052	82 152	83 945	85 127	86 578	88 186	90 512	92 514	94 802	97 488
	OCDE	kt	35 321	35 086	35 024	32 612	32 586	31 097	29 875	29 789	30 089	30 347	30 356	30 479
	Pays en développement	kt	33 134	41 996	42 741	46 122	47 386	49 826	52 277	53 959	55 708	57 372	59 433	61 682
	Pays les moins avancés	kt	18	18	34	29	28	27	25	23	21	20	19	18
Tourteaux d'oléagineux	Échanges mondiaux	kt	52 056	61 773	64 787	66 941	69 238	70 192	71 501	72 734	73 614	74 249	74 866	75 329
	OCDE	kt	8 795	10 656	9 842	11 348	12 375	12 660	13 174	13 343	13 302	13 090	12 931	12 567
	Pays en développement	kt	45 705	50 494	52 415	52 999	54 120	54 784	55 716	56 601	57 504	58 335	59 039	59 833
	Pays les moins avancés	kt	18	19	19	19	19	20	20	20	20	20	21	21
Huiles végétales	Échanges mondiaux	kt	38 655	45 805	48 889	50 596	52 408	54 340	56 270	58 012	59 616	61 029	62 238	63 175
	OCDE	kt	2 579	2 631	2 308	2 459	2 696	2 897	3 220	3 459	3 607	3 642	3 735	3 718
	Pays en développement	kt	35 859	42 512	44 085	45 549	46 984	48 545	50 008	51 352	52 702	53 928	54 921	55 741
	Pays les moins avancés	kt	81	96	89	90	91	93	94	95	96	97	98	99
Sucre	OCDE	kt	10 299	5 735	5 813	6 340	6 639	7 005	7 160	7 534	7 683	7 752	7 854	7 845
	Pays en développement	kt	36 247	41 731	41 193	42 836	43 625	44 029	44 611	45 619	46 209	47 563	49 079	50 873
	Pays les moins avancés	kt	566	688	708	810	847	851	861	877	912	934	969	1 011
	Échanges mondiaux	kt	48 322	49 287	48 656	50 624	51 560	51 916	52 588	53 901	54 780	56 260	57 842	59 657
Viande bovine^d	OCDE	kt	10 299	5 735	5 813	6 340	6 639	7 005	7 160	7 534	7 683	7 752	7 854	7 845
	Pays en développement	kt	36 247	41 731	41 193	42 836	43 625	44 029	44 611	45 619	46 209	47 563	49 079	50 873
	Pays les moins avancés	kt	566	688	708	810	847	851	861	877	912	934	969	1 011
	Échanges mondiaux	kt	6 232	7 071	7 675	7 594	7 789	8 075	8 442	8 707	9 033	9 250	9 529	9 787
Viande porcine^a	OCDE	kt	3 427	3 291	3 300	3 212	3 216	3 298	3 436	3 508	3 607	3 631	3 644	3 714
	Pays en développement	kt	3 286	4 136	4 284	4 452	4 657	4 899	5 189	5 394	5 634	5 848	6 167	6 384
	Pays les moins avancés	kt	2	2	3	3	11	3	3	3	3	3	3	3
	Échanges mondiaux	kt	4 263	4 798	5 184	5 408	5 507	5 615	5 757	5 909	6 065	6 208	6 410	6 601
Viande de volaille	OCDE	kt	3 468	3 854	3 979	4 160	4 247	4 273	4 312	4 402	4 486	4 551	4 684	4 789
	Pays en développement	kt	1 225	1 380	1 461	1 575	1 601	1 680	1 779	1 843	1 918	2 000	2 075	2 154
	Pays les moins avancés	kt	0	0	4	1	2	1	1	1	1	2	2	2
	Échanges mondiaux	kt	7 635	8 568	8 827	9 277	9 682	9 778	9 977	10 258	10 409	10 544	10 831	11 102
Beurre	OCDE	kt	3 716	3 877	3 961	3 962	4 123	4 113	4 231	4 340	4 325	4 301	4 341	4 355
	Pays en développement	kt	4 094	4 974	4 822	5 272	5 513	5 617	5 696	5 868	6 035	6 192	6 439	6 695
	Pays les moins avancés	kt	7	11	10	10	10	10	11	11	12	12	13	13
	Échanges mondiaux	kt	738	735	745	761	778	800	817	835	856	875	897	916
Fromage	OCDE	kt	749	616	537	545	560	573	582	586	599	608	617	627
	Pays en développement	kt	66	104	113	121	124	132	140	147	156	165	172	180
	Pays les moins avancés	kt	1	1	3	1	1	1	1	1	1	1	1	1
	Échanges mondiaux	kt	1 418	1 564	1 623	1 680	1 732	1 799	1 854	1 902	1 949	1 995	2 046	2 113
Lait entier en poudre	OCDE	kt	1 194	1 232	1 213	1 245	1 267	1 288	1 302	1 311	1 308	1 311	1 313	1 320
	Pays en développement	kt	176	234	289	281	296	315	345	376	413	450	486	527
	Pays les moins avancés	kt	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0
	Échanges mondiaux	kt	1 382	1 400	1 625	1 661	1 723	1 785	1 856	1 924	1 984	2 049	2 126	2 197
	OCDE	kt	1 231	1 140	1 043	1 056	1 093	1 107	1 134	1 154	1 166	1 184	1 200	1 219
	Pays en développement	kt	442	449	545	571	597	644	690	736	783	830	879	929
	Pays les moins avancés	kt	3	4	4	5	5	6	7	7	8	8	9	9

Pour les notes, voir en fin de tableau.

Source : Secrétariats de l'OCDE et de la FAO.

Tableau A.3. **Projections des échanges mondiaux (suite)**

EXPORTATIONS			Moyenne 2002-06	2007 est.	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Lait écrémé en poudre	Échanges mondiaux	<i>kt</i>	1 220	1 207	1 192	1 217	1 236	1 270	1 319	1 367	1 418	1 463	1 510	1 549
	OCDE	<i>kt</i>	951	907	881	851	848	860	880	898	930	968	1 015	1 053
	Pays en développement	<i>kt</i>	121	108	140	171	191	202	212	222	231	245	257	269
	Pays les moins avancés	<i>kt</i>	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Biocarburants^b	Échanges mondiaux (Éthanol)	<i>mn l</i>	6 363	4 752	4 613	5 998	6 237	5 175	5 478	6 366	7 065	7 831	8 842	10 384
	Échanges mondiaux (Biodiesel)	<i>mn l</i>	563	1 554	1 790	2 360	2 491	2 296	2 104	2 011	1 999	2 034	2 115	2 187

a) Exclut le commerce d'animaux vivants.

b) Somme de toutes les positions positives des échanges commerciaux.

est. : estimation.

Source : Secrétariats de l'OCDE et de la FAO.

Tableau A.4. Projections mondiales de céréales

Campagne ^a		Moyenne 02/03- 06/07	07/08 est.	08/09	09/10	10/11	11/12	12/13	13/14	14/15	15/16	16/17	17/18
BLÉ													
OCDE^b													
Production	<i>mt</i>	250.8	234.2	283.3	272.8	271.6	276.8	280.7	281.1	283.5	285.7	287.9	290.5
Consommation	<i>mt</i>	205.4	205.7	212.6	218.9	222.0	225.6	228.7	231.8	234.3	236.4	239.0	241.3
Stocks, fin de période	<i>mt</i>	54.6	39.3	54.6	57.4	55.6	54.6	54.2	52.9	51.4	50.7	49.9	49.4
Non OCDE													
Production	<i>mt</i>	345.7	368.2	375.8	372.9	376.0	376.9	381.9	386.5	388.3	392.3	394.7	398.9
Consommation	<i>mt</i>	406.5	415.8	422.9	423.4	428.3	429.5	432.8	436.0	438.7	441.9	444.8	448.1
Stocks, fin de période	<i>mt</i>	128.1	115.7	124.1	124.6	123.6	123.3	124.9	126.1	126.4	126.9	126.5	126.9
MONDE^c													
Production	<i>mt</i>	596.5	602.4	659.2	645.7	647.5	653.7	662.7	667.6	671.8	678.0	682.6	689.4
Consommation	<i>mt</i>	611.9	621.5	635.5	642.3	650.3	655.0	661.5	667.7	673.0	678.3	683.7	689.4
Stocks, fin de période	<i>mt</i>	182.7	155.0	178.6	182.0	179.2	177.9	179.1	179.0	177.9	177.6	176.4	176.4
Prix ^d	<i>USD/t</i>	167.8	318.6	267.0	233.6	225.9	229.7	231.0	231.2	230.2	230.9	231.6	230.6
CÉRÉALES SECONDAIRES													
OCDE^b													
Production	<i>mt</i>	508.6	567.2	567.8	576.2	590.1	601.2	608.1	611.8	617.4	625.3	630.2	637.2
Consommation	<i>mt</i>	488.7	546.7	549.8	556.1	563.2	571.9	577.6	581.9	585.5	591.4	595.4	600.8
Stocks, fin de période	<i>mt</i>	102.1	79.9	70.3	68.2	72.9	78.4	82.0	84.4	87.2	89.8	91.7	94.8
Non OCDE													
Production	<i>mt</i>	456.3	491.9	507.3	514.6	523.1	534.1	539.9	545.5	551.7	562.0	571.3	579.5
Consommation	<i>mt</i>	482.2	516.6	532.8	542.8	547.9	553.3	564.4	573.3	582.4	591.3	602.2	611.3
Stocks, fin de période	<i>mt</i>	126.3	123.7	125.7	119.8	117.2	121.8	124.2	123.9	122.2	124.1	126.2	127.7
MONDE^c													
Production	<i>mt</i>	964.9	1059.1	1075.0	1090.8	1113.3	1135.2	1148.0	1157.4	1169.0	1187.3	1201.5	1216.7
Consommation	<i>mt</i>	970.9	1063.4	1082.6	1098.9	1111.1	1125.1	1142.0	1155.3	1168.0	1182.7	1197.6	1212.1
Stocks, fin de période	<i>mt</i>	228.3	203.6	196.1	188.0	190.1	200.3	206.2	208.3	209.3	213.9	217.8	222.4
Prix ^e	<i>USD/t</i>	113.2	181.3	185.3	185.0	189.0	188.4	178.5	173.0	173.2	170.9	166.6	164.6
RIZ													
OCDE^b													
Production	<i>mt</i>	22.2	21.0	21.9	22.3	22.3	21.9	21.8	21.9	21.9	21.9	21.8	21.7
Consommation	<i>mt</i>	22.8	23.0	22.6	22.6	22.6	22.6	22.5	22.5	22.5	22.4	22.4	22.4
Stocks, fin de période	<i>mt</i>	6.8	5.3	5.4	5.3	5.4	5.4	5.3	5.2	5.1	5.1	5.0	5.0
Non OCDE													
Production	<i>mt</i>	387.5	410.8	416.9	424.2	426.4	429.0	434.0	437.6	442.2	446.9	450.4	453.2
Consommation	<i>mt</i>	399.2	416.5	415.1	418.1	426.2	431.8	434.4	437.0	441.4	445.9	449.7	452.8
Stocks, fin de période	<i>mt</i>	85.7	73.6	74.5	80.3	80.1	76.6	75.6	75.7	76.0	76.5	76.6	76.4
MONDE^c													
Production	<i>mt</i>	409.7	431.8	438.8	446.5	448.7	450.9	455.9	459.5	464.1	468.7	472.2	475.0
Consommation	<i>mt</i>	422.0	439.5	437.8	440.8	448.8	454.4	456.9	459.4	463.8	468.4	472.1	475.2
Stocks, fin de période	<i>mt</i>	92.5	78.8	79.9	85.6	85.5	81.9	80.9	80.9	81.2	81.5	81.6	81.4
Prix ^f	<i>USD/t</i>	262.3	361.0	390.6	367.9	330.7	326.7	337.2	340.3	335.6	333.8	332.5	334.5

a) Débutant avec la campagne de commercialisation.

b) L'Islande n'est pas comprise mais les 8 membres de l'UE qui ne sont pas membres de l'OCDE le sont.

c) La source des données historiques est l'USDA.

d) Prix fab du blé rouge d'hiver de catégorie n° 2, protéine ordinaire, ports des États-Unis (juin/mai), moins les paiements EEP, le cas échéant.

e) Prix à l'exportation fab du maïs jaune de catégorie n°2, aux ports des États-Unis (septembre/août).

f) Prix du riz usiné, 100 %, grade b, quote du prix nominal fab Bangkok (août/juillet).

est. : estimation.

Source : Secrétariats de l'OCDE et de la FAO.

Tableau A.5. Projections mondiales d'oléagineux

		Moyenne 02/03- 06/07	07/08 est.	08/09	09/10	10/11	11/12	12/13	13/14	14/15	14/16	16/17	17/18
OLÉAGINEUX (Campagne^a)													
OCDE^b													
Production	mt	115.5	109.6	123.9	125.9	127.7	128.9	130.3	131.5	133.7	135.1	136.8	138.6
Consommation	mt	111.5	121.3	120.4	123.5	126.2	127.8	129.4	130.8	132.9	134.5	136.7	139.1
trituration	mt	100.5	110.2	109.6	112.9	115.6	117.2	118.6	120.0	122.1	123.6	125.8	128.1
Stocks, fin de période	mt	17.5	13.2	12.6	13.2	13.2	13.4	13.9	13.9	14.0	13.9	13.9	14.3
Non OCDE													
Production	mt	162.0	184.7	191.9	200.7	206.4	212.4	217.9	222.9	228.2	233.4	238.9	244.6
Consommation	mt	164.9	191.8	196.5	202.8	207.9	212.7	218.1	223.3	228.8	233.9	238.8	243.9
trituration	mt	139.0	162.5	166.5	172.3	177.5	182.1	187.0	191.8	196.8	201.5	206.2	210.9
Stocks, fin de période	mt	9.5	8.4	7.9	7.5	7.5	8.1	8.4	8.6	8.6	8.7	8.9	8.7
MONDE^c													
Production	mt	277.5	294.3	315.8	326.5	334.2	341.3	348.2	354.4	361.8	368.5	375.7	383.2
Consommation	mt	276.4	313.1	316.9	326.3	334.1	340.6	347.4	354.1	361.8	368.4	375.5	383.0
trituration	mt	239.5	272.7	276.1	285.2	293.1	299.3	305.6	311.8	318.9	325.1	331.9	339.0
Stocks, fin de période	mt	27.0	21.6	20.5	20.7	20.7	21.5	22.3	22.5	22.6	22.7	22.8	23.0
Prix ^d	USD/t	293.4	485.8	481.9	470.6	468.3	464.2	455.8	452.4	453.2	455.6	457.6	457.2
TOURTEAUX D'OLÉAGINEUX (année commerciale)													
OCDE^b													
Production	mt	73.0	79.2	78.9	81.2	83.1	84.2	85.2	86.2	87.6	88.7	90.1	91.6
Consommation	mt	96.2	103.8	105.8	107.1	108.0	108.7	109.3	110.2	111.4	112.2	113.2	114.2
Stocks, fin de période	mt	2.2	2.2	2.1	2.1	2.1	2.1	2.1	2.1	2.1	2.1	2.1	2.1
Non OCDE													
Production	mt	101.0	116.0	120.5	124.6	128.4	131.8	135.4	138.9	142.5	146.0	149.4	152.9
Consommation	mt	73.3	89.4	94.0	98.9	103.5	107.2	111.3	115.0	118.7	122.5	126.2	130.2
Stocks, fin de période	mt	4.1	4.9	4.5	4.3	4.3	4.3	4.4	4.4	4.4	4.4	4.4	4.5
MONDE^c													
Production	mt	174.0	195.2	199.4	205.8	211.5	216.0	220.6	225.1	230.2	234.6	239.5	244.5
Consommation	mt	169.5	193.1	199.8	206.0	211.5	215.9	220.6	225.1	230.2	234.6	239.5	244.4
Stocks, fin de période	mt	6.3	7.1	6.6	6.4	6.3	6.4	6.5	6.4	6.4	6.5	6.5	6.5
Prix ^e	USD/t	219.5	365.7	348.2	331.5	328.4	321.6	308.4	302.6	303.4	304.0	305.8	307.0
HUILES VÉGÉTALES (année commerciale)													
OCDE^b													
Production	mt	24.8	27.3	27.6	28.4	29.1	29.6	29.9	30.3	31.0	31.5	32.1	32.8
Consommation	mt	31.4	37.0	39.4	41.5	43.3	44.2	45.2	46.2	47.2	48.3	49.2	50.2
Stocks, fin de période	mt	2.4	2.4	2.4	2.3	2.4	2.4	2.3	2.3	2.3	2.2	2.2	2.3
Non OCDE													
Production	mt	65.8	78.8	82.9	86.1	89.3	92.3	95.4	98.5	101.6	104.7	107.7	110.7
Consommation	mt	57.7	67.7	70.7	72.9	74.9	77.6	80.1	82.6	85.3	87.7	90.5	93.2
Stocks, fin de période	mt	5.2	5.6	6.0	6.1	6.3	6.4	6.5	6.6	6.7	6.8	6.9	7.0
MONDE^c													
Production	mt	90.6	106.1	110.5	114.5	118.4	121.8	125.3	128.8	132.6	136.1	139.8	143.5
dont huile de palme	mt	33.5	41.9	44.0	45.8	47.7	49.6	51.4	53.3	55.1	56.9	58.7	60.5
Consommation	mt	89.1	104.7	110.1	114.4	118.2	121.8	125.3	128.8	132.5	136.1	139.7	143.4
Stocks, fin de période	mt	7.6	7.9	8.4	8.5	8.7	8.8	8.8	8.9	8.9	9.0	9.1	9.3
Prix ^f	USD/t	587.5	1 015.1	986.9	1 017.9	1 026.3	1 031.2	1 043.8	1 048.0	1 050.9	1 055.9	1 060.3	1 055.1

a) Débutant avec la campagne de commercialisation.

b) L'Islande n'est pas comprise mais les 8 membres de l'UE qui ne sont pas membres de l'OCDE le sont.

c) La source des données historiques est l'USDA.

d) Prix moyen pondéré des oléagineux, port européen.

e) Prix moyen pondéré des tourteaux d'oléagineux, port européen.

f) Prix moyen pondéré des huiles oléagineuses et de l'huile de palme, port européen.

est. : estimation.

Source : Secrétariats de l'OCDE et de la FAO.

Tableau A.6. Projections mondiales de viandes

Année civile ^a		Moyenne 2002-06	2007 est.	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
OCDE^b													
VIANDE BOVINE^c													
Production	<i>kt epc</i>	26 465	26 872	26 576	26 287	26 280	26 448	26 500	26 585	26 759	26 900	27 075	27 200
Consommation	<i>kt epc</i>	26 771	27 081	26 967	26 910	26 986	27 198	27 268	27 389	27 551	27 691	27 860	28 028
Stocks, fin de période	<i>kt epc</i>	1 014	1 010	1 008	1 023	1 029	1 031	1 041	1 043	1 048	1 068	1 077	1 051
Consommation par tête	<i>kg pad</i>	15.6	15.5	15.4	15.3	15.2	15.3	15.2	15.2	15.3	15.3	15.3	15.3
Prix, Australie ^d	<i>AUD/100 kg pcp</i>	295	282	312	302	296	289	276	288	300	308	319	333
Prix, UE ^e	<i>EUR/100 kg pcp</i>	257	276	275	279	281	283	286	289	295	300	303	306
Prix, US ^f	<i>USD/100 kg pcp</i>	291	327	327	323	325	323	311	317	321	323	323	329
Prix, Argentine ^g	<i>USD/100 kg pcp</i>	121	152	143	142	139	138	136	138	143	144	148	147
VIANDE PORCINE^h													
Production	<i>kt epc</i>	37 113	38 140	37 939	37 890	37 958	38 130	38 037	38 166	38 709	38 979	39 455	39 797
Consommation	<i>kt epc</i>	35 842	36 661	36 396	36 253	36 381	36 590	36 523	36 693	37 170	37 434	37 876	38 194
Stocks, fin de période	<i>kt epc</i>	801	811	809	827	817	834	862	827	838	843	840	840
Consommation par tête	<i>kg pad</i>	23.3	23.4	23.1	22.9	22.9	22.9	22.8	22.8	22.9	23.0	23.2	23.3
Prix, UE ⁱ	<i>EUR/100 kg pcp</i>	131	131	149	150	150	148	151	150	148	151	148	152
Prix, US ^j	<i>USD/100 kg pcp</i>	137	143	143	156	172	177	165	170	167	163	161	159
VIANDE DE VOLAILLE													
Production	<i>kt pac</i>	36 287	37 785	38 632	39 055	39 403	39 682	39 980	40 532	40 865	41 283	41 781	42 380
Consommation	<i>kt pac</i>	34 590	36 081	36 945	37 299	37 696	37 848	38 088	38 622	38 984	39 370	39 833	40 404
Stocks, fin de période	<i>kt pac</i>	1 128	1 081	1 125	1 124	1 124	1 122	1 120	1 118	1 116	1 115	1 113	1 111
Consommation par tête	<i>kg pad</i>	25.4	26.0	26.5	26.6	26.8	26.7	26.8	27.0	27.2	27.3	27.5	27.8
Prix, UE ^k	<i>EUR/100 kg pac</i>	102	112	116	119	121	118	116	120	121	123	124	125
Prix, US ^l	<i>USD/100 kg pac</i>	144	168	167	161	166	169	164	168	170	172	174	177
VIANDE OVINE													
Production	<i>kt epc</i>	2 762	2 904	2 802	2 762	2 748	2 751	2 749	2 749	2 751	2 750	2 750	2 748
Consommation	<i>kt epc</i>	2 417	2 482	2 465	2 404	2 392	2 381	2 366	2 360	2 356	2 349	2 345	2 340
Stocks, fin de période	<i>kt epc</i>	522	533	514	514	514	514	514	514	514	514	514	518
Consommation par tête	<i>kg pad</i>	1.8	1.8	1.8	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	1.6	1.6	1.6	1.6
Prix, Australie ^m	<i>AUD/100 kg pcp</i>	346	323	327	328	332	337	341	345	349	353	357	361
Prix, Australie ⁿ	<i>AUD/100 kg pcp</i>	172	130	132	140	141	142	143	144	146	147	148	150
Prix, Nouvelle-Zélande ^o	<i>NZD/100 kg pcp</i>	379	319	313	345	366	380	386	392	399	405	420	436
TOTAL VIANDE													
Consommation par tête	<i>kg pad</i>	66.1	66.8	66.8	66.5	66.6	66.6	66.4	66.7	67.0	67.2	67.6	68.1
non OCDE													
VIANDE BOVINE													
Production	<i>kt epc</i>	36 955	40 534	41 342	42 663	44 160	45 481	46 430	47 439	48 704	49 972	51 096	52 201
Consommation	<i>kt epc</i>	36 452	40 042	41 150	42 184	43 580	44 867	45 762	46 733	47 996	49 255	50 388	51 489
Consommation par tête	<i>kg pad</i>	4.9	5.1	5.2	5.3	5.4	5.5	5.5	5.5	5.6	5.7	5.8	5.8
Stocks, fin de période	<i>kt epc</i>	66	60	60	58	58	58	58	58	58	58	58	58
VIANDE PORCINE													
Production	<i>kt epc</i>	63 172	64 936	66 541	69 180	71 326	72 774	74 903	77 234	79 132	81 016	83 129	85 452
Consommation	<i>kt epc</i>	63 946	65 916	67 826	70 503	72 593	73 969	76 054	78 400	80 307	82 193	84 341	86 681
Consommation par tête	<i>kg pad</i>	9.5	9.4	9.6	9.8	10.0	10.0	10.2	10.4	10.5	10.6	10.7	10.9
Stocks, fin de période	<i>kt epc</i>	48	51	51	51	51	51	51	51	51	51	51	51
VIANDE DE VOLAILLE													
Production	<i>kt pac</i>	43 596	47 908	49 715	51 650	52 940	53 937	55 625	57 314	58 959	60 403	61 938	63 327
Consommation	<i>kt pac</i>	45 117	49 419	51 352	53 401	54 648	55 772	57 519	59 223	60 839	62 316	63 888	65 306
Consommation par tête	<i>kg pad</i>	7.6	8.0	8.2	8.4	8.5	8.5	8.7	8.8	9.0	9.1	9.2	9.3
Variation de stocks	<i>kt pac</i>	222	158	157	162	161	161	163	166	169	169	169	169

Pour les notes, voir en fin de tableau.

Source : Secrétariats de l'OCDE et de la FAO.

Tableau A.6. Projections mondiales de viandes (suite)

Année civile ^a		Moyenne 2002-06	2007 est.	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
VIANDE OVINE													
Production	<i>kt epc</i>	10 935	10 828	11 022	11 319	11 575	11 831	12 084	12 329	12 583	12 839	13 100	13 358
Consommation	<i>kt epc</i>	11 259	11 230	11 484	11 793	12 052	12 326	12 614	12 898	13 197	13 503	13 792	14 080
Consommation par tête	<i>kg pad</i>	1.9	1.8	1.8	1.9	1.9	1.9	1.9	1.9	1.9	2.0	2.0	2.0
Stocks, fin de période	<i>kt epc</i>	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
TOTAL VIANDE													
Consommation par tête	<i>kg pad</i>	23.8	24.3	24.7	25.3	25.7	25.9	26.3	26.6	27.0	27.3	27.7	28.0

a) Année se terminant le 30 septembre pour la Nouvelle-Zélande.

b) L'Islande n'est pas comprise mais les 8 membres de l'UE qui ne sont pas membres de l'OCDE le sont. Les coefficients de conversion poids carcasse-poids au détail sont 0.7 pour la viande bovine, 0.78 pour la viande porcine et 0.88 pour la viande ovine. Le coefficient de conversion pac en poids au détail est de 0.88 pour la viande de volaille.

c) Ne balance pas en raison de différences statistiques en Nouvelle-Zélande.

d) Prix moyen pondéré des vaches 201-260 kg, des bouvillons 301-400 kg et des yearlings < 200 kg pcp.

e) Prix à la production.

f) Bouvillons, 1 100-1 300 livres pv, Nebraska – le facteur de conversion pv vers pcp est 0.63.

g) Prix de gros des bouvillons à Buenos Aires, jeunes taureaux.

h) Ne balance pas car la consommation au Canada exclut les parties non comestibles.

i) Prix à la production des porcs.

j) Gorets châtrés et cochettes, Iowa, So. Minn. n° 1-3, 230-251 livres pv - le facteur de conversion pv vers pcp est 0.74.

k) Moyenne pondérée des prix de référence de la volaille vivante, à la ferme, haute qualité (conversion de pv à pac de 0.75), UE15 commençant en 1995.

l) Moyenne pondérée des prix de gros des poulets de chair, 12 villes.

m) Prix au parc de vente des agneaux 16-20 kg pcp.

n) Prix au parc de vente, bélier châtré, < 22 kg pcp.

o) Prix du barème pour l'agneau, moyenne toutes catégories.

est.: estimation.

Source : Secrétariats de l'OCDE et de la FAO.

Tableau A.7. Projections mondiales du secteur laitier (beurre et fromage)

Année civile ^a		Moyenne 2002-06	2007 est.	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
BEURRE													
OCDE^b													
Production	<i>kt pp</i>	3 679	3 618	3 580	3 581	3 586	3 601	3 612	3 612	3 619	3 623	3 626	3 628
Consommation	<i>kt pp</i>	3 076	3 184	3 189	3 177	3 168	3 170	3 171	3 165	3 159	3 153	3 146	3 138
Variation de stocks	<i>kt pp</i>	4	-37	-8	-4	-3	-3	-2	-3	-3	-3	-4	-4
Non OCDE													
Production	<i>kt pp</i>	4 666	5 597	5 976	6 213	6 415	6 606	6 815	7 028	7 218	7 417	7 631	7 824
Consommation	<i>kt pp</i>	5 131	6 018	6 386	6 626	6 842	7 046	7 264	7 483	7 686	7 896	8 120	8 323
MONDE													
Production	<i>kt pp</i>	8 345	9 215	9 556	9 793	10 002	10 208	10 427	10 640	10 837	11 040	11 256	11 452
Consommation	<i>kt pp</i>	8 207	9 202	9 575	9 803	10 010	10 216	10 435	10 648	10 845	11 049	11 266	11 462
Variation de stocks	<i>kt pp</i>	-2	-43	-18	-9	-8	-7	-7	-7	-7	-8	-8	-9
Prix ^c	<i>USD/100 kg</i>	162	294	301	290	266	256	257	260	264	268	270	272
FROMAGE													
OCDE													
Production	<i>kt pp</i>	14 163	14 974	15 332	15 642	15 867	16 041	16 228	16 389	16 542	16 688	16 846	16 980
Consommation	<i>kt pp</i>	13 729	14 555	14 919	15 201	15 423	15 606	15 801	15 973	16 150	16 315	16 493	16 649
Variation de stocks	<i>kt pp</i>	-6	-34	-7	5	11	5	6	8	9	9	11	5
Non OCDE													
Production	<i>kt pp</i>	3 966	4 314	4 420	4 503	4 623	4 734	4 841	4 947	5 055	5 155	5 254	5 345
Consommation	<i>kt pp</i>	4 340	4 750	4 848	4 946	5 064	5 172	5 270	5 362	5 445	5 525	5 602	5 678
MONDE													
Production	<i>kt pp</i>	18 129	19 289	19 752	20 145	20 491	20 776	21 070	21 336	21 597	21 842	22 099	22 325
Consommation	<i>kt pp</i>	18 069	19 305	19 767	20 147	20 487	20 777	21 071	21 335	21 595	21 840	22 095	22 326
Variation de stocks	<i>kt pp</i>	-14	-53	-14	-2	4	-2	-1	1	2	2	4	-2
Prix ^d	<i>USD/100 kg</i>	235	402	419	394	360	350	350	352	354	356	357	358

a) Année se terminant le 30 juin pour l'Australie et le 31 mai pour la Nouvelle-Zélande dans l'agrégat OCDE.

b) L'Islande n'est pas comprise mais les 8 membres de l'UE qui ne sont pas membres de l'OCDE le sont.

c) Prix à l'exportation fab, beurre à 82 % m.g., Océanie.

d) Prix à l'exportation, fab, fromage cheddar, 39 % d'humidité, Océanie.

est. : estimation.

Source : Secrétariats de l'OCDE et de la FAO.

Tableau A.8. Projections mondiales du secteur laitier (poudres et caséine)

Année civile ^a		Moyenne 2002-06	2007 est.	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
LAIT ÉCRÉMÉ EN POUDRE													
OCDE^b													
Production	kt pp	2 695	2 524	2 581	2 566	2 576	2 598	2 625	2 644	2 679	2 718	2 767	2 808
Consommation	kt pp	1 970	1 789	1 850	1 874	1 892	1 903	1 921	1 930	1 941	1 950	1 962	1 970
Variation de stocks	kt pp	-70	-2	4	3	2	1	1	1	-1	0	0	0
Non OCDE													
Production	kt pp	729	678	781	834	863	893	931	972	998	1 012	1 019	1 025
Consommation	kt pp	1 478	1 450	1 447	1 468	1 500	1 540	1 593	1 650	1 707	1 755	1 805	1 846
MONDE													
Production	kt pp	3 424	3 201	3 362	3 400	3 440	3 491	3 556	3 617	3 677	3 730	3 786	3 833
Consommation	kt pp	3 376	3 238	3 297	3 342	3 392	3 443	3 514	3 580	3 648	3 705	3 766	3 817
Variation de stocks	kt pp	-70	-1	6	4	4	3	3	3	1	2	2	1
Prix ^c	USD/100 kg	191	432	355	331	314	308	306	305	303	304	304	305
LAIT ENTIER EN POUDRE													
OCDE^b													
Production	kt pp	1 887	1 802	1 690	1 700	1 737	1 750	1 773	1 791	1 804	1 820	1 835	1 854
Consommation	kt pp	741	738	724	722	721	720	717	715	715	714	713	713
Non OCDE													
Production	kt pp	1 834	2 219	2 379	2 440	2 514	2 595	2 667	2 740	2 819	2 899	2 969	3 043
Consommation	kt pp	2 665	3 073	3 347	3 421	3 533	3 628	3 726	3 818	3 910	4 007	4 093	4 186
MONDE													
Production	kt pp	3 721	4 021	4 069	4 140	4 251	4 346	4 440	4 531	4 623	4 719	4 805	4 897
Consommation	kt pp	3 406	3 810	4 071	4 142	4 253	4 348	4 442	4 533	4 624	4 721	4 807	4 899
Prix ^d	USD/100 kg	192	417	366	333	311	304	303	305	307	308	310	311
POUDRE DE LACTOSÉRUM													
Non OCDE													
Prix de gros, EU ^e	USD/100 kg	54	134	92	88	93	96	101	102	104	109	111	114
CASÉINE													
Price ^f	USD/100 kg	577	1 030	957	805	807	753	784	755	777	757	772	759

a) Année se terminant le 30 juin pour l'Australie et le 31 mai pour la Nouvelle-Zélande dans l'agrégat OCDE.

b) L'Islande n'est pas comprise mais les 8 membres de l'UE qui ne sont pas membres de l'OCDE le sont.

c) Prix à l'exportation fab, lait écrémé en poudre, 1.25 % de matière grasse, Océanie.

d) Prix à l'exportation fab, lait entier en poudre 26 % de matière grasse, Océanie.

e) Poudre de lactosérum comestible, Wisconsin, usine.

f) Prix mondial, Nouvelle-Zélande.

est. : estimation.

Source : Secrétariats de l'OCDE et de la FAO.

Tableau A.9. Projections mondiales de sucre (en équivalent sucre brut)

Campagne ^a		Average 02/03- 06/07	07/08 est.	08/09	09/10	10/11	11/12	12/13	13/14	14/15	15/16	16/17	17/18
OCDE													
Production	<i>kt esb</i>	39 783	36 558	35 876	35 765	35 533	35 601	35 306	36 022	36 366	36 653	36 871	37 047
Consommation	<i>kt esb</i>	40 280	40 911	41 072	41 202	41 022	41 175	41 249	41 539	41 824	42 139	42 464	42 728
Stocks de fin de période	<i>kt esb</i>	17 373	16 887	16 789	16 776	16 768	16 669	16 197	15 991	15 872	15 873	15 921	16 164
Non-OCDE													
Production	<i>kt esb</i>	110 890	129 481	130 610	133 043	134 872	136 321	138 209	141 017	142 735	145 772	148 742	151 997
Consommation	<i>kt esb</i>	105 108	117 474	123 657	126 728	129 105	130 709	132 746	135 997	138 647	141 218	143 504	146 055
Stocks de fin de période	<i>kt esb</i>	50 127	66 667	68 490	69 351	69 611	69 746	69 770	69 524	68 324	67 464	67 153	67 281
MONDE													
Production	<i>kt esb</i>	150 674	166 039	166 487	168 808	170 405	171 922	173 515	177 039	179 101	182 425	185 613	189 044
Consommation	<i>kt esb</i>	145 389	158 385	164 729	167 930	170 126	171 884	173 995	177 535	180 472	183 357	185 968	188 782
Stocks de fin de période	<i>kt esb</i>	67 710	83 554	85 279	86 127	86 379	86 415	85 967	85 515	84 197	83 337	83 074	83 445
Prix, sucre brut ^b	<i>USD/t</i>	237.1	229.3	216.0	228.0	257.6	280.4	304.5	298.0	307.1	309.6	308.2	301.7
Prix, sucre raffiné ^c	<i>USD/t</i>	291.2	289.1	268.1	280.8	317.8	351.8	374.5	371.3	384.9	385.0	383.4	379.1

a) Débutant avec la campagne de commercialisation.

b) Prix mondial du sucre brut, New York n° 11, fab arrimé au port des Caraïbes (Brésil inclus), prix vrac au comptant, octobre/septembre.

c) Prix du sucre raffiné, Londres n° 5, fab Europe, au comptant, octobre/septembre.

est. : estimation.

Source : Secrétariats de l'OCDE et de la FAO.

Tableau A.10. Projections mondiales de biocarburants : éthanol

	Production (mill l)			Consommation (mill l)			Utilisation carburant (mill l)			Part dans l'utilisation de l'essence (%)								
	Moyenne 2005-07 est.	2008	2017	Moyenne 2005-07 est.	2008	2017	Moyenne 2005-07 est.	2008	2017	Part en énergie		Part en Volume 2017	Moyenne 2005-07 est.	2008	2017	Croissance ^a (%) 2008-17		
										Moyenne 2005-07 est.	2017						Croissance ^a (%) 2008-17	
Amérique du Nord																		
Canada	762	1 383	2 730	939	1 608	2 983	735	1 400	2 757	6.34	1.26	2.34	4.07 ^b	4.98	-178	-224	-253	-24.50
États-Unis	21 478	38 394	52 444	22 713	38 880	57 544	21 094	37 228	55 827	3.91	2.63	4.55	6.03	2.55	-1 235	-486	-5 100	0.00
Europe de l'Ouest																		
UE27	2 049	4 402	11 883	4 649	7 297	14 707	2 127	4 748	11 962	9.58	1.00	2.19	4.88	8.22	-1 783	-2 895	-2 824	0.00
Pays d'Océanie développés																		
Australie	63	156	1 004	63	156	1 004	63	156	1 004	12.52	0.22	0.54	3.30	11.82	0	0	0	0.00
Autres pays développés																		
Japan	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	-568	-825	-1 475	0.00
Afrique du Sud	410	369	683	99	134	527	0	0	367	32.98	0.00	0.00	1.87	-21.92	310	235	156	26.72
Afrique sub-saharienne																		
Éthiopie	33	38	74	33	34	39	0	1	6	13.36	0.00	0.34	0.67	5.01	4	4	35	28.25
Mozambique	21	24	28	22	23	28	0	1	5	22.20	0.00	0.34	1.86	17.89	-1	1	0	-1.39
Tanzanie	26	29	43	30	35	51	0	5	18	14.96	0.00	1.01	2.54	10.07	-4	-6	-8	1.27
Amérique latine et Caraïbes																		
Bésil	17 396	22 110	40 511	14 595	18 806	31 694	13 499	17 641	30 289	6.11	32.31	40.43	56.62	3.83	2 801	3 304	8 816	8.45
Colombie	272	497	796	303	472	506	268	435	460	0.65	3.34	5.21	4.99	-0.43	-31	25	290	28.67
Pérou	16	22	40	11	14	19	0	2	2	0.37	0.00	0.16	0.19	2.33	5	8	21	7.25
Asie et Pacifique																		
Chine	5 564	6 686	10 210	4 998	5 775	10 792	4 998	5 775	10 792	6.44	1.66	1.98	4.03	6.90	566	910	-583	-71.15
Inde	1 411	1 909	3 574	1 678	1 958	3 192	267	416	1 059	10.86	1.73	2.65	5.61	8.83	-267	-49	383	55.91
Indonésie	177	212	227	147	153	171	0	4	5	1.30	0.00	0.02	0.01	-2.69	30	59	56	-0.92
Malaisie	63	70	84	97	84	105	0	4	7	5.53	0.00	0.02	0.02	-0.78	-34	-14	-20	0.00
Philippines	62	105	126	109	147	170	17	50	50	0.00	0.24	0.70	0.53	-3.06	-47	-42	-44	0.00
Thaïlande	285	408	1 790	266	366	1 530	134	229	1 374	19.80	1.26	2.08	11.70	19.09	19	42	260	37.81
Turquie	55	77	81	103	119	128	43	58	63	0.94	0.62	0.87	1.15	3.17	-48	-42	-48	0.00
Vietnam	140	164	532	134	139	164	0	0	0	0.70	0.00	0.00	0.00	-10.52	6	25	368	28.01
TOTAL	50 284	77 054	126 860	50 991	76 200	125 355	39 811	64 517	111 467	5.58	3.78	5.46	7.63	3.30	-454	30	30	0.00

a) Taux de croissance des moindres carrés.

b) Correspond à 5 % des ventes nets pour les véhicules routiers automobiles

est.: estimation, n.d.: Non disponible.

Source : Secrétariats de l'OCDE et de la FAO.

LES ÉDITIONS DE L'OCDE, 2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16
IMPRIMÉ EN FRANCE
(00 2008 73 2 P) – n° 88800 2008